



Assemblée générale

Distr. générale
11 janvier 2019
Français
Original : anglais

Soixante-treizième session
Point 136 de l'ordre du jour
Budget-programme de l'exercice biennal 2018-2019

Conditions de voyage en avion

Rapport du Secrétaire général*

Résumé

Le présent rapport sur les conditions de voyage en avion est soumis en application des résolutions [42/214](#), [45/248 A](#), [53/214](#), [63/268](#), [65/268](#), [67/254 A](#), [69/274 A](#), [71/272 B](#) et [72/262 B](#) et des décisions [44/442](#) et [46/450](#) de l'Assemblée générale, ainsi que de la décision [57/589](#), dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport sur la question tous les deux ans. On trouvera ci-après des renseignements sur les conditions de voyage en avion pour la période biennale terminée le 30 juin 2018 et, à des fins de comparaison, des statistiques pour la période biennale terminée le 30 juin 2016 et des analyses des tendances observées au cours des 10 dernières années.

Le rapport contient également des informations et des propositions relatives à certaines questions propres aux voyages en avion, en application de la résolution [72/262 B](#).

* Le présent rapport a été soumis après la date limite en raison de retards imprévus dans l'obtention de données et informations relatives aux voyages auprès de certaines entités et bureaux.



I. Introduction

1. À l'ONU, les conditions de voyage en avion sont régies par une série de résolutions et de décisions de l'Assemblée générale, notamment les résolutions [42/214](#), [45/248 A](#), [53/214](#), [63/268](#), [65/268](#), [67/254 A](#), [69/274 A](#), [71/272 B](#) et [72/262 B](#), et les décisions [44/442](#), [46/450](#) et [57/589](#). Le Secrétaire général adjoint à la gestion a promulgué l'instruction administrative relative aux voyages autorisés ([ST/AI/2013/3](#), [ST/AI/2013/3/Amend.1](#), [ST/AI/2013/3/Amend.2](#) et [ST/AI/2013/3/Amend.3](#)) en vue de l'application des différentes dispositions des résolutions [67/254 A](#) et [72/262 B](#) concernant les conditions de voyage en avion.

2. Dans le système des Nations Unies, des dérogations aux règles régissant les conditions de voyage en avion sont prévues, y compris, mais non exclusivement, pour : les hautes personnalités ; les personnalités éminentes ; les voyages jugés particulièrement fatigants ou faisant l'objet d'un surclassement pour des raisons médicales ; les équipes de protection rapprochée accompagnant le Secrétaire général et la Vice-Secrétaire générale et leurs conjoints respectifs ; les équipes de protection rapprochée de la présidence de l'Assemblée générale ; les voyages pour lesquels il n'y a plus de place dans la classe normalement prévue et il semble raisonnable d'autoriser un surclassement.

3. Dans sa résolution [67/254 A](#), l'Assemblée générale a décidé que, pour les voyages autorisés des fonctionnaires d'un rang inférieur à celui de sous-secrétaire général, les voyages par avion s'effectueraient normalement en classe affaires dans le cas des vols sans escale d'au moins 9 heures et dans celui des vols à multiples escales d'une durée totale d'au moins 11 heures, y compris 2 heures au maximum pour les correspondances, sous réserve que le voyage jusqu'à la destination suivante reprenne dans les 12 heures. Elle a également prié le Secrétaire général de modifier ses instructions administratives relatives aux conditions de voyage en avion, de sorte que la durée d'un voyage soit déterminée en fonction de l'itinéraire le plus économique, sous réserve que le temps supplémentaire en résultant pour l'ensemble du voyage par rapport à l'itinéraire le plus direct n'excède pas quatre heures, et décidé que la classe économique serait la classe normalement utilisée par les consultants et vacataires pour leurs voyages en avion, sauf si le Secrétaire général en décidait autrement, en tenant compte du cas particulier de chaque personne (c'est-à-dire de son état de santé et de l'intérêt de l'Organisation). Dans sa résolution [72/262 B](#), l'Assemblée a décidé de ne plus autoriser les fonctionnaires des Nations Unies à voyager en première classe. Cette disposition annule et remplace celle énoncée au paragraphe 9 de la section IV de la résolution [65/268](#), dans laquelle l'Assemblée avait décidé de faire bénéficier la Vice-Secrétaire générale des droits en matière de voyages qu'elle avait accordés au Secrétaire général au paragraphe 2 de sa résolution [42/214](#). Les décisions de l'Assemblée générale ont été prises en compte dans l'instruction administrative relative aux voyages autorisés promulguée par le Secrétaire général adjoint à la gestion et les modifications ultérieures qui y ont été apportées ([ST/AI/2013/3](#), [ST/AI/2013/3/Amend.1](#), [ST/AI/2013/3/Amend.2](#) et [ST/AI/2013/3/Amend.3](#)). En outre, le Secrétaire général a rigoureusement analysé chaque demande de dérogation, en ne prenant en considération que celles relevant des cas énoncés au paragraphe 2 ci-dessus, et en tenant compte de la nécessité de recourir à des personnalités éminentes faisant essentiellement don de leurs services à l'Organisation et de celle de préserver la capacité de mobilisation du Secrétariat.

4. Dans sa résolution [72/262 B](#), l'Assemblée générale a également prié le Secrétaire général de continuer à restreindre l'octroi de dérogations, de renforcer les contrôles internes à cet égard et de lui rendre compte à ce sujet dans son prochain rapport sur les conditions de voyage en avion. Conformément à cette demande,

l'Administration a continué à restreindre l'octroi de dérogations aux règles régissant les conditions de voyage en avion et le nombre total de demandes a diminué, passant de 1 293 pour la période allant de juillet 2014 à juin 2016 à 1 204 pour la période allant de juillet 2016 à juin 2018.

5. On trouvera des analyses et explications détaillées concernant l'évolution du nombre de dérogations et des coûts supplémentaires associés dans les sections II à IV du présent rapport. La section V contient des statistiques sur les voyages à l'échelle du Secrétariat pour la période biennale terminée en juin 2018.

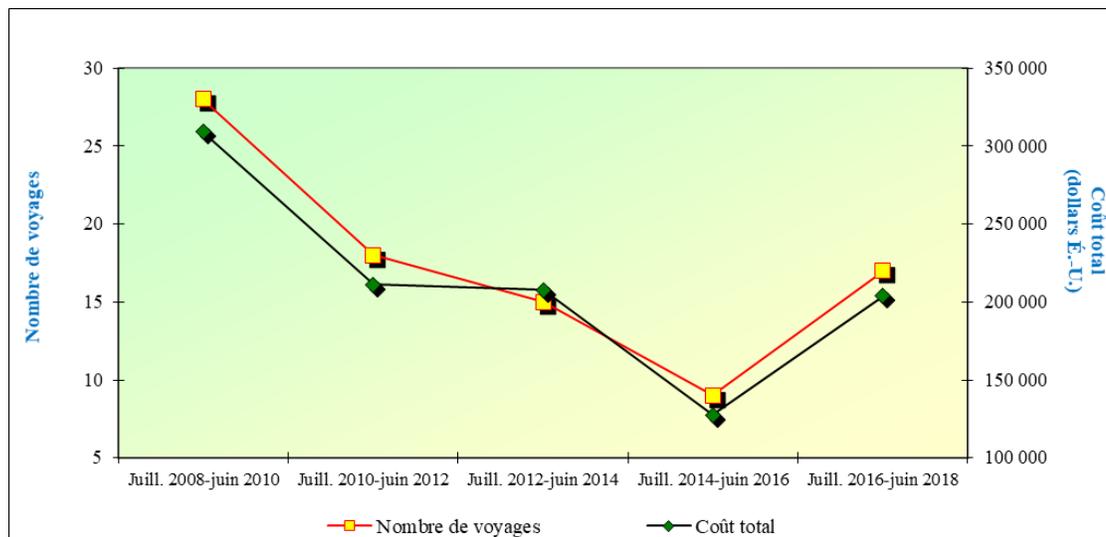
6. Également dans sa résolution [72/262 B](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général : a) de continuer à suivre les pratiques de référence relatives aux points de fidélité accordés par les compagnies aériennes et de lui rendre compte de toute évolution quant à l'utilisation de ces points qui permettrait d'améliorer l'administration des voyages ; b) de lui présenter les résultats de l'analyse approfondie qu'il aura consacrée à l'application de la formule du versement forfaitaire et au taux d'utilisation de cette formule par les fonctionnaires, en se fondant notamment sur les données relatives aux voyages recueillies dans Umoja ; c) de faire figurer dans son rapport une analyse et des recommandations concernant l'application d'un seuil unique qui permettrait de déterminer quand les fonctionnaires dont le rang est inférieur à celui de sous-secrétaire général (et les membres de leur famille) sont autorisés à voyager en classe affaires, de sorte que l'on puisse tirer le meilleur parti, autant que faire se peut, des ressources limitées consacrées aux voyages. Le Secrétaire général rend compte de ces questions aux sections VI à VIII du présent rapport.

II. Frais de voyage des délégations

7. Conformément aux dispositions de la résolution [42/214](#) de l'Assemblée générale, le paiement des voyages en première classe est réservé aux chefs des délégations des pays les moins avancés aux sessions ordinaires ou extraordinaires de l'Assemblée. Au cours de la période allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2018, 17 voyages en première classe (représentant une dépense totale de 203 900 dollars) ont été autorisés, contre 9 (127 600 dollars) pour la période allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2016.

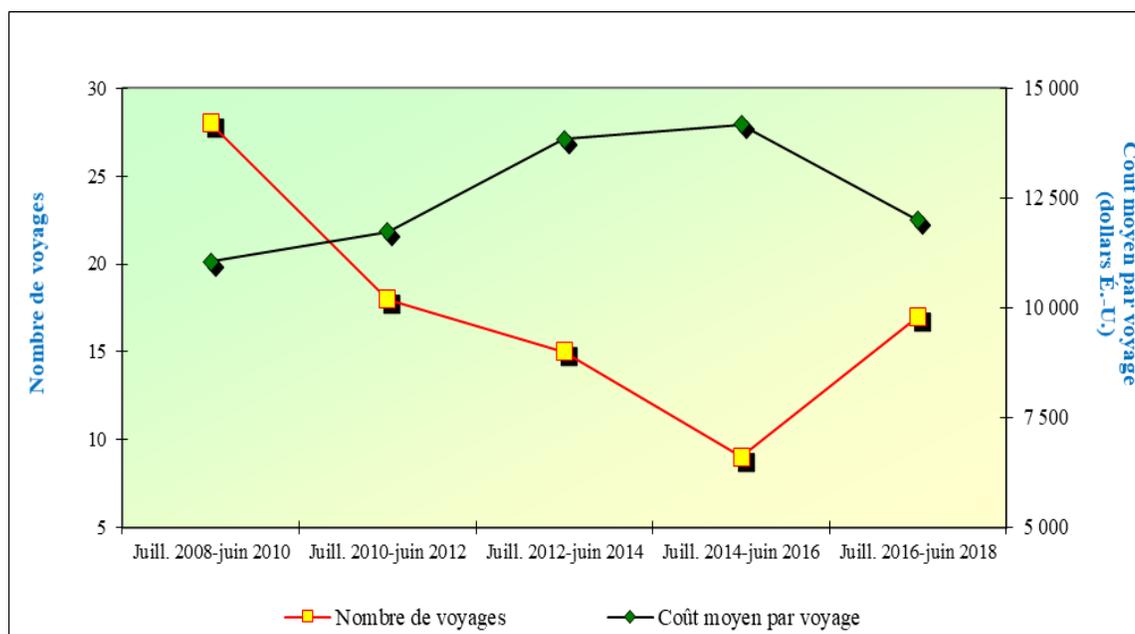
8. Comme l'illustre la figure I, le nombre de voyages des délégués à l'Assemblée générale et le coût total y afférent n'ont cessé de diminuer au cours des trois périodes biennales précédentes, mais ils ont augmenté au cours de la période allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2018 du fait de l'augmentation des demandes d'autorisation de voyage présentées par les délégations des pays les moins avancés.

Figure I
Voyages en première classe des représentants aux sessions de l'Assemblée générale : analyse de la tendance (nombre de voyages et coût total)



9. Comme l'illustre la figure II, le coût moyen par voyage n'a cessé d'augmenter au cours des trois périodes biennales précédentes, mais il a diminué au cours de la période considérée, passant de 14 178 dollars pour la période allant de juillet 2014 à juin 2016 à 11 994 dollars pour la période allant de juillet 2016 à juin 2018.

Figure II
Voyages en première classe des représentants aux sessions de l'Assemblée générale : analyse de la tendance (nombre de voyages et coût moyen par voyage)



III. Frais de voyage de la présidence de l'Assemblée générale

10. Afin de renforcer la capacité du Président de l'Assemblée générale de s'acquitter efficacement et rationnellement de ses fonctions, l'Assemblée générale a décidé, dans sa résolution 53/214, que celui-ci devrait être pleinement habilité à utiliser les crédits prévus au budget de son Bureau, compte tenu du budget-programme approuvé. Au cours de la période allant de juillet 2016 à juin 2018, six voyages ont été effectués en première classe, représentant un coût supplémentaire estimé à 47 641 dollars, contre un voyage en première classe, pour un coût supplémentaire de 3 534 dollars, pour la période biennale terminée le 30 juin 2016. On trouvera à l'annexe VI du présent rapport des renseignements détaillés sur les voyages en première classe autorisés par le Président de l'Assemblée générale.

11. Les voyages en première classe du Président ou de la Présidente de l'Assemblée générale sont financés au moyen du budget ordinaire. Leur nombre a diminué au cours des deux périodes biennales précédentes, mais il est passé d'un voyage au cours de la période allant de juillet 2014 à juin 2016 à six voyages au cours de la période allant de juillet 2016 à juin 2018. Au cours de la période terminée le 30 juin 2018, le coût supplémentaire par voyage a également augmenté pour atteindre 7 940 dollars, contre 3 534 dollars pour la période précédente. Cette évolution peut s'expliquer par l'augmentation générale du coût des voyages en première classe au cours de la période considérée (voir fig. III et IV).

Figure III

Voyages en première classe du Président de l'Assemblée générale : analyse de la tendance (nombre de voyages et coût supplémentaire total)

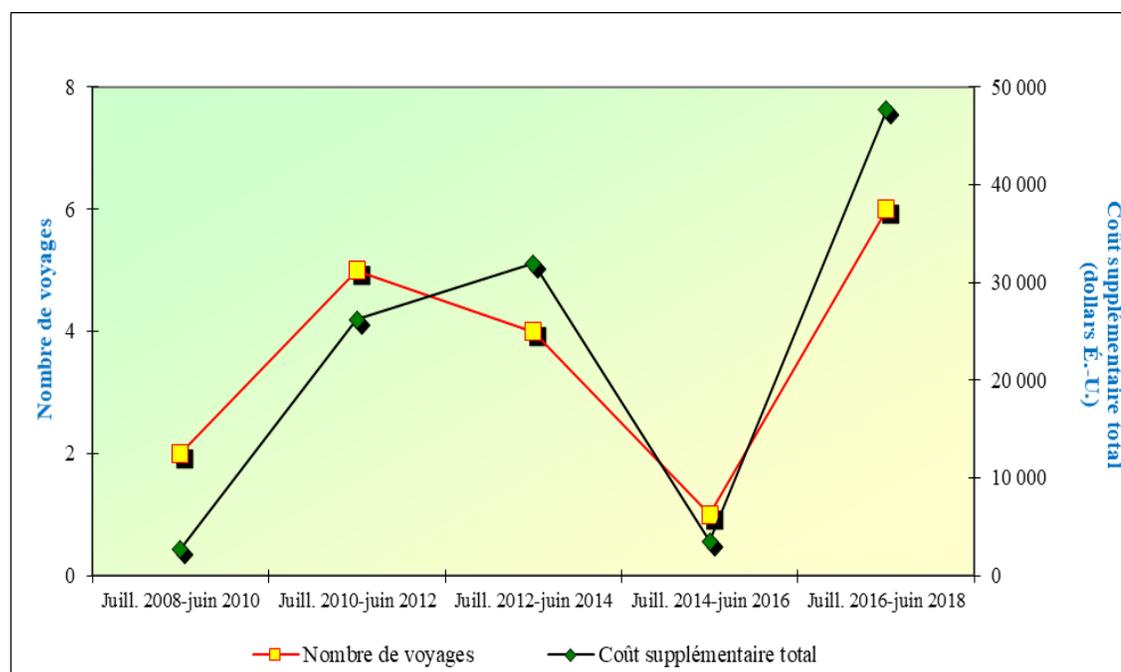
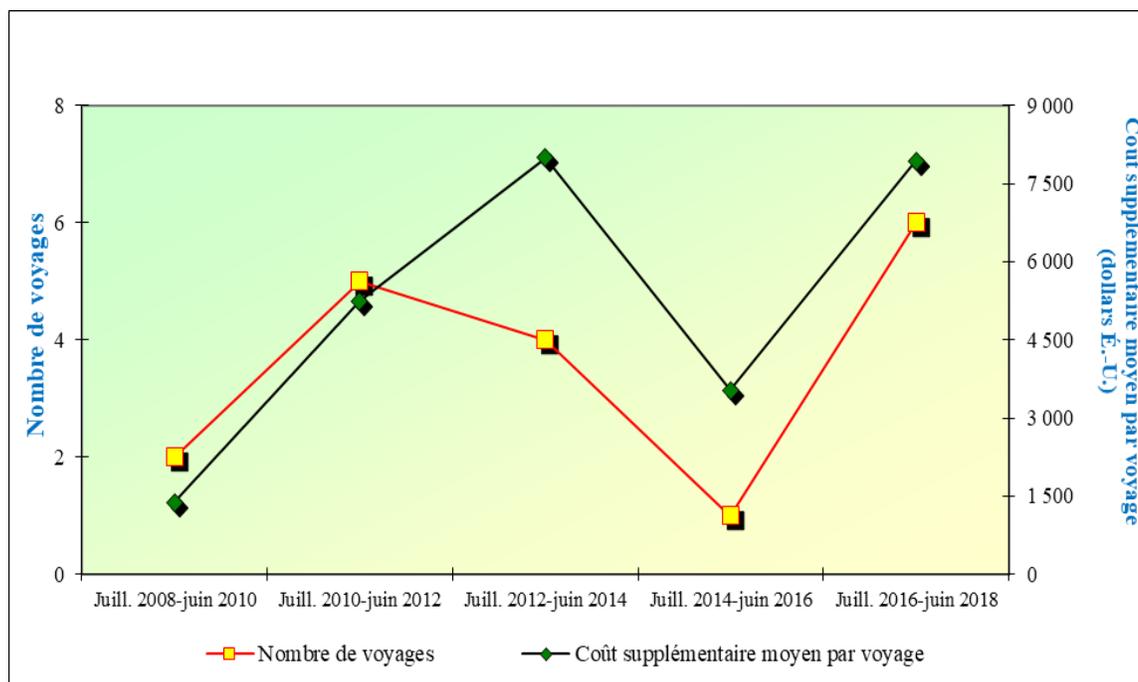


Figure IV
Voyages en première classe du Président de l'Assemblée générale : analyse de la tendance (nombre de voyages et coût supplémentaire moyen par voyage)



IV. Dérogations accordées par le Secrétaire général

12. Dans sa résolution [42/214](#), l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à déroger à la règle lorsqu'il jugerait bon de le faire, en autorisant au cas par cas des voyages en première classe. Dans sa résolution [72/262 B](#), l'Assemblée a décidé de ne plus autoriser les fonctionnaires des Nations Unies à voyager en première classe. Le Secrétaire général exerce son pouvoir discrétionnaire conformément au paragraphe 4.8 de l'instruction administrative [ST/AI/2013/3](#) telle que modifiée, s'il juge que des circonstances exceptionnelles commandent de déroger aux règles régissant les conditions de voyage en avion. Dans l'exercice de cette prérogative, le Secrétaire général tient compte, notamment, des considérations suivantes :

a) Une demande de surclassement pour raisons médicales ne peut être présentée que lorsqu'il y a lieu de penser qu'un voyage dans une classe inférieure aurait des répercussions directes et importantes sur la santé de la voyageuse ou du voyageur. Toute demande de ce type doit être soumise au préalable à la direction de la Division des services médicaux, accompagnée de pièces justificatives suffisantes pour convaincre le Secrétaire général qu'un surclassement permettrait d'éviter ce préjudice. L'âge ne justifie pas en soi l'octroi d'une dérogation ;

b) Les exigences du service font que l'intéressé(e) est tenu(e) de voyager à une date précise alors que l'avion est complet dans la classe normalement prévue. Il peut également arriver qu'aucun vol ne soit disponible pour assurer les conditions de voyage auxquelles la voyageuse ou le voyageur a normalement droit et que l'indemnité journalière de subsistance qu'il faudrait lui verser s'il lui fallait attendre le vol suivant dépasse le coût supplémentaire occasionné par un voyage en classe supérieure. Il appartient au Secrétaire général de décider au cas par cas s'il s'agit là

de « circonstances exceptionnelles » au sens de l'instruction administrative [ST/AI/2013/3](#) telle que modifiée;

c) La personne qui voyage est une haute personnalité (elle a rang de chef d'État ou de gouvernement, qu'elle soit ou non encore en exercice) ;

d) La personne qui voyage est une personnalité éminente (elle a rang de ministre, qu'elle soit ou non encore en exercice, ou le Secrétaire général estime qu'il s'agit d'une personnalité du monde politique ou économique ou des milieux scientifiques, humanitaires ou culturels) qui offre ses services à l'Organisation ;

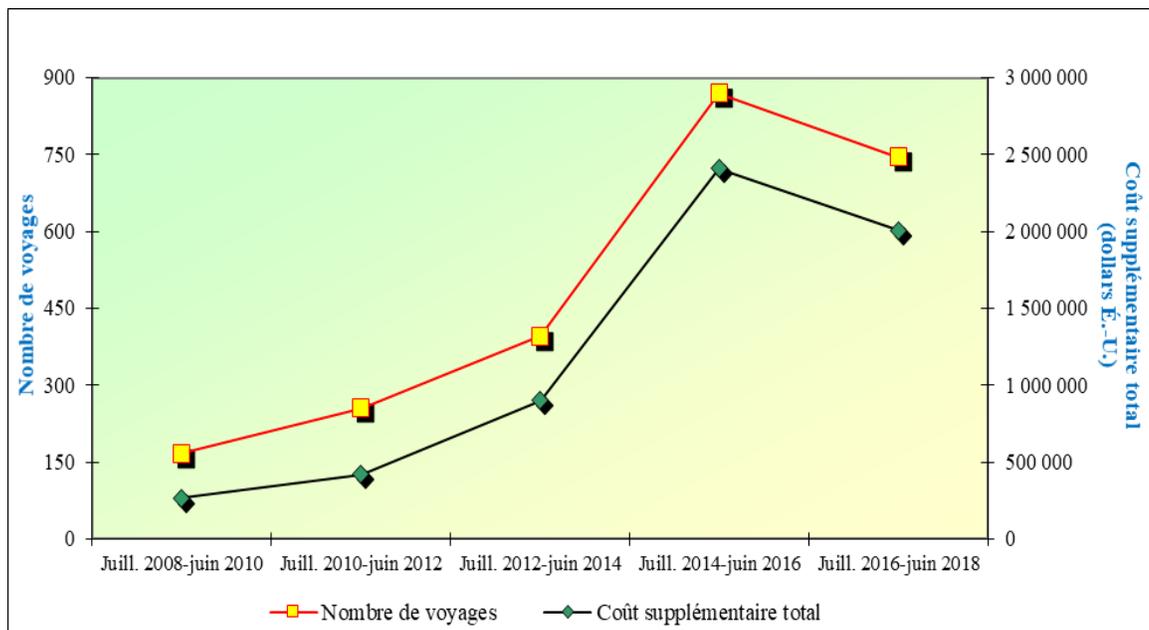
e) Les exigences du service font que l'intéressé(e) doit, après une journée entière de travail, voyager de nuit pour reprendre ses activités ou participer à une réunion de haut niveau dès le lendemain matin ou dès son arrivée, auquel cas le voyage peut être considéré comme particulièrement fatigant. Il convient toutefois d'éviter ce genre de situation en planifiant les déplacements suffisamment à l'avance. Il appartient au Secrétaire général de décider au cas par cas s'il s'agit là de « circonstances exceptionnelles » au sens de l'instruction administrative [ST/AI/2013/3](#) telle que modifiée.

13. L'Assemblée générale a adopté plusieurs résolutions¹ dans lesquelles elle a prié le Secrétaire général de faire de l'Organisation un lieu de travail non discriminatoire favorisant l'insertion des fonctionnaires handicapés. Comme suite à ces demandes, la circulaire [ST/SGB/2014/3](#) du Secrétaire général a été publiée, montrant la volonté du Secrétariat de proposer aux fonctionnaires handicapés un aménagement raisonnable pour leur permettre de s'acquitter de leurs fonctions officielles. Conformément à cette circulaire, la Division des services médicaux a examiné les cas des fonctionnaires présentant des incapacités permanentes et donné son avis sur ceux dans lesquels les fonctionnaires devraient être autorisés à voyager en classe affaires au titre des aménagements raisonnables. Les fonctionnaires concernés se voyaient ainsi dispensés de présenter des demandes de dérogation pour chaque voyage effectué au service de l'Organisation. De même, à la suite de discussions entre le Secrétariat et la présidence du Comité des droits des personnes handicapées, la Division des services médicaux a examiné les cas des membres du Comité qui n'étaient pas considérés comme exceptionnels et indiqué que, compte tenu de leur incapacité permanente, certains membres devaient, au titre des aménagements raisonnables, être accompagnés de personnes voyageant dans la même classe. Les voyages effectués en classe affaires par ces personnes n'ont donc pas été comptabilisés dans les dérogations aux règles encadrant les conditions de voyage en avion pendant la période considérée.

14. Comme l'illustre la figure V, en ce qui concerne le Secrétariat, le nombre de voyages effectués dans le cadre des dérogations accordées par le Secrétaire général et leur coût supplémentaire total ont diminué au cours de la période allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2018, l'Administration s'étant employée à limiter le nombre de dérogations accordées, notamment en appliquant des critères plus restrictifs pour ce qui est des voyageuses et voyageurs relevant des catégories des hautes personnalités et des personnalités éminentes définies aux alinéas c) et d) du paragraphe 12 ci-dessus, conformément à la résolution [72/262 B](#) et à des résolutions antérieures de l'Assemblée générale, notamment la résolution [69/274 A](#).

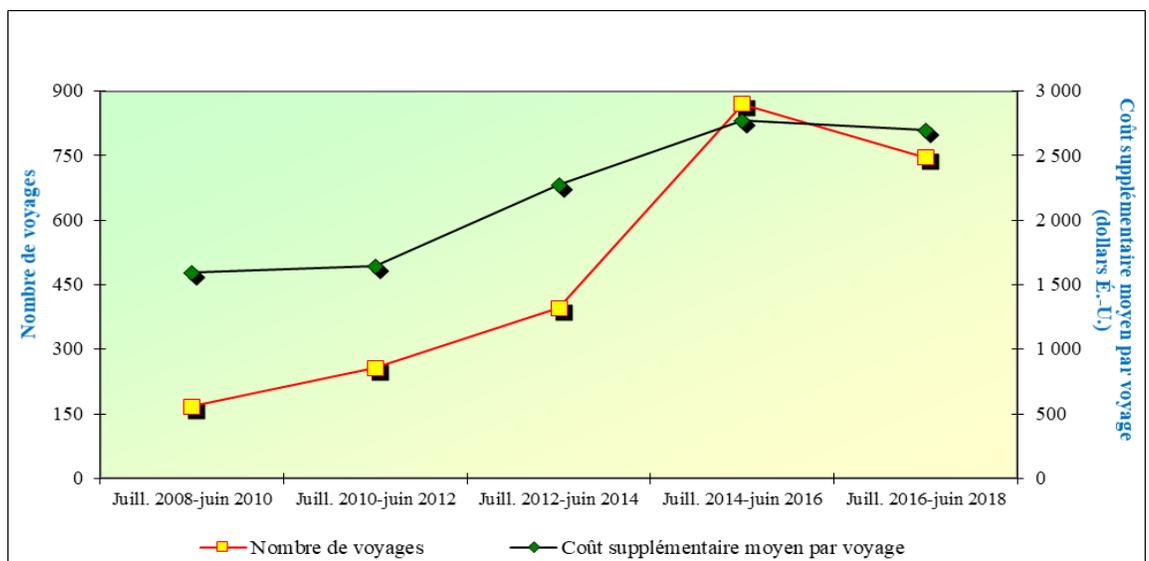
¹ Résolution 61/106, 64/154, 65/186 et 66/229.

Figure V
Dérogations accordées pour le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : analyse de la tendance (nombre de voyages et coût supplémentaire total)



15. La figure VI montre que, pour ce qui concerne le Secrétariat, le coût supplémentaire moyen par voyage a diminué au cours de la période allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2018, s'établissant à 2 696 dollars, contre 2 769 dollars pour la période précédente. Cette diminution peut s'expliquer, entre autres facteurs, par l'ensemble des mesures prises par l'Administration pour utiliser de manière optimale les ressources destinées aux voyages, notamment l'achat anticipé des billets et le choix de l'itinéraire le plus économique.

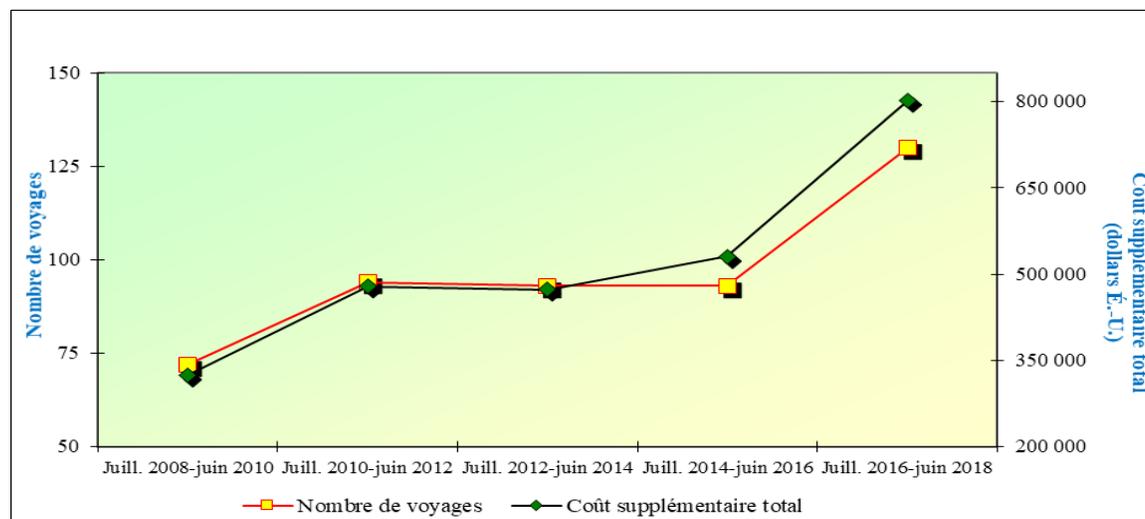
Figure VI
Dérogations accordées pour le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : analyse de la tendance (nombre de voyages et coût supplémentaire moyen par voyage)



16. Des dérogations sont également accordées aux fonctionnaires du Département de la sûreté et de la sécurité affectés aux équipes de protection rapprochée de la présidence de l'Assemblée générale, du Secrétaire général ou de la Vice-Secrétaire générale et de leurs conjoints respectifs. Comme l'illustre la figure VII, au cours de la période allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2018, 130 voyages ont été effectués, pour un coût supplémentaire estimé à 801 562 dollars, contre 93 voyages, pour un coût supplémentaire estimé à 530 565 dollars, pour la période précédente.

Figure VII

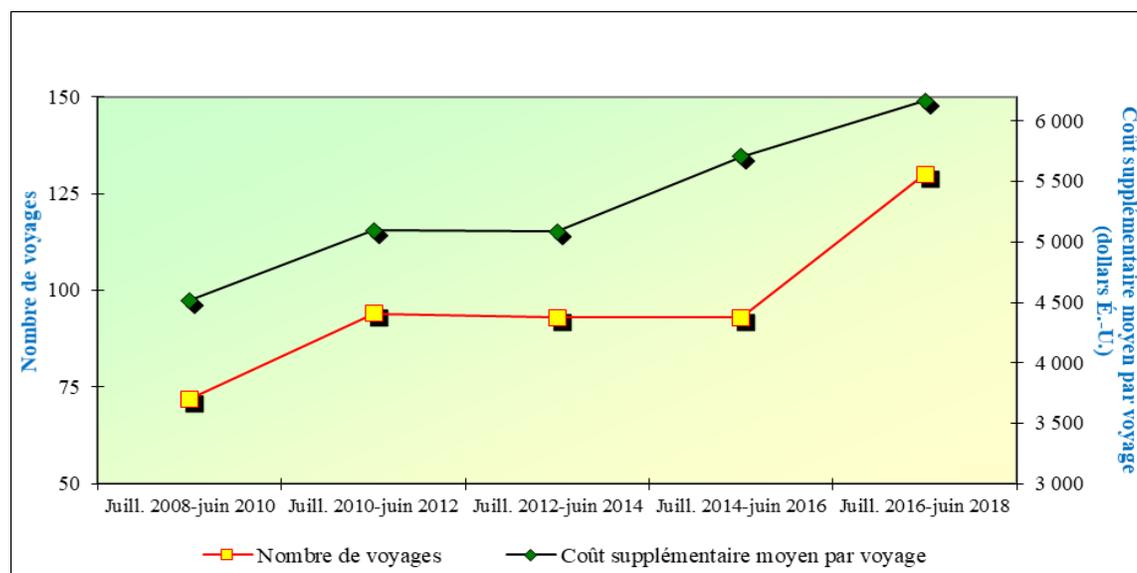
Voyages des équipes de sécurité : analyse de la tendance (nombre de voyages et coût supplémentaire total)



17. Comme l'illustre la figure VIII, pendant la période allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2018, le coût supplémentaire moyen par voyage du personnel des services de sécurité s'est établi à 6 166 dollars, contre 5 705 dollars pour la période précédente.

Figure VIII

Voyages des équipes de sécurité : analyse de la tendance (nombre de voyages et coût supplémentaire moyen par voyage)



18. En application de la résolution 65/268 de l'Assemblée générale, le présent rapport contient des données récapitulatives relatives aux dérogations accordées en ce qui concerne l'Organisation et les autres entités des Nations Unies au cours de la période biennale terminée le 30 juin 2018 (tableau 1) et, à des fins de comparaison, des données récapitulatives relatives aux dérogations accordées au cours de la période biennale terminée le 30 juin 2016 (tableau 2).

Tableau 1
Dérogations accordées pendant la période du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2018
en ce qui concerne l'Organisation et les autres entités des Nations Unies

(En dollars des États-Unis)

Motif de dérogation	Première classe		Classe affaires		Total		Ventilation des coûts supplémentaires	
	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Budget ordinaire	Autres
Raisons médicales	–	–	115	237 763	115	237 763	158 961	78 802
Avion complet dans la classe normalement prévue	3	2 805	22	7 890	25	10 695	7 665	3 030
Haute personnalité	1	15 188	40	133 339	41	148 527	63 428	85 099
Personnalité éminente	1	9 190	843	2 351 201	844	2 360 391	810 431	1 549 960
Voyage particulièrement fatigant	–	–	49	149 960	49	149 960	43 038	106 922
Sécurité	31	242 983	99	558 579	130	801 562	801 562	–
Total partiel	36	270 166	1 168	3 438 732	1 204	3 708 898	1 885 085	1 823 813
Voyages autorisés par le Président de l'Assemblée générale	6	47 641	–	–	6	47 641	47 641	–
Total	42	317 807	1 168	3 438 732	1 210	3 756 539	1 932 726	1 823 813

Tableau 2
Dérogations accordées pendant la période du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2016
en ce qui concerne l'Organisation et les autres entités des Nations Unies

(En dollars des États-Unis)

Motif de dérogation	Première classe		Classe affaires		Total		Ventilation des coûts supplémentaires	
	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Budget ordinaire	Autres
Raisons médicales	–	–	106	239 447	106	239 447	164 739	74 708
Avion complet dans la classe normalement prévue	2	590	14	11 307	16	11 897	3 654	8 243
Haute personnalité	–	–	81	178 097	81	178 097	75 079	103 018
Personnalité éminente	2	1 532	971	2 617 282	973	2 618 814	827 818	1 790 996
Voyage particulièrement fatigant	–	–	24	85 430	24	85 430	27 549	57 881
Sécurité	69	448 188	24	82 377	93	530 565	530 565	–
Total partiel	73	450 310	1 220	3 213 940	1 293	3 664 250	1 629 404	2 034 846

<i>Motif de dérogation</i>	<i>Première classe</i>		<i>Classe affaires</i>		<i>Total</i>		<i>Ventilation des coûts supplémentaires</i>	
	<i>Nombre de voyages</i>	<i>Coût supplémentaire</i>	<i>Nombre de voyages</i>	<i>Coût supplémentaire</i>	<i>Nombre de voyages</i>	<i>Coût supplémentaire</i>	<i>Budget ordinaire</i>	<i>Autres</i>
Voyages autorisés par le Président de l'Assemblée générale	1	3 534	–	–	1	3 534	3 534	–
Total	74	453 844	1 220	3 213 940	1 294	3 667 784	1 632 938	2 034 846

19. Des données récapitulatives relatives aux dérogations accordées en ce qui concerne le Secrétariat au cours de la période allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2018 sont présentées dans le tableau 3. Les annexes I à V contiennent des renseignements détaillés sur le nombre et la nature des dérogations accordées pendant la période considérée et sur les coûts supplémentaires qu'elles ont entraînés.

Tableau 3
Dérogations accordées pendant la période du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2018 en ce qui concerne le Secrétariat

(En dollars des États-Unis)

<i>Motif de dérogation</i>	<i>Première classe</i>		<i>Classe affaires</i>		<i>Total</i>		<i>Ventilation des coûts supplémentaires</i>	
	<i>Nombre de voyages</i>	<i>Coût supplémentaire</i>	<i>Nombre de voyages</i>	<i>Coût supplémentaire</i>	<i>Nombre de voyages</i>	<i>Coût supplémentaire</i>	<i>Budget ordinaire</i>	<i>Autres</i>
Raisons médicales	–	–	108	223 539	108	223 539	158 961	64 578
Avion complet dans la classe normalement prévue	3	2 805	13	6 810	16	9 615	7 665	1 950
Haute personnalité	–	–	32	107 079	32	107 079	63 428	43 651
Personnalité éminente	–	–	561	1 569 485	561	1 569 485	810 431	759 054
Voyage particulièrement fatigant	–	–	28	99 032	28	99 032	43 038	55 994
Sécurité	31	242 983	99	558 579	130	801 562	801 562	–
Total partiel	34	245 788	841	2 564 524	875	2 810 312	1 885 085	925 227
Voyages autorisés par le Président de l'Assemblée générale	6	47 641	–	–	6	47 641	47 641	–
Total	40	293 429	841	2 564 524	881	2 857 953	1 932 726	925 227

20. À des fins de comparaison, des données récapitulatives relatives aux dérogations accordées en ce qui concerne le Secrétariat au cours de la période du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2016 sont présentées dans le tableau 4.

Tableau 4
Dérogations accordées pendant la période du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2016
en ce qui concerne le Secrétariat

(En dollars des États-Unis)

<i>Motif de dérogation</i>	<i>Première classe</i>		<i>Classe affaires</i>		<i>Total</i>		<i>Ventilation des coûts supplémentaires</i>	
	<i>Nombre de voyages</i>	<i>Coût supplémentaire</i>	<i>Nombre de voyages</i>	<i>Coût supplémentaire</i>	<i>Nombre de voyages</i>	<i>Coût supplémentaire</i>	<i>Budget ordinaire</i>	<i>Autres</i>
Raisons médicales	–	–	98	211 765	98	211 765	164 739	47 026
Avion complet dans la classe normalement prévue	2	590	6	4 224	8	4 814	3 654	1 160
Haute personnalité	–	–	63	133 451	63	133 451	75 079	58 372
Personnalité éminente	2	1 532	688	2 008 889	690	2 010 421	827 818	1 182 603
Voyage particulièrement fatigant	–	–	11	48 258	11	48 258	27 549	20 709
Sécurité	69	448 188	24	82 377	93	530 565	530 565	–
Total partiel	73	450 310	890	2 488 964	963	2 939 274	1 629 404	1 309 870
Voyages autorisés par le Président de l'Assemblée générale	1	3 534	–	–	1	3 534	3 534	–
Total	74	453 844	890	2 488 964	964	2 942 808	1 632 938	1 309 870

21. Des données récapitulatives relatives aux dérogations accordées en ce qui concerne les autres entités des Nations Unies au cours des périodes biennales terminées le 30 juin 2018, d'une part, et le 30 juin 2016, d'autre part, sont présentées dans les tableaux 5 et 6. On trouvera aux annexes VII à XVI des données détaillées sur les dérogations accordées pour la période considérée en ce qui concerne, dans l'ordre, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Fonds des Nations Unies pour la population, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux.

Tableau 5
Dérogations accordées pour les autres entités des Nations Unies
pendant la période du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2018

(En dollars des États-Unis)

<i>Motif de dérogation</i>	<i>Première classe</i>		<i>Classe affaires</i>		<i>Total</i>	
	<i>Nombre de voyages</i>	<i>Coût supplémentaire</i>	<i>Nombre de voyages</i>	<i>Coût supplémentaire</i>	<i>Nombre de voyages</i>	<i>Coût supplémentaire</i>
Raisons médicales	–	–	7	14 224	7	14 224
Avion complet dans la classe normalement prévue	–	–	9	1 080	9	1 080
Haute personnalité	1	15 188	8	26 260	9	41 448
Personnalité éminente	1	9 190	282	781 716	283	790 906

<i>Motif de dérogation</i>	<i>Première classe</i>		<i>Classe affaires</i>		<i>Total</i>	
	<i>Nombre de voyages</i>	<i>Coût supplémentaire</i>	<i>Nombre de voyages</i>	<i>Coût supplémentaire</i>	<i>Nombre de voyages</i>	<i>Coût supplémentaire</i>
Voyage particulièrement fatigant	–	–	21	50 928	21	50 928
Total	2	24 378	327	874 208	329	898 586

Tableau 6

Dérogations accordées pour les autres entités des Nations Unies pendant la période du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2016

(En dollars des États-Unis)

<i>Motif de dérogation</i>	<i>Première classe</i>		<i>Classe affaires</i>		<i>Total</i>	
	<i>Nombre de voyages</i>	<i>Coût supplémentaire</i>	<i>Nombre de voyages</i>	<i>Coût supplémentaire</i>	<i>Nombre de voyages</i>	<i>Coût supplémentaire</i>
Raisons médicales	–	–	8	27 682	8	27 682
Avion complet dans la classe normalement prévue	–	–	8	7 083	8	7 083
Haute personnalité	–	–	18	44 646	18	44 646
Personnalité éminente	–	–	283	608 393	283	608 393
Voyage particulièrement fatigant	–	–	13	37 172	13	37 172
Total	–	–	330	724 976	330	724 976

22. Les figures IX et X montrent que, pour les autres entités des Nations Unies, le nombre de voyages ayant fait l'objet d'une dérogation est resté pratiquement inchangé, s'établissant à 329 pour la période biennale terminée le 30 juin 2018, contre 330 pour la période biennale précédente. Toutefois, le coût supplémentaire total a augmenté pour s'établir à 898 586 dollars, contre 724 976 dollars pour la période précédente, en conséquence de quoi le coût supplémentaire moyen par voyage est passé à 2 731 dollars pour la période biennale terminée le 30 juin 2018, contre 2 197 dollars pour la période précédente.

Figure IX
Dérogations accordées pour les autres entités des Nations Unies : analyse de la tendance (nombre de voyages et coût supplémentaire total)

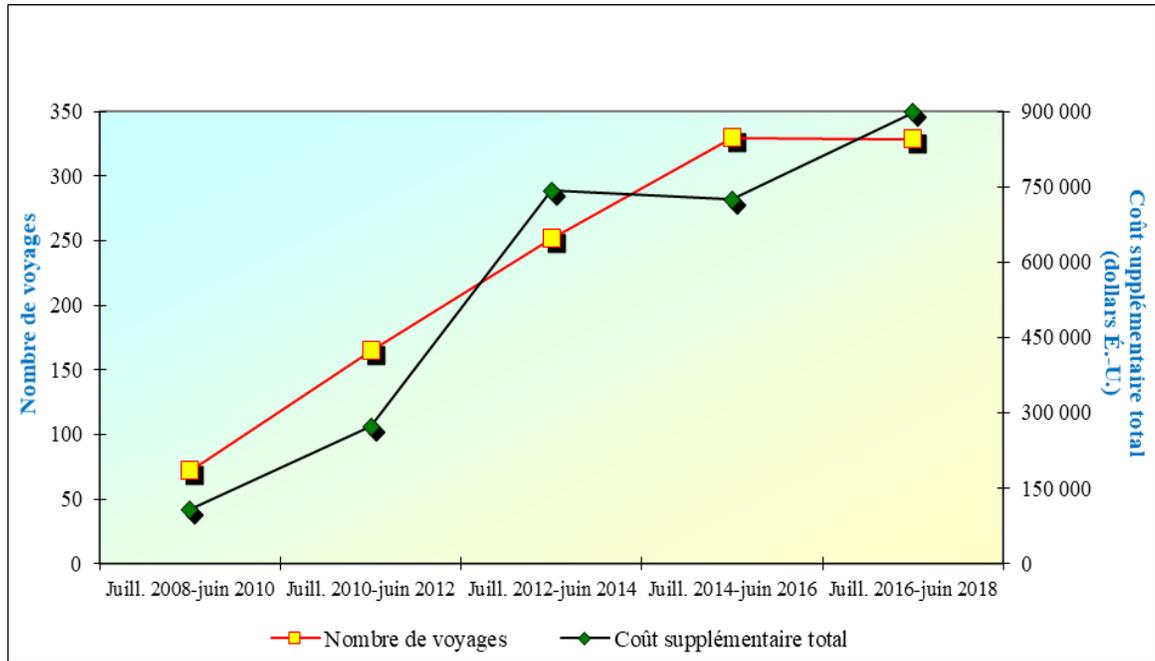
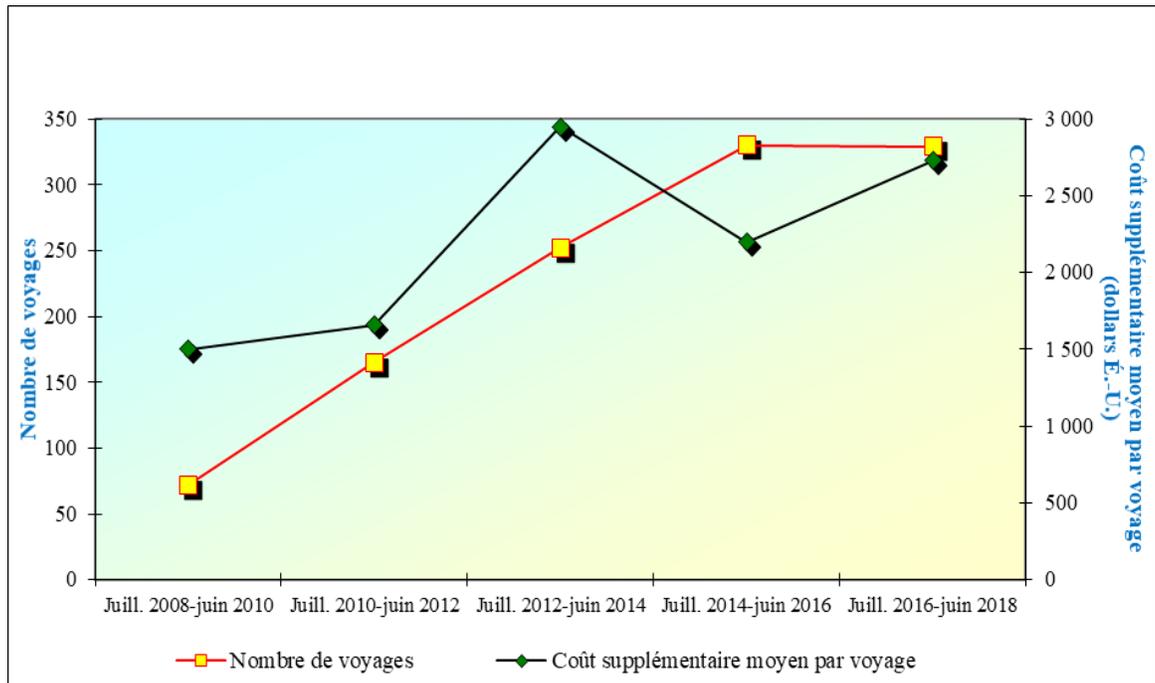


Figure X
Dérogations accordées pour les autres entités des Nations Unies : analyse de la tendance (nombre de voyages et coût supplémentaire moyen par voyage)



V. Informations actualisées sur les voyages en avion

23. Dans ses rapports précédents ([A/71/741](#), [A/71/741/Corr.1](#) et [A/72/716](#)), le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale des informations actualisées, des tendances et des analyses sur les activités touchant les voyages en avion à l'échelle du Secrétariat.

24. Ces informations se fondaient sur les données du module voyages d'Umoja qui, extraites au moyen du module d'analyse décisionnelle, correspondaient aux différents types et catégories de voyage définis dans le progiciel de gestion intégré.

25. Le 15 juin 2018, la dernière catégorie de personnes voyageant pour le compte de l'ONU, à savoir le personnel déployé dans les missions de maintien de la paix qui n'est pas recruté sur le plan international (personnel recruté sur le plan local, agents en tenue, Volontaires des Nations Unies et vacataires par exemple), a été intégrée au module voyages d'Umoja, qui compte ainsi 7 600 utilisateurs directs supplémentaires.

26. Il s'agit d'une étape importante pour l'Organisation puisque, pour la première fois, tous les membres du Secrétariat qui voyagent pour le compte de l'ONU sont soumis à une procédure de gestion unique dans le cadre d'un régime commun. L'exactitude et la fiabilité des informations relatives aux voyages s'en trouveront à l'avenir grandement améliorées.

27. Aux fins du présent rapport, les informations fournies ci-après portent sur la période allant de juillet 2016 à juin 2018.

Volume, fréquence et objet des voyages

28. Le tableau 7 présente une vue d'ensemble du nombre de voyages en avion de ligne payés par l'ONU, selon les différentes catégories de voyage répertoriées dans Umoja.

Tableau 7

Volume des voyages en avion de ligne par catégorie répertoriée dans Umoja (1^{er} juillet 2016-30 juin 2018)

(Nombre de voyages)

Catégorie de voyage ^a	Juillet-décembre 2016	Janvier-juin 2017	Juillet-décembre 2017	Janvier-juin 2018	Total
Déplacements professionnels	44 853	44 268	53 208	49 606	191 935
Voyages autorisés au titre des avantages du personnel	1 156	548	770	330	2 804
Voyages RH	2 663	2 656	2 954	2 332	10 605
Voyages des membres du personnel en tenue ^b	1 346	954	1 183	504	3 987
Total	50 018	48 426	58 115	52 772	209 331

^a Voir [A/71/741](#), annexe XIX, et [A/71/741/Corr.1](#) pour la ventilation par type de voyage dans chaque catégorie. Il convient de noter que la catégorie précédemment dénommée « Voyages en groupe » a été renommée « Voyages des membres du personnel en tenue » dans Umoja.

^b Il s'agit principalement des voyages du personnel en tenue de l'ancienne Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti et de l'ancienne Mission des Nations Unies en Colombie, les deux seules missions dont les voyages du personnel en tenue ont été administrés dans Umoja pendant la plus grande partie de la période considérée. Les voyages du personnel en tenue des autres missions de maintien de la paix sont comptabilisés à partir du 15 juin 2018.

Classe du billet d'avion

29. Le tableau 8 présente une vue d'ensemble, par classe, du nombre de voyages en avion de ligne payés par l'ONU.

Tableau 8

Volume des voyages en avion de ligne par classe (1^{er} juillet 2016-30 juin 2018)

(Nombre de voyages)

Classe	Juillet-décembre 2016	Janvier-juin 2017	Juillet-décembre 2017	Janvier-juin 2018	Total	Pourcentage
Classe économique	41 830	40 278	49 210	43 882	175 200	84
Classe affaires	6 254	6 550	6 889	6 981	26 674	13
Première classe	18	23	24	25	90	–
Classes de service multiples (y compris les voyages en première classe)	16	25	29	28	98	–
Classes de service multiples (sauf les voyages en première classe)	1 900	1 550	1 963	1 856	7 269	3
Total	50 018	48 426	58 115	52 772	209 331	100

Frais de voyage

30. Le tableau 9 présente les frais de voyage ventilés par catégorie répertoriée dans Umoja. Tous les modes de transport, y compris les avions autres que les avions de ligne, tels que ceux appartenant à l'ONU, le train ou encore les véhicules à moteur, sont pris en compte dans ces chiffres, lesquels sont extraits du module finances d'Umoja, qui ne contient pas de données relatives aux différents modes de transport utilisés et ne permet donc pas de dissocier les voyages effectués à bord des avions de ligne.

Tableau 9

Frais de voyage par catégorie répertoriée dans Umoja (1^{er} juillet 2016-30 juin 2018)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de voyage	Juillet-décembre 2016			Janvier-décembre 2017			Janvier-juin 2018		
	Billet	Autres frais	Total	Billet	Autres frais	Total	Billet	Autres frais	Total
Déplacements professionnels	62 002	69 583	131 585	130 831	146 194	277 025	70 965	74 731	145 695
Voyages autorisés au titre des avantages du personnel	2 372	19 466	21 838	2 622	29 611	32 233	597	10 325	10 922
Voyages RH	6 179	1 381	7 560	13 258	2 308	15 567	5 333	857	6 190
Voyages des membres du personnel en tenue	1 498	36	1 534	2 478	11	2 489	1 049	8	1 057
Total	72 051	90 466	162 517	149 190	178 124	327 314	77 944	85 920	163 864

31. Les frais sont ventilés selon les rubriques « Billet » et « Autres frais ». Cette dernière rubrique englobe tous les frais autres que les billets, tels que l'indemnité journalière de subsistance et les faux frais au départ et à l'arrivée.

Application des directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion

32. Le Secrétariat continue de s'employer à faire mieux appliquer les directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion. Un tableau de bord en ligne offrant aux utilisateurs finals une présentation visuelle améliorée des statistiques relatives aux délais d'achat des billets est actuellement mis en place. Il indique de manière détaillée les résultats se rapportant à la présentation des demandes par les fonctionnaires concernés et par le personnel chargé de l'administration des voyages (mesurés en regard de l'objectif fixant la date de présentation de la demande à 21 jours avant le départ), au délai de traitement avant approbation par le personnel habilité (mesuré en regard de l'objectif fixant ce délai à 5 jours), à savoir les partenaires ressources humaines (pour les voyages RH et les voyages autorisés au titre des avantages du personnel), les responsables chargés d'approuver les voyages et les expéditions (agents certificateurs) et les services chargés de traiter les demandes.

33. En outre, les différents départements ont intégré les délais d'achat des billets comme indicateur clef de succès dans leurs rapports d'exécution pour l'exercice biennal 2018-2019. En sensibilisant davantage les départements, l'ajout de cet indicateur de résultats devrait entraîner une augmentation du nombre de billets achetés dans les délais prescrits.

34. Le tableau 10 présente une vue d'ensemble du nombre de voyages en avion de ligne payés par l'ONU, par catégorie, et montre dans quelle mesure les directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion ont été appliquées. Il indique également combien de jours à l'avance en moyenne les demandes de voyage ont été déposées et le nombre moyen de jours écoulés jusqu'à leur approbation.

Tableau 10

Application des directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion, par catégorie de voyage (1^{er} juillet 2016-30 juin 2018)

Catégorie de voyage	Nombre de voyages	Conformité (pourcentage)	Délai moyen (jours) ^a			
			Présentation de la demande	Partenaire ressources humaines	Agent certificateur	Bureau de traitement
Déplacements professionnels	191 935	33	15,8	s.o.	2,1	1,6
Voyages autorisés au titre des avantages du personnel	2 804	50	32,4	10,0	3,3	4,5
Voyages RH	10 605	31	18,7	4,2	1,8	2,9
Voyages des membres du personnel en tenue	3 987	14	17,0	s.o.	0,9	3,7
Total (moyenne pondérée)	209 331	33	16,2	s.o.	2,1	1,7

Abréviation : s.o., sans objet.

^a Tous les délais figurant à la rubrique « Total » sont pondérés par rapport au nombre relatif de voyages effectués dans chaque catégorie. Cette méthode permet de tenir compte de la grande variabilité des volumes de voyage respectifs de chaque catégorie et de la différence de traitement des demandes relevant de la catégorie « Voyages autorisés au titre des avantages du personnel » et de celles concernant les « Voyages RH », lesquelles nécessitent l'approbation du partenaire ressources humaines.

35. Au cours de la période considérée, le taux global de conformité aux directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion s'est établi à 33 %. Ce taux fait apparaître une nette amélioration : de 29 % au cours de la période juillet-décembre 2016, il est passé à 33 % en 2017, puis à 35 % pendant la période janvier-juin 2018.

36. L'amélioration du taux de conformité aux directives susmentionnées tient aux diverses mesures prises par le Secrétaire général durant la période considérée, telles que la publication d'un rapport d'analyse décisionnelle sur l'application des directives, l'affichage d'un tableau de bord en ligne à ce sujet et l'introduction des délais d'achat des billets comme indicateur clef de succès dans les rapports d'exécution des départements.

37. Si l'on constate également une tendance à l'amélioration en ce qui concerne la présentation des demandes de voyage, soumises de plus en plus tôt (15,4 jours en moyenne avant le départ pour la période juillet-décembre 2016, puis 16,3 jours en 2017 et 16,8 jours pendant la période janvier-juin 2018), la présentation plus en avance de ces demandes par les fonctionnaires concernés ou les administrateurs des voyages reste le meilleur moyen de continuer à renforcer le respect des délais fixés à cet égard. L'objectif est que toutes les demandes soient présentées 21 jours avant le départ. Pour accomplir de véritables progrès dans ce sens, il demeure indispensable d'améliorer la planification au niveau des départements, notamment dans la catégorie « Déplacements professionnels », qui représente 92 % du volume total des voyages.

38. Malgré l'augmentation constante des demandes traitées dans le module voyages d'Umoja, les agents habilités continuent d'autoriser les voyages et les expéditions en moins de cinq jours, conformément au délai fixé. Il existe une marge d'amélioration en ce qui concerne l'autorisation des voyages liés aux ressources humaines et de ceux prévus au titre des avantages du personnel. Cependant, une quelconque amélioration dans ces catégories aura une incidence moindre sur le taux de conformité global, les volumes correspondants étant relativement faibles.

39. Dans son rapport sur la question (A/72/7/Add.44), le Comité consultatif a de nouveau recommandé qu'une explication détaillée pour chaque catégorie de voyage soit fournie dans les futurs rapports, en particulier dans les cas où les taux de conformité aux directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion demeuraient systématiquement faibles.

40. Afin qu'une explication détaillée soit fournie, les utilisateurs soumettant tardivement (moins de 21 jours avant la date de départ) leur demande de voyage sur le portail d'Umoja prévu à cet effet sont tenus, depuis le 1^{er} avril 2018, de sélectionner un motif de retard. Cette sélection s'effectue dans une liste préétablie de façon à permettre des analyses ultérieures et à garantir l'uniformité des rapports sur le sujet.

41. Le tableau 11 présente, pour chaque catégorie de voyage, une liste des motifs qui ont été sélectionnés pour justifier la présentation tardive des demandes (moins de 21 jours avant la date de départ), au cours des six mois compris entre le 1^{er} avril et le 30 septembre 2018. La mise à niveau d'Umoja ayant pris effet le 1^{er} avril 2018 seulement, le tableau ci-après ne peut porter que sur une période de six mois au moment de l'établissement du présent rapport.

Tableau 11
**Motifs justifiant la présentation tardive des demandes,
par catégorie de voyage (1^{er} avril 2018-30 septembre 2018)**

(En pourcentage)

Motif du retard	Voyages autorisés au titre des avantages du personnel		Voyages RH	Voyages des membres du personnel en tenue		Total
	Déplacements professionnels					
Retards dans la procédure d'approbation	3	26	11	7	4	

<i>Motif du retard</i>	<i>Déplacements professionnels</i>	<i>Voyages autorisés au titre des avantages du personnel</i>	<i>Voyages RH</i>	<i>Voyages des membres du personnel en tenue</i>	<i>Total</i>
Confirmation tardive du voyageur	8	1	2	4	7
Exigences du service ou circonstances opérationnelles	3	10	16	29	5
Planification tardive de manifestations	38	15	22	23	36
Désignation tardive du voyageur	14	1	2	0	12
Autres motifs	26	41	33	22	27
Problème de budget ou de financement du voyage	5	4	2	6	5
Retard dans la délivrance du visa ou des documents de voyage	3	2	12	9	4

42. Les trois principaux motifs invoqués en cas de non-respect des directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion sont les retards dans la planification de manifestations, la désignation tardive du voyageur et les « autres motifs ».

43. Dans le système Umoja, les fonctionnaires et les administrateurs de voyages qui soumettent tardivement leur demande doivent donner des précisions lorsqu'ils sélectionnent la catégorie « Autres motifs ». Il ressort d'une analyse détaillée de ces précisions, fournies sous forme de texte libre, que les motifs invoqués rejoignent généralement ceux qui figurent sur la liste préétablie des motifs indiqués dans le tableau 11. Dès lors, le Secrétariat devra, à l'évidence, continuer d'expliquer aux fonctionnaires qui déposent leur demande de voyage en retard comment sélectionner correctement le motif du retard et envisager de retirer la catégorie « Autres motifs » de la liste proposée.

44. Dans près de la moitié des cas, le motif sélectionné en cas de non-respect des directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion est la planification tardive d'une manifestation. Si l'on tient compte des demandes tardives de voyage pour lesquelles la catégorie « Autre motifs » a été choisie alors qu'elles étaient en réalité imputables à la planification tardive d'une manifestation, ce facteur de retard explique à lui seul plus de la moitié des cas de non-application des directives.

45. La planification tardive concerne des manifestations à la fois internes et extérieures au Secrétariat. Une sensibilisation accrue à la nécessité de respecter les directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion et l'existence d'outils d'analyse permettant d'optimiser les performances devraient contribuer à améliorer encore la planification interne des manifestations. Le Secrétariat continue de compter sur la diligence de ses partenaires lors de la planification des manifestations extérieures, afin de permettre à l'Organisation de réduire autant que possible ses frais de voyage.

46. La désignation tardive du voyageur est le deuxième motif de retard le plus courant : il est à l'origine de 11 % des cas de non-respect des directives, et probablement plus si l'on tient compte des retards dans la présentation de demandes de voyage imputables à cette cause mais classés dans la catégorie « Autres motifs ». Comme pour la planification tardive de manifestations, une prise de conscience accrue de l'importance de l'application des directives susmentionnées et l'existence

d'outils d'analyse permettant d'optimiser les performances devraient contribuer à ce que la désignation des voyageurs intervienne plus tôt.

47. Dans la catégorie des voyages autorisés au titre des avantages du personnel, les retards dans le processus d'approbation sont particulièrement notables. Il ressort du tableau 10 que le temps pris à la fois par le partenaire ressources humaines et l'agent certificateur pour traiter les demandes dépasse, dans cette catégorie, les objectifs fixés pour le Secrétariat. Ce dernier envisage de simplifier la procédure d'approbation des demandes de congé dans les foyers, afin que les services administratifs ne soient plus tenus d'examiner chacune d'entre elles. On estime qu'une telle mesure accélérerait considérablement l'approbation des demandes dans cette catégorie, ce qui favoriserait l'application des directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion.

Utilisation de nouveaux moyens d'exécution des tâches prescrites

48. Dans sa résolution 72/262 B, l'Assemblée générale a prié à nouveau le Secrétaire général de tenir les gestionnaires responsables de la bonne utilisation des ressources destinées aux voyages, qu'ils favoriseraient en particulier en insistant sur l'utilisation de nouveaux moyens de communication et de représentation.

49. Le tableau 12 présente une vue d'ensemble du nombre de visioconférences organisées au Siège par la Section de l'appui aux services de radiotélédiffusion et aux services de conférence au cours des cinq dernières années.

Tableau 12

Utilisation de la visioconférence par la Section de l'appui aux services de radiotélédiffusion et aux services de conférence (2013-2017)

(Nombre de visioconférences)

2013	2014	2015	2016	2017
2 507	4 963	4 219	4 645	4 385

50. Le tableau 13 présente une vue d'ensemble du nombre de réunions tenues au Siège et dans les bureaux extérieurs au moyen de <https://un.webex.com> (Unite Communications) au cours des cinq dernières années.

Tableau 13

Réunions tenues grâce à de nouveaux outils

(Nombre de réunions)

2013	2014	2015	2016	2017
2 659	3 019	6 011	9 485	12 487

51. Si le niveau d'utilisation de la visioconférence par la Section de l'appui aux services de radiotélédiffusion et aux services de conférence est resté stable au Siège par rapport aux années précédentes, le nombre de réunions tenues au Siège et dans les bureaux extérieurs au moyen de Unite Communications a continué d'augmenter fortement en 2017 (+ 32 % par rapport à l'année précédente). D'autres technologies absentes de ces statistiques, par exemple les services de messagerie vidéo instantanée comme Skype Entreprise, sont de plus en plus utilisées et permettent, dans certains cas, d'éviter des déplacements.

VI. Utilisation des points de fidélité pour les voyages

52. Au paragraphe 8 de la section I de sa résolution [72/262 B](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de continuer à suivre les pratiques de référence relatives aux points de fidélité accordés par les compagnies aériennes et de lui rendre compte de toute évolution quant à l'utilisation de ces points qui permettrait d'améliorer l'administration des voyages.

53. Il convient également de mentionner les documents antérieurs sur ce sujet, en particulier l'étude détaillée réalisée en 2012 par un consultant indépendant spécialiste des voyages ([A/66/676](#), sect. IV) et l'analyse comparative effectuée en 2016 sur la base de données récentes du secteur ([A/71/741](#), [A/71/741/Corr.1](#), sect. V).

54. Afin de rendre compte à l'Assemblée générale des dernières tendances en ce qui concerne les points de fidélité pour les voyages, le Secrétariat a recueilli au mois d'août 2018 des informations à ce sujet auprès de deux réseaux de professionnels du voyage².

55. L'analyse comparative actualisée confirme à nouveau la conclusion de l'étude détaillée et de l'analyse précédente, à savoir que la gestion d'un système de points de fidélité est trop onéreuse, les avantages d'un tel système ne justifiant pas les coûts de son administration. Les organisations des secteurs privé et public de taille comparable à celle du Secrétariat continuent de préférer aux programmes de points de fidélité les remises consenties d'office sur les prix des billets en vertu d'accords négociés avec les compagnies aériennes.

56. En outre, conformément aux précédentes recommandations en la matière, le Secrétariat de l'ONU continue de privilégier, au lieu des points de fidélité, la négociation de tarifs préférentiels avec les compagnies aériennes en vue d'obtenir de meilleures réductions tarifaires. Le Siège de l'Organisation bénéficie actuellement de 42 accords de remise sur le prix des billets d'avion, dont 11 accords mondiaux applicables à l'ensemble des services du Secrétariat et aux organismes affiliés. Au cours des deux dernières années, ces accords ont permis au Siège de réaliser des économies s'élevant en moyenne à plus de 5 millions de dollars par an.

² Le Secrétariat continue de se tenir au fait des pratiques de référence dans tous les aspects des voyages, notamment en participant à deux réseaux de spécialistes de la gestion des voyages : le Réseau interinstitutions Voyages et le Réseau d'analyse comparative des services de voyage. Le Réseau interinstitutions Voyages est un groupe de travail technique composé de responsables des voyages issus de 75 organisations internationales, dont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Banque interaméricaine de développement, l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Organisation de l'aviation civile internationale, la Cour pénale internationale, le Fonds international de développement agricole, l'Organisation internationale du Travail, le Fonds monétaire international, l'Organisation internationale de police criminelle, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, la Banque mondiale et le Secrétariat de l'ONU. Le Réseau d'analyse comparative des services de voyage est une association professionnelle qui rassemble des responsables des voyages issus de 15 entités (œuvrant presque toutes dans le secteur privé), à savoir ABB, Allstate, Boeing, Dell, Johnson & Johnson, Merck, Microsoft, RELX, Siemens, United Technologies Corporation, Dow, Honeywell, Rio Tinto, la Banque mondiale et le Secrétariat de l'ONU.

VII. Formule du versement forfaitaire

57. Dans sa résolution [67/254 A](#), l'Assemblée générale a décidé qu'à titre provisoire, le Secrétaire général réviserait la disposition relative au calcul de la somme forfaitaire, dont le montant représenterait désormais 70 % du tarif économique comportant le moins de restrictions, et prié le Secrétaire général d'analyser les incidences de l'application de la disposition révisée et de faire de nouvelles propositions. La nouvelle instruction administrative sur les voyages autorisés ([ST/AI/2013/3](#)) a été publiée en application des décisions de l'Assemblée générale, de même que l'instruction visant à supprimer les délais de route pour les fonctionnaires qui choisissent le versement forfaitaire.

58. Il ressort du rapport du Secrétaire général ([A/69/643](#) et [A/69/643/Corr.1](#)) qu'au Siège, une réduction de 5 % du pourcentage appliqué au calcul du versement forfaitaire a permis d'économiser 6,7 % de la valeur de ce dernier. Cependant, il n'était pas facile à l'époque d'obtenir des données fiables, et il a été indiqué que le versement forfaitaire devait rester suffisamment avantageux pour que la majorité des fonctionnaires choisissent cette formule, qui permet de réaliser des économies en réduisant la charge administrative liée à l'émission des billets d'avion et au traitement des demandes de remboursement des frais de voyage. Le Secrétaire général a recommandé que le pourcentage appliqué au calcul du versement forfaitaire soit maintenu à 70 % du tarif économique comportant le moins de restrictions en attendant qu'une nouvelle proposition soit présentée. Dans le rapport qu'il a établi sur la question ([A/69/787](#)), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a été d'avis qu'il convenait d'encourager les fonctionnaires à avoir plus largement recours à la formule du versement forfaitaire et a recommandé à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de procéder à une analyse plus approfondie de la question et de lui rendre compte des résultats de celle-ci dans son prochain rapport. Dans sa résolution [69/274 A](#), l'Assemblée a pris acte du rapport du Secrétaire général et souscrit aux recommandations pertinentes du Comité consultatif.

59. Une analyse pour la période allant de juin 2014 à juin 2015, c'est à dire avant la mise en service d'Umoja, et présentée dans les précédents rapports du Secrétaire général ([A/71/741](#), [A/74/741/Corr.1](#) et [A/72/716](#)), a montré qu'opter pour la formule du versement forfaitaire permettait une réduction moyenne des coûts de 21 % par voyageur par rapport au coût total de l'option de la prise en charge du billet. Par ailleurs, il est ressorti des résultats préliminaires fondés sur les données relatives aux voyages recueillies dans Umoja pour la période allant de janvier à août 2016 que le taux d'acceptation de la formule du versement forfaitaire était tombé de 93 % à 74 % depuis l'application de la mesure provisoire. Cette baisse résultait de deux principaux facteurs : a) la réduction du pourcentage appliqué au calcul du montant de la somme forfaitaire, lequel a été ramené de 75 % à 70 % du tarif économique comportant le moins de restrictions, rendant ainsi la formule moins avantageuse ; et b) la suppression du droit à des délais de route pour les fonctionnaires qui optent pour le versement forfaitaire. Le Secrétaire général a donc demandé à l'Assemblée générale de mettre fin à l'application de la mesure provisoire concernant la formule du versement forfaitaire à l'occasion du congé dans les foyers, afin d'encourager un recours accru à cette formule conformément à la recommandation susmentionnée du Comité consultatif. Comme suite à la décision prise par l'Assemblée de rétablir les délais de route et de maintenir à 70 % le pourcentage appliqué au calcul du versement forfaitaire (résolution [72/262 B](#), sect. I, par. 12), une version révisée de l'instruction administrative ([ST/AI/2013/3/Amend.3](#)) a été publiée à cet effet et est entrée en vigueur le 1^{er} mai 2018.

60. On a toutefois fait observer que l'analyse susmentionnée n'avait pas été exhaustive, étant donné que la collecte et l'examen des données sur les voyages

figurant dans Umoja n'étaient devenus possibles qu'en 2016 et que les fonctionnaires n'avaient droit au congé dans les foyers que tous les deux ans. Le Secrétaire général entendait donc continuer d'étudier l'incidence de la mesure provisoire sur la base des données relatives aux voyages recueillies dans Umoja dès qu'elles seraient disponibles. En outre, le droit au congé dans les foyers étant une prestation offerte dans l'ensemble des organisations appliquant le régime commun des Nations Unies, il a été souligné que l'ONU devrait s'efforcer de mener un travail d'harmonisation avec ces organisations. Dans sa résolution [72/262 B](#), l'Assemblée générale a déclaré qu'elle attendait avec intérêt d'examiner à sa présente session les résultats de l'analyse approfondie que le Secrétaire général consacrerait à l'application de la formule du versement forfaitaire et au taux d'acceptation de cette formule, en se fondant notamment sur les données relatives aux voyages recueillies dans Umoja.

61. Le Secrétaire général a donc procédé à une analyse approfondie des données relatives aux voyages effectués à l'occasion du congé dans les foyers recueillies dans Umoja pour la période allant de juillet 2016 à juin 2018. Cette analyse, fondée sur des données couvrant l'intégralité du cycle du congé dans les foyers (deux ans), a montré que 78 % des fonctionnaires avaient choisi le versement forfaitaire, tandis que 22 % avaient opté pour les billets d'avion achetés par l'Organisation. Le pourcentage de fonctionnaires ayant choisi le versement forfaitaire durant la période biennale la plus récente (78 %) est légèrement supérieur au pourcentage préliminaire établi sur la base des données relatives aux voyages recueillies dans Umoja pour la période allant de janvier à août 2016, mais il demeure toutefois nettement inférieur aux taux d'acceptation de cette formule enregistrés avant l'application des mesures temporaires.

62. Cependant, une autre analyse a été entreprise pour déterminer l'incidence du rétablissement, depuis le 1^{er} mai 2018, des délais de route à l'occasion du congé dans les foyers. Les données sur les voyages ont été comparées entre différentes périodes de quatre mois avant et après la date d'entrée en vigueur de cette mesure. Pour la période allant de janvier à avril 2018, le taux d'acceptation de la formule du versement forfaitaire pour le congé dans les foyers était proche de 78 %, tandis que celui des billets d'avion et des avantages correspondants offerts par l'Organisation était à peine supérieur à 22 %. En revanche, pour la période allant de mai à août 2018, plus de 89 % des fonctionnaires ont choisi la formule, et presque 11 % ont opté pour les billets d'avion et les avantages correspondants. On peut donc en déduire que l'augmentation observée était due au rétablissement des délais de route dans le cadre de la formule du versement forfaitaire, lequel a incité un plus grand nombre de fonctionnaires à recourir à cette formule économique lors de l'exercice de leur droit au congé dans les foyers.

63. Il ressort de l'examen des politiques internes des autres organisations appliquant le régime commun des Nations Unies en matière de voyages à l'occasion du congé dans les foyers, mené en coopération avec le Réseau interinstitutions Voyages et le Réseau ressources humaines du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, que :

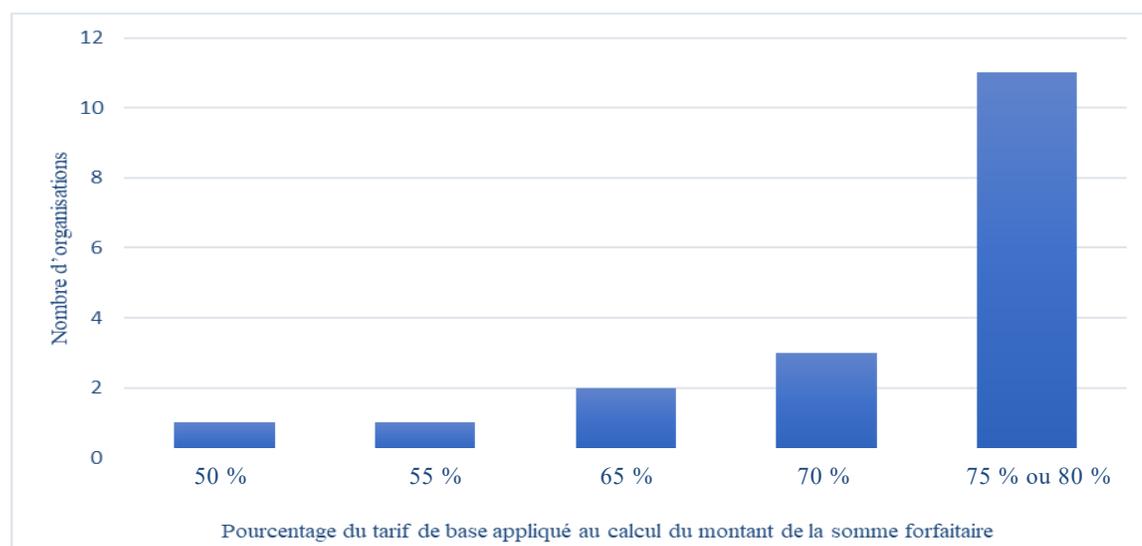
- a) Seules deux organisations ne proposaient pas de versement forfaitaire ;
- b) Le tarif de base appliqué au calcul du montant de la somme forfaitaire variait en fonction des organisations. Toutefois, la grande majorité d'entre elles ont indiqué qu'elles utilisaient soit le tarif économique sans restriction ou comportant le moins de restrictions, soit le plein tarif en classe économique. Quelques-unes achetaient des billets de plusieurs classes différentes afin de comparer, au cas par cas, les coûts finals, mais cette méthode ne contribuerait pas à l'objectif du Secrétariat, qui est de rationaliser et de simplifier les procédures administratives, et risquerait d'engendrer des incohérences dans les calculs. Puisque que la plupart des

organisations appliquant le régime commun se fondent sur le tarif économique comportant le moins de restrictions pour calculer le montant de la somme forfaitaire tout comme le fait actuellement le Secrétariat, cette pratique sera maintenue.

64. Pour ce qui est du pourcentage du tarif de base que les organisations ont déclaré utiliser pour calculer le montant de la somme forfaitaire, la figure XI donne un aperçu des pourcentages appliqués par 19 organisations³ qui proposaient à la fois la formule du versement forfaitaire et l'option de la prise en charge des frais de voyage effectifs.

Figure XI

Pourcentages utilisés par des organisations appliquant le régime commun pour calculer le montant de la somme forfaitaire versée au titre du congé dans les foyers



65. Des données ont été recueillies auprès de 23 organisations appliquant le régime commun sur le versement forfaitaire qu'elles proposent au titre du congé dans les foyers : 2 organisations ne proposaient pas de versement forfaitaire au titre du congé dans les foyers et payaient seulement les frais de voyage effectifs (prix du billet, faux frais au départ et à l'arrivée et frais encourus au titre de l'enregistrement des bagages, etc.), et 21 organisations donnaient aux fonctionnaires la possibilité de choisir entre la formule du versement forfaitaire et le paiement des frais de voyage effectifs. Sur ces 21 organisations, 18 ont communiqué des informations sur le pourcentage du prix du billet d'avion qu'elles appliquaient pour calculer le montant de la somme forfaitaire, ainsi que sur les taux d'acceptation de la formule du versement forfaitaire pour la période allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2018. Onze d'entre elles ont indiqué qu'elles proposaient une somme forfaitaire équivalant à 75 % ou plus du tarif de base, avec un taux d'acceptation moyen de 95,91 %. La plupart des organisations pour lesquelles des données complètes ont été reçues appliquent actuellement un pourcentage de 75 % ou plus du prix du billet d'avion au calcul du montant de la somme forfaitaire. Il convient de noter que le nombre de fonctionnaires de ces 11 organisations remplissant les conditions requises (fonctionnaires recrutés sur le

³ Une organisation proposait soit 55 % du prix du billet plein tarif en classe économique, soit 200 % du tarif applicable le plus bas, la valeur la plus faible étant retenue, et a donc été exclue de l'analyse.

plan international et engagés pour une durée d'au moins un an) (14 802) est à peu près le même que celui du Secrétariat (14 665)⁴.

66. Toutes les organisations qui proposaient un versement forfaitaire au titre des voyages de congé dans les foyers, à l'exception de trois, ont indiqué qu'elles offraient également des compensations liées aux délais de route. Le nombre maximal de jours de délai de route variait selon les organisations, allant parfois jusqu'à quatre jours, contre deux jours seulement au Secrétariat. À cet égard, la levée d'une partie de la mesure provisoire concernant la suppression des délais de route liés à la formule du versement forfaitaire a permis d'aligner de nouveau la politique de l'Organisation sur celles des autres organisations appliquant le régime commun.

67. Comme indiqué plus haut, la formule du versement forfaitaire a permis une réduction moyenne des coûts de 21 % par voyageur par rapport au coût total de l'option de la prise en charge du billet. Cette formule présentait aussi l'avantage de réduire les dépenses d'administration car elle ne nécessitait pas l'intervention d'une agence de voyages externe. Depuis l'adoption de la mesure provisoire en 2013, son taux d'acceptation est demeuré nettement en dessous des 93 % enregistrés avant cette année-là. Cependant, le rétablissement du droit à des délais de route semble avoir eu une incidence positive sur les taux d'acceptation de cette formule durant la brève période qui s'est écoulée depuis que cette décision a pris effet.

68. Le pourcentage actuellement appliqué par le Secrétariat pour calculer le montant de la somme forfaitaire (70 % du tarif économique comportant le moins de restrictions) est quelque peu inférieur à celui utilisé par les autres organisations appliquant le régime commun des Nations Unies pour le personnel recruté sur le plan international, mais le Secrétaire général continuera de suivre l'évolution des taux d'acceptation de la formule du versement forfaitaire et, le cas échéant, en rendra compte à l'Assemblée générale dans son prochain rapport.

VIII. Application d'un seuil unique pour déterminer quand les fonctionnaires de rang inférieur à celui de sous-secrétaire général (et les membres de leur famille) sont autorisés à voyager en classe affaires

69. Dans sa résolution 72/262 B, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de faire figurer, dans le rapport qu'il lui présenterait à sa soixante-treizième session, une analyse et des recommandations concernant l'application d'un seuil unique qui permettrait de déterminer quand les fonctionnaires dont le rang est inférieur à celui de sous-secrétaire général (et les membres de leur famille) étaient autorisés à voyager en classe affaires, de sorte que l'on puisse tirer le meilleur parti, autant que faire se pouvait, des ressources limitées consacrées aux voyages.

70. À la section III du document A/72/716, le Secrétaire général a décrit les principales difficultés liées à l'application de la politique en vigueur en matière de voyages. Ces difficultés nuisent à l'efficacité du processus global et limitent les possibilités de simplification et d'automatisation, notamment l'utilisation accrue des outils de réservation en ligne, qui sont devenus la norme dans le secteur des voyages ces dernières années.

71. En particulier, l'application du double seuil actuellement en vigueur (9 heures pour les vols directs et 11 heures pour les vols avec escale, avec 2 heures au maximum

⁴ Conseil des chefs de secrétariat, rapports sur les statistiques des ressources humaines du système des Nations Unies pour 2017, qui peuvent être consultés à l'adresse suivante : www.unsceb.org/content/hr-category.

pour les correspondances) pour déterminer les conditions de voyage demande beaucoup de travail dans la mesure où ces paramètres ne peuvent être introduits dans les systèmes de réservation de billets d'avion ni dans les outils de réservation en ligne, obligeant les groupes des voyages et les agences de voyages sous contrat à intervenir manuellement sur les données pour réserver des vols, alors que celles-ci sont généralement immédiatement disponibles.

72. Pour améliorer l'efficacité de la procédure de traitement des voyages grâce à un recours accru aux outils de réservation en ligne, il faut donc simplifier la politique relative aux voyages en remplaçant le double seuil actuellement appliqué et l'imposition d'une durée maximale de deux heures pour les correspondances par un modèle de seuil unique.

Portée de la proposition

73. L'annexe XVII contient un récapitulatif des conditions de voyage prévues par l'Organisation selon la catégorie de voyageur et de voyage.

74. Les difficultés susmentionnées, ainsi que la proposition tendant à appliquer un seuil unique présentée ci-après, concernent uniquement les fonctionnaires de rang inférieur à celui de sous-secrétaire général (et les membres de leur famille) qui effectuent des déplacements professionnels (à quelques exceptions près) ou des voyages liés aux ressources humaines (nomination, affectation, cessation de service, etc.).

75. La proposition ne s'applique pas aux fonctionnaires de rang inférieur à celui de sous-secrétaire général (ni aux membres de leur famille) qui effectuent soit des déplacements professionnels au titre d'une formation ou d'une évacuation pour raisons de sécurité ou à des fins médicales, soit des voyages autorisés au titre des avantages du personnel (congé dans les foyers, visite familiale, etc.). Ces types de voyages s'effectuent toujours en classe économique, quelle que soit la durée du vol.

76. La proposition ne s'applique pas non plus aux déplacements effectués par des personnes voyageant pour le compte de l'Organisation sans avoir qualité de fonctionnaires, qui voyagent également en classe économique, quelle que soit la durée du vol (à l'exception des voyages effectués par les membres des organes, organes subsidiaires, comités, conseils et commissions de l'Organisation des Nations Unies).

77. En dernier lieu, la proposition ne n'applique pas aux voyages du Secrétaire général et du Président de l'Assemblée générale, lesquels s'effectuent en première classe, quelle que soit la durée du vol, ni à ceux du Vice-Secrétaire général, des secrétaires généraux adjoints et des sous-secrétaires généraux (et des membres de leur famille), qui se font en classe affaires, quelle que soit la durée du vol.

78. Les voyages des fonctionnaires de rang inférieur à celui de sous-secrétaire général (et des membres de leur famille) qui sont en déplacement professionnel (à l'exception des voyages effectués au titre d'une formation ou d'une évacuation pour raisons de sécurité ou à des fins médicales) ou en déplacement lié aux ressources humaines ne se font en classe affaires que si la durée du voyage, calculée en additionnant la durée réelle du vol et la durée réelle de l'escale (cette dernière étant plafonnée à 2 heures au maximum), est supérieure au double seuil (9 heures pour les vols directs et 11 heures pour les vols avec escale). Autrement, ces voyages sont effectués en classe économique.

79. Les voyages auxquels s'applique le système du double seuil actuellement en vigueur, y compris les voyages en classe affaires et les voyages en classe économique, représentent environ 35 % du nombre total de voyages, cette dernière demeurant l'option qui est le plus souvent retenue lors de l'achat de billets d'avion par

l'Organisation. Comme le montre le tableau 8, la classe affaires ne représente que 12,7 % du nombre total des voyages effectués sur des avions de ligne pendant la période allant de juillet 2016 à juin 2018.

Proposition

80. Compte tenu de la portée de cette proposition, il est suggéré d'appliquer un seuil unique pour déterminer quand les fonctionnaires de rang inférieur à celui de sous-secrétaire général (et les membres de leur famille) qui sont en déplacement professionnel (à l'exception des voyages effectués au titre d'une formation ou d'une évacuation pour raisons de sécurité, ou à des fins médicales) ou en déplacement lié aux ressources humaines doivent voyager en classe affaires.

81. Le modèle de seuil unique viendrait remplacer le double seuil actuellement en vigueur (9 heures pour les vols directs et 11 heures pour les vols avec escale). Les fonctionnaires de rang inférieur à celui de sous-secrétaire général (et les membres de leur famille) qui effectuent des déplacements professionnels (à l'exception des voyages effectués au titre d'une formation ou d'une évacuation pour raisons de sécurité, ou à des fins médicales) ou des voyages liés aux ressources humaines dont la durée est inférieure au seuil unique (vols directs ou avec escale) voyageraient en classe économique ; lorsque la durée du trajet serait supérieure au seuil unique (vols directs ou avec escale), ils voyageraient en classe affaires.

82. Dans le cadre de l'application du seuil unique proposé, le concept de durée de voyage serait également modifié. La durée totale du voyage serait désormais calculée en additionnant la durée réelle du vol et la durée réelle de l'escale, sans la limite maximale de 2 heures d'escale actuellement prévue. Cette proposition permet de garantir la compatibilité avec les outils de réservation en ligne, qui ne peuvent prendre en compte cette limite artificielle et, partant, d'assurer une administration plus efficace et plus précise des voyages.

83. Ce modèle de seuil unique est beaucoup plus simple à appliquer, puisqu'il ne serait plus nécessaire de modifier manuellement les données immédiatement disponibles sur les vols, ce qui permettrait d'accélérer le processus de traitement des demandes d'autorisation de voyage et d'en améliorer la précision. Il serait compatible avec les outils de réservation en ligne et appuierait l'objectif du Secrétariat consistant à rationaliser et à automatiser, autant que possible, les procédures relatives aux voyages.

84. Le seuil unique serait fixé à 10 heures. Il s'agit là d'une méthode sans incidence sur les coûts en ce qui concerne les 100 premières liaisons⁵ déterminées d'après les habitudes de voyage observées par le passé (ces deux dernières années), qui font apparaître que le nombre de liaisons (classe économique et classe affaires), le nombre de voyages (classe économique et classe affaires), et les prix des billets sont sensiblement les mêmes, ce qui permet d'utiliser au mieux les ressources limitées consacrées aux voyages tout en réduisant les dépenses d'administration. Cette proposition ne remettrait pas en cause la politique appliquée par le Secrétariat en matière de voyage en classe affaires, qui est relativement stricte par rapport à celles d'autres organisations internationales.

85. S'agissant de l'analyse comparative des durées de vol ouvrant droit aux voyages en classe affaires, le Secrétariat a recueilli, en août 2018, auprès de 21 organisations du Réseau interinstitutions Voyages, des informations dont il ressortait que la durée moyenne ouvrant droit à un voyage en classe affaires dans les organisations du secteur

⁵ Une liaison correspond à un vol effectué entre un aéroport de départ (origine) et un aéroport d'arrivée (destination). Une liaison peut consister en un seul vol direct mais peut également être constituée de plusieurs vols avec une ou plusieurs escales.

public était de 8,3 heures, la durée minimale étant de 3 heures et la durée maximale de 12 heures.

Méthode

86. Afin d'examiner l'incidence du seuil unique proposé pour déterminer quand les fonctionnaires de rang inférieur à celui de sous-secrétaire général (et les membres de leur famille) qui sont en déplacement professionnel (à l'exception des voyages effectués au titre d'une formation ou d'une évacuation pour raisons de sécurité, ou à des fins médicales) ou en déplacement lié aux ressources humaines sont autorisés à voyager en classe affaires, le Secrétariat a élaboré un modèle d'analyse de données. Les chiffres présentés ci-dessous ont été établis en utilisant un ensemble de données d'informatique décisionnelle internes recueillies dans Umoja et de données externes obtenues auprès de l'agence de voyage au Siège. Les données externes ont été utilisées pour compléter les statistiques internes relatives aux voyages avec des données sur la durée de vol réelle et la durée d'escale réelle, qui ne sont pas saisies dans Umoja.

87. À la suite d'une mise à jour du précédent rapport (A/72/716), l'ensemble de données d'informatique décisionnelle internes recueillies dans Umoja couvre désormais toute une période de deux ans terminée en juin 2018 et est toujours fondé sur des informations recueillies à l'échelle du Secrétariat. Au total, l'Organisation a payé 209 331 voyages autorisés effectués sur des avions de ligne.

88. Les données relatives à la durée de vol réelle et à la durée d'escale réelle ont été ajoutées manuellement pour enrichir les données provenant d'Umoja. Parce qu'elle exige des moyens importants, cette opération a été limitée aux 100 premières liaisons. Prises globalement, ces liaisons représentent près de 30 % du nombre de voyages considérés. Cependant, étant donné que la 101^e liaison représente seulement 0,1 % des voyages considérés, le Secrétariat estime que ce nombre constitue un échantillon représentatif pour évaluer le modèle de seuil unique proposé.

Incidence

89. Le tableau 14 donne un aperçu de plusieurs types de seuils uniques (en heures), et de leur incidence sur le nombre de liaisons en classe économique et en classe affaires pour les 100 premières liaisons.

Tableau 14
Types de seuils uniques possibles

(Nombre de liaisons)

Conditions de voyage	Dans le cadre de la politique actuelle ^a	Selon un modèle de seuil unique			
		8 heures	9 heures	10 heures	11 heures
Classe économique	76	62	68	76	78
Classe affaires	24	38	32	24	22
Total	100	100	100	100	100

^a Données sur les voyages pour la période allant de juillet 2016 à juin 2018.

90. Le nombre de liaisons (classe économique et classe affaires) en ce qui concerne les 100 premières liaisons est le même, que l'on applique le seuil unique de 10 heures ou le système du double seuil actuellement en vigueur.

91. L'analyse fondée sur les liaisons présente l'avantage de ne pas être influencée par la variabilité des habitudes de voyage, qui sont fonction des besoins de missions, et le nombre de vols pour une liaison donnée peut changer en fonction des besoins. Étant relativement stable, cette analyse présente donc un plus grand intérêt pour la prise de décisions à long terme.

92. Une autre incidence possible est indiquée dans le tableau 15, qui porte sur le nombre prévu de voyages en classe économique et en classe affaires pour les 100 premières liaisons selon le seuil appliqué.

Tableau 15
Types de seuils uniques possibles

(Nombre de voyages)

Conditions de voyage	Dans le cadre de la politique actuelle ^a	Selon un modèle de seuil unique			
		8 heures	9 heures	10 heures	11 heures
Classe économique	10 439	8 129	8 715	10 340	10 474
Classe affaires	2 973	5 283	4 697	3 072	2 938
Total	13 412	13 412	13 412	13 412	13 412

^a Données sur les voyages pour la période allant de juillet 2016 à juin 2018.

93. Si l'on prend l'exemple du seuil unique de 10 heures proposé, le nombre de voyages en classe économique et de voyages en classe affaires est pratiquement le même que celui indiqué dans la base des données de référence recueillies de juin 2016 à juin 2018, dans le cadre de l'application de la politique actuelle (10 439 voyages en classe économique et 2 973 voyages en classe affaires).

94. Comme le confirme l'analyse de son incidence sur les liaisons et sur le nombre de voyages en ce qui concerne les 100 premières liaisons, le seuil unique de 10 heures représente le point d'équilibre s'il est appliqué aux habitudes de voyages observées par le passé, selon lesquelles le modèle produirait les mêmes résultats (c'est-à-dire le même nombre de voyages en classe économique et de voyages en classe affaires) que le double seuil actuellement appliqué, mais permettrait au Secrétariat de rationaliser et d'améliorer l'administration des voyages en vue d'en accroître l'efficacité.

95. Cette conclusion est également corroborée par une troisième analyse fondée sur les coûts. En utilisant les prix moyens effectifs des billets en classe économique et en classe affaires correspondant aux différentes liaisons pour estimer les incidences financières qu'aurait un seuil unique de 10 heures sur les 13 412 voyages effectués en ce qui concerne les 100 premières liaisons, il a été établi que l'application d'un seuil unique de 10 heures aux 100 premières liaisons n'aurait pratiquement pas d'incidence sur les coûts (moins de 0,05 %).

96. Il convient de noter que les dépenses globales prévues au titre des voyages sont régies et approuvées séparément dans le cadre des budgets des départements.

97. L'analyse susmentionnée, qui portait sur l'incidence sur les liaisons, sur le nombre de voyages et sur les coûts estimatifs, confirme que les départements auraient été en mesure d'effectuer quasiment le même nombre de voyages dans la limite des

crédits qui leur avaient été alloués au titre des voyages si le double seuil actuellement appliqué avait été remplacé par le seuil unique durant la période considérée.

98. En conséquence, l'établissement d'un seuil unique de 10 heures pour la durée totale maximale des voyages permettant aux départements, aux bureaux et aux missions d'utiliser au mieux les ressources limitées consacrées aux voyages et, en même temps, de rationaliser et de simplifier les procédures, le Secrétaire général propose que ce seuil soit retenu.

IX. Conclusion

99. Conformément à la résolution 67/254 A de l'Assemblée générale, l'instruction administrative actuelle relative aux voyages est entrée en vigueur en 2013. Comme indiqué aux paragraphes 70 à 72 ci-dessus, à la lumière de l'expérience acquise depuis lors, il apparaît clairement que le processus qui vise à déterminer les conditions de voyage en avion est loin d'être optimal. Il est présentement compliqué de déterminer ces conditions pour chaque voyageur, des calculs manuels devant être effectués par les groupes des voyages et par les agences de voyages sous contrat. Les dispositions de la résolution 67/254 A de l'Assemblée générale ne sont pas compatibles avec les systèmes de réservation de billets d'avion ni avec les outils de réservation en ligne. De ce fait, il n'est pas possible d'utiliser les données relatives aux vols disponibles dans les systèmes de réservation centralisés pour déterminer les conditions de voyage applicables, et il est nécessaire d'intervenir manuellement sur ces données pour réserver des vols répondant aux critères établis dans la politique en vigueur. Cela nuit à l'efficacité du processus global de traitement des voyages de l'ONU et ne permet pas d'automatiser davantage ce processus, notamment l'utilisation et l'intégration des outils de réservation en ligne employés dans ce secteur.

100. Fort de ces enseignements, et dans la continuité de son récent rapport intitulé « Un nouveau modèle de gestion pour l'Organisation des Nations Unies : garantir à chacun un avenir meilleur » (A/72/492), le Secrétaire général propose de simplifier et d'améliorer la politique du Secrétariat en matière de voyages en instituant un seuil unique pour déterminer les conditions de voyage applicables selon la durée totale du voyage.

101. En vue d'améliorer la politique de l'ONU en matière de voyages, l'Assemblée générale est invitée à approuver la proposition qui vise à instituer un système à seuil unique pour les voyages autorisés des fonctionnaires d'un rang inférieur à celui de Sous-Secrétaire général (et les membres de la famille concernés), pour certaines catégories de voyages, et à établir que les voyages en avion dont la durée totale (qui comprend la durée de vol réelle et la durée d'escale réelle) est de 10 heures ou plus seront effectués en classe affaires.

Annexe I

Dérogations accordées pour raisons médicales (1^{er} juillet 2016-30 juin 2018)*

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Direction exécutive du Comité contre le terrorisme		
1. Chef du Bureau de l'administration et de l'information	New York/Moscou/New York	959
Département des affaires économiques et sociales		
2. Consultant sous contrat avec le Secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts	Washington/Genève/Washington	4 676
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences		
3. Enfant à charge d'un fonctionnaire	New York/Le Caire/New York	500
4. Conjoint d'un fonctionnaire	New York/Le Caire/New York	1 500
Département des affaires politiques		
5. Spécialiste des questions politiques	New York/Le Caire/New York	3 855
Département de l'information		
6. Journaliste et survivant de l'Holocauste	Tel Aviv/New York/Tel Aviv	1 310
Secrétariat du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit		
7. Secrétaire exécutif	New York/Vienne/New York	2 218
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine		
8. Membre du contingent militaire gabonais	Entebbe/Libreville	3 530
9. Membre du contingent militaire burundais	Entebbe/Bujumbura	2 090
10. Membre du contingent militaire sénégalais	Bangui/Dakar	1 554
11. Membre du contingent militaire indonésien	Bangui/Dakar	120
12. Accompagnateur d'un membre du contingent militaire indonésien	Entebbe/Jakarta	2 960
13. Membre du contingent militaire congolais	Nairobi/Brazzaville	1 440
14. Membre du contingent militaire gabonais	Bangui/Libreville	1 098
15. Membre du contingent militaire péruvien	Bangui/Lima	9 229
16. Membre du contingent militaire égyptien	Bangui/Le Caire	1 581
17. Membre du contingent militaire gabonais	Bangui/Libreville	1 690
18. Membre du contingent militaire burundais	Bangui/Bujumbura	952
19. Membre du contingent militaire zambien	Bangui/Lusaka	682
20. Membre du contingent militaire mauritanien	Bangui/Nouakchott	1 383
21. Membre du contingent militaire belge	Entebbe/Bruxelles	1 214
22. Accompagnateur d'un membre du contingent militaire belge	Entebbe/Bruxelles/Entebbe	12 176
23. Membre du contingent militaire égyptien	Bangui/Le Caire	3 280
24. Membre du contingent militaire rwandais	Bangui/Kigali	364

* Dans le présent document, le masculin à valeur générique a été utilisé : il renvoie aussi bien aux femmes qu'aux hommes.

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
25. Membre du contingent militaire égyptien	Bangui/Le Caire	1 130
26. Membre du contingent militaire égyptien	Bangui/Le Caire	1 130
27. Membre du contingent militaire égyptien	Bangui/Le Caire	1 130
28. Membre du contingent militaire égyptien	Bangui/Le Caire	1 130
29. Membre du contingent militaire rwandais	Bangui/Kigali	800
30. Membre du contingent militaire camerounais	Entebbe/Yaoundé	3 275
31. Membre du contingent militaire marocain	Entebbe/Casablanca	4 192
32. Membre du contingent militaire bangladais	Entebbe/Dacca	1 384
33. Membre du contingent militaire brésilien	Entebbe/Rio de Janeiro	3 610
34. Membre du contingent militaire tanzanien	Entebbe/Dar es-Salaam	948
35. Membre du contingent militaire égyptien	Entebbe/Le Caire	4 051
36. Accompagnateur d'un membre du contingent militaire brésilien	Entebbe/Rio de Janeiro	5 978
37. Accompagnateur d'un membre du contingent militaire bangladais	Entebbe/Dacca	2 850
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali		
38. Membre du contingent militaire chinois	Dakar/Beijing	1 848
39. Membre du contingent militaire chinois	Dakar/Beijing	1 848
40. Membre du contingent militaire tchadien	Bamako/N'Djamena	804
41. Membre du contingent militaire togolais	Dakar/Lomé	1 012
42. Accompagnateur d'un membre du contingent militaire togolais	Dakar/Lomé	384
43. Membre du contingent militaire tchadien	Bamako/N'Djamena	994
44. Membre du contingent militaire burkinabé	Bamako/Ouagadougou	480
45. Membre du contingent militaire tchadien	Bamako/N'Djamena	704
46. Membre du contingent militaire togolais	Bamako/Lomé	781
47. Membre du contingent militaire guinéen	Bamako/Guinée	550
48. Membre du contingent militaire bangladais	Bamako/Dacca	3 008
49. Membre du contingent militaire libérien	Bamako/Libéria	1 724
50. Infirmier accompagnant un membre du contingent militaire bangladais	Dakar/Dacca	5 198
51. Médecin accompagnant un membre du contingent militaire bangladais	Dakar/Dacca	5 198
52. Membre du contingent militaire sénégalais	Bamako/Dakar	628
53. Membre du contingent militaire camerounais	Dakar/Yaoundé	636
54. Membre du contingent militaire bangladais	Dakar/Dacca	4 000
55. Membre du contingent militaire finlandais	Bamako/Helsinki	1 834
56. Membre du contingent militaire indien	Bamako/Delhi	3 500
57. Accompagnateur d'un membre du contingent militaire indien	Bamako/Delhi	3 500
58. Membre du contingent militaire sri-lankais	Bamako/Colombo	1 074
59. Infirmier-chef accompagnant un membre du contingent militaire sri-lankais	Bamako/Colombo	1 074
60. Membre du contingent militaire égyptien	Bamako/Addis-Abeba/Le Caire	990
61. Membre du contingent militaire égyptien	Bamako/Addis-Abeba/Le Caire	990

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
62. Membre du contingent militaire tchadien	Bamako/N'Djamena	480
Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti		
63. Membre du personnel de la MINUSTAH	Port-au-Prince/Genève	2 855
Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo		
64. Membre du contingent militaire sud-africain	Kinshasa/Johannesburg	758
65. Membre du contingent militaire pakistanais	Entebbe/Islamabad	5 791
66. Accompagnateur d'un membre du contingent militaire pakistanais	Entebbe/Islamabad/Entebbe	2 885
67. Accompagnateur d'un membre du contingent militaire égyptien	Entebbe/Le Caire/Entebbe	1 990
68. Membre du contingent militaire égyptien	Entebbe/Le Caire	3 545
69. Membre du contingent militaire tanzanien	Kinshasa/Dar es-Salaam	906
70. Membre du contingent militaire tanzanien	Kinshasa/Dar es-Salaam	906
71. Membre du contingent militaire tanzanien	Kinshasa/Dar es-Salaam	1 333
72. Accompagnateur d'un membre du contingent militaire tanzanien	Kinshasa/Dar es-Salaam	1 333
73. Membre du contingent militaire marocain	Kinshasa/Casablanca	1 580
Bureau de la coordination des affaires humanitaires		
74. Spécialiste des affaires humanitaires	New York/Genève/New York	4 000
Haut-Commissariat aux droits de l'homme		
75. Chef du Service des politiques, de la planification, du suivi et de l'évaluation	Genève/New York/Genève	3 792
76. Ancien Conseiller spécial pour les droits internationaux des personnes handicapées, Département d'État des États-Unis	Washington/Genève/Washington	6 957
Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire		
77. Membre du contingent militaire sénégalais	Abidjan/Dakar	560
78. Membre du contingent militaire sénégalais	Abidjan/Dakar	560
Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour		
79. Membre du contingent militaire pakistanais	Khartoum/Islamabad	610
80. Membre du contingent militaire rwandais	Khartoum/Kigali	513
81. Membre du contingent militaire burundais	Khartoum/Burundi	720
82. Membre du contingent militaire gambien	Khartoum/Banjul	9 720
83. Chef de bureau de la MINUAD	Khartoum/Genève	1 590
84. Membre du contingent militaire rwandais	Khartoum/Kigali	1 369
85. Membre du contingent militaire éthiopien	Khartoum/Addis-Abeba	1 445
86. Membre du contingent militaire éthiopien	Khartoum/Addis-Abeba	1 450
87. Membre du contingent militaire sénégalais	Khartoum/Dakar	1 390
88. Conseiller pour les questions de police nigérian	Khartoum/Abuja	1 300
89. Membre du contingent militaire rwandais	Khartoum/Kigali	1 650
90. Membre du contingent militaire gambien	Khartoum/Banjul	1 790
91. Membre du contingent militaire kényan	Khartoum/Nairobi	1 050
92. Membre du contingent militaire sénégalais	Khartoum/Dakar	1 370
93. Conseiller pour les questions de police népalais	Khartoum/Katmandou	2 070

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
94. Membre du contingent militaire éthiopien	Khartoum/Addis-Abeba	810
95. Membre du contingent militaire éthiopien	Khartoum/Addis-Abeba	1 140
Force intérimaire des Nations Unies au Liban		
96. Membre du contingent militaire malaisien	Beyrouth/Kuala Lumpur	1 543
97. Accompagnateur d'un membre du contingent militaire ghanéen	Beyrouth/Accra/Beyrouth	1 151
98. Membre du contingent militaire ghanéen	Beyrouth/Accra	666
99. Membre du contingent militaire de la FINUL	Beyrouth/Dublin	1 600
100. Membre du contingent militaire brésilien	Entebbe/Rio de Janeiro	2 825
Mission des Nations Unies au Libéria		
101. Membre du contingent militaire nigérian	Monrovia/Lagos	340
102. Réalisateur radio ivoirien	Monrovia/Abidjan	1 600
Mission des Nations Unies au Soudan du Sud		
103. Membre du contingent militaire éthiopien	Entebbe/Addis-Abeba	1 347
104. Accompagnateur d'un membre du contingent militaire éthiopien	Entebbe/Addis-Abeba	1 347
105. Membre du contingent militaire éthiopien	Djouba/Addis-Abeba	1 301
106. Accompagnateur d'un membre du contingent militaire éthiopien	Djouba/Addis-Abeba/Djouba	1 690
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan		
107. Chef de la Section des services généraux	Islamabad/Delhi/Islamabad	1 033
Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie		
108. Membre du contingent militaire indien	Mombasa/Chennai	2 150
Total		223 539

Annexe II

Déroptions accordées faute de place dans la classe normalement prévue (1^{er} juillet 2016-30 juin 2018)*

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
A. Première classe		
Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour		
1. Représentant spécial conjoint du Secrétaire général	Khartoum/Doha/Khartoum	1 580
2. Représentant spécial conjoint du Secrétaire général par intérim	Khartoum/Doha/Khartoum	
Cabinet du Secrétaire général		
3. Vice-Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies	New York/Washington/ New York/Washington	1 225
B. Classe affaires		
Département des affaires politiques		
4. Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste	Dublin/Genève/Dublin	1 199
5. Spécialiste des questions politiques recruté sur le plan national, Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	Astana/Tachkent/Samarcande/ Tachkent/Astana	50
6. Spécialiste des questions politiques (hors classe)	New York/San Salvador/New York	800
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen		
7. Assistant spécial de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	New York/Washington	569
8. Chef adjoint de la Mission, Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	Amman/Abou Dhabi/Mascate/Djedda/Amman	352
9. Assistant spécial de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	Amman/Abou Dhabi/Mascate/Djedda/Amman	352
10. Assistant spécial de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	Amman/Abou Dhabi/Mascate/Djedda/Amman	352
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale		
11. Représentant du Fonds international pour le sauvetage de la mer d'Aral	Bichkek/Istanbul	720
12. Assistant (gestion des installations), Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	Bichkek/Istanbul	720
13. Chef adjoint, Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	Istanbul/Bichkek	120
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes		
14. Secrétaire exécutif adjoint pour la gestion et l'analyse des programmes	Santiago/La Havane/Santiago	1 121
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique		
15. Économiste, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, Bureau pour le pacifique	Majuro/Guam	115

* Dans le présent document, le masculin à valeur générique a été utilisé : il renvoie aussi bien aux femmes qu'aux hommes.

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Bureau de la coordination des affaires humanitaires		
16. Chef de bureau, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Afghanistan	Doubaï/Kaboul	340
Total		9 615

Annexe III

Dérogations accordées à de hautes personnalités (1^{er} juillet 2016-30 juin 2018)*

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Département des affaires économiques et sociales		
1. Ancien Président, Kiribati	Nadi/New York/Nadi	3 000
2. Ancien Président, Malawi	Lilongwe/New York/Lilongwe	70
3. Ancien Premier Ministre, Niger	Johannesburg/New York/Johannesburg	6 788
4. Premier Ministre, Grenade	Saint-Georges/New York/Saint-Georges	600
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences		
5. Ancien Président, Indonésie	Singapour/New York/Jakarta	4 373
6. Ancien Président, Timor-Leste	Singapour/New York/Singapour	5 475
7. Ancien Premier Ministre, Portugal	Lisbonne/Rome/Lisbonne	660
8. Ancien Président, Kirghizistan	Bichkek/New York/Bichkek	3 684
9. Ancien Président, Timor-Leste	Dili/New York/Dili	4 150
10. Ancien Premier Ministre, Portugal	Lisbonne/Rome/Lisbonne	400
Département des affaires politiques		
11. Ancien Premier Ministre, Guinée	Paris/New York/Paris	5 451
Commission économique pour l'Afrique		
12. Ancien Premier Ministre, Niger	Johannesburg/Dakar/Johannesburg	1 058
13. Ancien Premier Ministre, Guinée	Conakry/Addis-Abeba/Conakry	1 822
14. Ancien Premier Ministre, Guinée	Conakry/Addis-Abeba/Bruxelles/ Addis-Abeba/Conakry	3 084
15. Ancien Président, Libéria	Monrovia/Amsterdam/Genève/Amsterdam/ Monrovia	4 904
16. Ancien Président, Libéria	Washington/Addis-Abeba/Gaborone/Addis- Abeba/Washington	7 022
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique		
17. Président, Kiribati	Tarawa/Nadi/Suva/Funafuti/Suva/Nadi/Tarawa	1 265
18. Premier Ministre, Tuvalu	Funafuti/Suva/Funafuti	340
19. Ancien Premier Ministre, Nouvelle- Zélande	New York/Bangkok/New York	4 790
20. Président, Îles Marshall	Dalap-Uliga-Darrit/Bangkok/Dalap-Uliga-Darrit	5 115
21. Président, Palaos	Koror/Bangkok/Koror	2 280
22. Ancien Premier Ministre, République de Corée	Incheon/Bangkok/Incheon	525
23. Président, Îles Marshall	Dalap-Uliga-Darrit/Bangkok	1 823
24. Président, Kiribati	Tarawa/Bangkok/Tokyo/Tarawa	7 488
Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale		
25. Ancien Premier Ministre, Kirghizistan	Bichkek/Beyrouth/Bichkek	2 290

* Dans le présent document, le masculin à valeur générique a été utilisé : il renvoie aussi bien aux femmes qu'aux hommes.

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Bureau de la coordination des affaires humanitaires		
26. Ancien Président, Irlande	São Paolo/Tegucigalpa/San Francisco	199
27. Ancien Président, Irlande	Dublin/Manzini/Dublin	1 512
Haut-Commissariat aux droits de l'homme		
28. Ancien Premier Ministre, Pérou	Tegucigalpa/Genève/Tegucigalpa	1 950
29. Ancien Président, Maurice	Maurice/Addis-Abeba/Maurice	1 937
Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique		
30. Ancien Premier Ministre, Niger	Johannesburg/New York/Johannesburg	2 855
31. Ancien Président, République-Unie de Tanzanie	Dar es-Salaam/New York/Dar es-Salaam	18 373
Office des Nations Unies à Nairobi		
32. Ancien Président, République centrafricaine	Bangui/Nairobi/Bangui	1 796
Total		107 079

Annexe IV

Dérogations accordées aux personnalités éminentes (1^{er} juillet 2016-30 juin 2018)*

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
A. Classe affaires		
Département des affaires économiques et sociales		
1. Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement et Ministre de Cabinet, Costa Rica	San José/New York/San José	600
2. Ancien Sous-Secrétaire général du Département des affaires économiques et sociales	Nairobi/New York/Kuala Lumpur	5 835
3. Ministre d'État, Maldives	Malé/New York/Malé	4 000
4. Membre du Conseil consultatif chargé de l'octroi de la bourse « L'énergie au service de l'avenir que nous voulons »	Bangkok/Hong Kong/Bangkok	2 000
5. Membre du Conseil consultatif chargé de l'octroi de la bourse « L'énergie au service de l'avenir que nous voulons »	Riyad/Hong Kong/Riyad	3 000
6. Membre du Conseil consultatif chargé de l'octroi de la bourse « L'énergie au service de l'avenir que nous voulons »	Amsterdam/Hong Kong/Amsterdam	2 300
7. Ancien Président de Shell, Fondateur et Directeur général de l'association Citizens for Affordable Energy et membre du Conseil consultatif chargé de l'octroi de la bourse « L'énergie au service de l'avenir que nous voulons »	Houston/Hong Kong/Houston	1 500
8. Membre du Conseil consultatif chargé de l'octroi de la bourse « L'énergie au service de l'avenir que nous voulons »	Tokyo/Hong Kong/Tokyo	3 000
9. Membre du Conseil consultatif chargé de l'octroi de la bourse « L'énergie au service de l'avenir que nous voulons »	Boston/Hong Kong/Boston	2 500
10. Membre du Conseil consultatif chargé de l'octroi de la bourse « L'énergie au service de l'avenir que nous voulons »	New York/Hong Kong/New York	3 000
11. Directeur de l'Oxford Martin School	Londres/Hong Kong/Londres	3 000
12. Ministre des travaux publics et des établissements humains, Bhoutan	Thimphou/Adélaïde/Thimphou	497
13. Ministre de l'urbanisme et de l'approvisionnement en eau, Sri Lanka	Colombo/Adélaïde/Colombo	846
14. Ministre de l'industrie, Bangladesh	Dacca/Adélaïde/Dacca	2 762
15. Ministre de l'environnement, de l'énergie, des changements climatiques, de la gestion des catastrophes naturelles, de la météorologie, de la communication et de l'information, Tonga	Fua'amotu/Adélaïde/Fua'amotu	4 200
16. Ministre de l'intérieur et du développement rural, Tuvalu	Funafuti/Adélaïde/Funafuti	84
17. Ministre, Nioué	Alofi/Adélaïde/Alofi	762

* Dans le présent document, le masculin à valeur générique a été utilisé : il renvoie aussi bien aux femmes qu'aux hommes.

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
18. Ministre des infrastructures physiques et des transports, Népal	Katmandou/Santa Cruz/Katmandou	5 752
19. Ministre du logement, des biens fonciers et du développement rural, Barbade	Bridgetown/Quito/Bridgetown	1 900
20. Ministre des transports et des communications, Zambie	Lusaka/Santa Cruz/Lusaka	3 000
21. Ancien Sous-Secrétaire général du Département des affaires économiques et sociales	Guangzhou/Vienne/Kuala Lumpur	3 000
22. Secrétaire général du China Energy Fund Committee et membre du Conseil consultatif chargé de l'octroi de la bourse « L'énergie au service de l'avenir que nous voulons »	Hong Kong/New York/Hong Kong	3 000
23. Ministre des infrastructures physiques et des transports, Népal	Katmandou/Vientiane/Katmandou	470
24. Ministre du développement durable et de la vie sauvage, Sri Lanka	Colombo/New York/Colombo	3 485
25. Auditeur général de la Cour fédérale des comptes, Brésil	Brasilia/Nassau/Brasilia	5 300
26. Ministre du plan et de la politique économique, Costa Rica	San José/New York/San José	481
27. Ministre, Timor-Leste	Dili/Vientiane/Dili	2 385
28. Ministre délégué au travail, Grèce	Athènes/New York/Athènes	1 400
29. Directeur exécutif de l'African Institute for Development policy (Institut africain pour les politiques de développement), Kenya	Nairobi/New York/Nairobi	5 900
30. Membre du Conseil consultatif chargé de l'octroi de la bourse « L'énergie au service de l'avenir que nous voulons »	Kigali/New York/Kigalis	9 225
31. Membre du Conseil consultatif chargé de l'octroi de la bourse « L'énergie au service de l'avenir que nous voulons »	Hong Kong/New York/Hong Kong	3 266
32. Membre du Conseil consultatif chargé de l'octroi de la bourse « L'énergie au service de l'avenir que nous voulons »	Amsterdam/New York/Amsterdam	3 623
33. Membre du Conseil consultatif chargé de l'octroi de la bourse « L'énergie au service de l'avenir que nous voulons »	Montréal/New York/Montréal	735
34. Membre du Conseil consultatif chargé de l'octroi de la bourse « L'énergie au service de l'avenir que nous voulons »	Riyad/New York/Riyad	1 600
35. Membre du Conseil consultatif chargé de l'octroi de la bourse « L'énergie au service de l'avenir que nous voulons »	Houston/New York/Houston	300
36. Secrétaire général adjoint du Conseil national de développement économique et social, Thaïlande	Bangkok/New York/Bangkok	7 721
37. Ambassadeur et Directeur de l'Académie diplomatique, Chili	Santiago/New York/Santiago	130
38. Président de Rural Support Programmes Network, Pakistan	Lahore/New York/Lahore	1 835
39. Commissaire général de l'Administration fiscale et ancien Vice-Ministre des finances, Libéria	Monrovia/New York/Monrovia	7 971

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
40. Ministre des finances et de la planification, Tonga	Nuku'alofa/New York/Nuku'alofa	4 040
41. Directeur adjoint du China National Engineering Research Centre of Juncao Technology (Centre national de recherche technique sur les méthodes juncao), Chine	Fuzhou/New York/Fuzhou	2 522
42. Ministre des finances et du développement économique, Kiribati	Taraoua/New York/Taraoua	5 450
43. Ministre de l'industrie, du commerce et de l'approvisionnement, Népal	Katmandou/New York/Katmandou	2 097
44. Premier Conseiller du Président de la République sur les questions financières, Ouganda	Entebbe/New York/Entebbe	1 294
45. Ambassadeur et Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur, Jamaïque	Kingston/New York/Kingston	600
46. Ministre de l'agriculture, de la pêche, des forêts et de l'environnement, Belize	Belize/New York/Belize	750
47. Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, des forêts et de la pêche, Tonga	New York/Tonga	3 070
48. Président de la Commission royale de la fonction publique, Bhoutan	Thimphou/La Haye/Thimphou	3 914
49. Membre du Conseil consultatif chargé de l'octroi de la bourse « L'énergie au service de l'avenir que nous voulons »	Bangkok/New York/Bangkok	4 521
50. Membre du Conseil consultatif chargé de l'octroi de la bourse « L'énergie au service de l'avenir que nous voulons »	Tokyo/New York/Tokyo	6 200
51. Membre du Conseil consultatif chargé de l'octroi de la bourse « L'énergie au service de l'avenir que nous voulons »	Kigali/New York/Kigali	1 142
52. Membre du Conseil consultatif chargé de l'octroi de la bourse « L'énergie au service de l'avenir que nous voulons »	Hong Kong/New York/Hong Kong	1 166
53. Membre du Conseil consultatif chargé de l'octroi de la bourse « L'énergie au service de l'avenir que nous voulons »	Riyad/New York/Riyad	1 984
54. Ministre de la santé, Samoa	Apia/New York/Apia	786
55. Ministre des sciences, de la technologie et de la recherche, Sri Lanka	Colombo/New York/Colombo	200
56. Militant pour la paix et défenseur des objectifs de développement durable	New York/Bruxelles/New York	5 702
57. Ministre du travail et de la sécurité sociale, Jamaïque	Kingston/New York/Kingston	616
58. Directeur adjoint du China National Engineering Research Centre of Juncao Technology (Centre national de recherche technique sur les méthodes juncao), Chine	Shanghai/New York/Shanghai	2 522
59. Ancien Vice-Ministre, Thaïlande	Bangkok/Trieste/Bangkok	3 903
60. Membre du Conseil consultatif chargé de l'octroi de la bourse « L'énergie au service de l'avenir que nous voulons »	Amsterdam/New York/Amsterdam	3 537
61. Ministre des affaires étrangères et de la coopération, Maroc	Casablanca/New York/Casablanca	1 790
62. Secrétaire général de l'Union du Maghreb arabe	Casablanca/New York/Casablanca	2 829

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
63. Conseiller technique auprès de la Commission de l'Union africaine sur l'intégration régionale	Addis-Abeba/New York/Addis-Abeba	3 561
64. Membre du Groupe de personnalités éminentes du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs	Alger/New York/Alger	2 804
65. Président du Groupe de personnalités éminentes du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs	N'Djamena/New York/N'Djamena	5 009
66. Sous-Secrétaire général de la Communauté des Caraïbes	Georgetown/New York/Georgetown	813
67. Secrétaire général du China Energy Fund Committee	Hong Kong/New York/Hong Kong	798
68. Ancien Sous-Secrétaire général du Département des affaires économiques et sociales	Beijing/New York/Beijing	1 044
69. Ministre de l'élimination de la pauvreté et de la protection sociale, Namibie	Windhoek/Addis-Abeba/Windhoek	2 040
70. Ministre d'État au budget et à la planification nationale, Nigéria	Abuja/Addis-Abeba/Abuja	1 069
71. Membre du Conseil consultatif chargé de l'octroi de la bourse « L'énergie au service de l'avenir que nous voulons »	Riyad/New York/Riyad	1 901
72. Ancien Président de l'Union interparlementaire	Dacca/Incheon/Dacca	1 550
73. Secrétaire d'État au Gouvernement, Malaisie	Kuala Lumpur/Incheon/Kuala Lumpur	871
74. Ministre du gouvernement, Bangladesh	Dacca/Incheon/Dacca	1 550
75. Conseiller national auprès du Cabinet Office du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour les questions de technologie	Londres/Incheon/Londres	3 600
76. Ambassadeur et Directeur de l'Académie diplomatique, Chili	Santiago/New York/Santiago	5 130
77. Ancien ambassadeur, Bangladesh	Dacca/New York/Dacca	4 300
78. Ancien Ministre des services publics et de l'administration, Afrique du Sud	New York/Johannesburg/New York	3 705
79. Directeur général du Ministère des affaires étrangères, Chine	Beijing/New York/Beijing	7 025
80. Directeur général du Ministère des affaires étrangères, Chine	Beijing/New York/Beijing	7 025
81. Ministre des travaux publics et des établissements humains, Bhoutan	Thimphou/Indore/Thimphou	1 411
82. Ministre de l'industrie, Bangladesh	Dacca/Indore/Dacca	1 159
83. Ministre de l'irrigation et de la gestion des ressources en eau, Sri Lanka	Colombo/Indore/Colombo	633
84. Ministre de l'environnement, de l'énergie, des changements climatiques, de la gestion des catastrophes naturelles, de la météorologie, de la communication et de l'information, Tonga	Nuku'alofa/Indore/Nuku'alofa	1 671
85. Président de la Deutsche Afrika Stiftung (Fondation de l'Afrique allemande)	Francfort/Brasilia/Francfort	5 803
86. Ancien Sous-Secrétaire général du Département des affaires économiques et sociales	Kuala Lumpur/Haikou/Kuala Lumpur	1 130
87. Ministre de l'économie, de la prospective et de la programmation du développement durable, Gabon	Libreville/New York/Libreville	6 699

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
88. Ministre de l'économie, des finances et du développement, Burkina Faso	Ouagadougou/New York/Ouagadougou	3 886
89. Ministre des finances, Mongolie	Oulan-Bator/New York/Oulan-Bator	6 459
90. Président du Conseil d'administration de la Banque de technologies pour les pays les moins avancés	Khartoum/New York/Khartoum	2 352
91. Ministre de l'économie, Afghanistan	Kaboul/New York/Kaboul	1 929
92. Secrétaire d'État du Ministère des affaires étrangères, Madagascar	Antananarivo/New York/Antananarivo	5 119
93. Ambassadeur et Représentant permanent adjoint du Kenya auprès de l'Organisation des Nations Unies	New York/Rome/New York	2 960
94. Ministre de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable, Mali	Bamako/New York/Bamako	8 578
95. Ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'aménagement du territoire de Sainte-Lucie	Castries/New York/Castries	1 456
96. Ministre de la terre et des ressources naturelles, Ghana	Accra/New York/Accra	7 726
97. Ministre de l'évolution du climat, Pakistan	Islamabad/New York/Islamabad	2 072
98. Ministre de l'agriculture, des forêts et de l'élevage, Guinée-Bissau	Bissau/New York/Bissau	3 524
99. Ministre de l'environnement, de l'écologie et des forêts, Madagascar	Antananarivo/New York/Antananarivo	11 996
100. Ministre des forêts, des pâturages et de la valorisation du territoire, Lesotho	Maseru/New York/Maseru	6 139
101. Directeur général de l'Autorité de développement forestier, Libéria	Monrovia/New York/Monrovia	5 174
102. Maire d'Amman	Amman/New York/Amman	5 729
103. Ministre de l'environnement et du logement et membre du Parlement, Bahamas	Nassau/New York/Nassau	1 492
104. Vice-Ministre du développement économique et du commerce, Tadjikistan	Douchanbé/New York/Douchanbé	2 603
105. Ministre de la santé, Libéria	Monrovia/New York/Monrovia	6 502
106. Administrateur général de l'Autorité nationale pour l'innovation gouvernementale, Panama	Panama/Talinn/Panama	2 907
107. Directeur adjoint du China National Engineering Research Centre of Juncao Technology (Centre national de recherche technique sur les méthodes juncao), Chine	Port Moresby/Nadi/Fuzhou	1 500
108. Lauréat du prix Nobel et professeur de biologie structurale	Tel-Aviv/New York/Tel-Aviv	5 693
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences		
109. Membre du Parlement danois et ancien Président de l'Assemblée générale	Copenhague/New York/Copenhague	500
110. Ancien Ministre des affaires étrangères, Algérie	Paris/New York/Paris	3 000
111. Chanteur célèbre	Los Angeles/New York/Los Angeles	1 600
112. Ancien Gouverneur de la Banque centrale, Bangladesh	Dacca/New York/Dacca	4 050
113. Ambassadeur du Brésil en Italie	Bruxelles/New York/Istanbul	3 500
114. Ancien Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique	Londres/New York/Londres	5 300

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
115. Ancien Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix	Bruxelles/New York/Istanbul	3 600
116. Ancien Ministre des affaires étrangères de l'Argentine et ancien Secrétaire général adjoint à l'appui aux missions	Madrid/Rome/Madrid	569
117. Ancien Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et ancien Sous-Secrétaire général aux affaires politiques	Le Cap/Rome/Le Cap	2 223
118. Ancien Directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture	Genève/Rome/Paris	1 574
119. Éminent présentateur de journal télévisé et spécialiste de politique étrangère	Londres/Rome/Zurich	1 064
120. Ancien Représentant permanent de Singapour auprès de l'Organisation des Nations Unies	Delhi/Rome/Zurich	1 096
121. Ambassadeur du Brésil en Italie	Rome/New York/Milan	4 029
122. Ancien Ministre des affaires étrangères, Égypte	Le Caire/Rome/Le Caire	400
123. Fondateur d'Impact Investment Exchange, Singapour	Singapour/New York/Singapour	3 741
124. Éminent présentateur de journal télévisé et spécialiste de politique étrangère	Londres/New York/Londres	2 670
125. Ancien Directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture	Paris/Rome/Paris	600
126. Directeur exécutif de l'African Centre for the Constructive Resolution of Disputes	Durban/New York/Le Cap	4 700
127. Ancien Ministre des affaires étrangères de l'Argentine et ancien Secrétaire général adjoint à l'appui aux missions	Madrid/Rome/Madrid	300
128. Directeur de l'Earth Institute de l'Université Columbia	New York/Rome/New York	2 200
129. Ambassadeur de bonne volonté pour le Fonds des Nations Unies pour l'enfance	Abuja/New York/Abuja	3 600
130. Joueur olympique, Tonga	Tonga/New York/Los Angeles	3 000
131. Chanteur célèbre	Santa Ana/New York/Santa Ana	400
Département des affaires politiques		
132. Ancien Sous-Secrétaire général et Directeur de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	Sydney/New York/Port d'Espagne/New York/Sydney	7 312
133. Ancien Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye	Washington/New York/Marrakech	5 739
134. Ancien Directeur exécutif de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	Sydney/Port d'Espagne/Sydney	9 600
135. Ancien Ambassadeur du Kazakhstan en Afrique du Sud	Djedda/New York/Djedda	3 847
136. Ancien Sous-Secrétaire général et Directeur exécutif de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	Colombo/Port d'Espagne/New York/Sydney	3 479
137. Ancien Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix	New York/Tunis/Genève/Tunis/Alger/Le Caire/Doubaï/Addis-Abeba/Rome/Bruxelles/New York	14 850

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
138. Négociateur en chef et Secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine	Amman/New York/Amman	2 751
139. Président du Conseil d'administration du Centre régional du Caire pour l'arbitrage commercial international	Le Caire/New York/Le Caire	844
140. Ancien Secrétaire général adjoint, et Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient	Amsterdam/New York/Amsterdam	1 947
141. Vice-Président du Centre international de Tolède pour la paix	Tel-Aviv/New York/Tel-Aviv	2 648
142. Ancien Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	Dakar/New York/Dakar	4 177
143. Professeur de l'Université hébraïque de Jérusalem	Tel-Aviv/New York/Tel-Aviv	2 267
144. Ambassadeur de la Fédération de Russie en Autriche et Secrétaire général adjoint désigné à la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	Vienne/New York/Vienne	3 225
145. Ambassadeur et ancien Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental	Washington/Achgabat/Washington	6 129
146. Membre du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine	Tel-Aviv/New York/Tel-Aviv	3 098
147. Président de Beilink – Business Foreign Affairs	Londres/New York/Londres	4 102
148. Juge de la Cour suprême, Bangladesh	Londres/New York/Doubaï/Dacca	13 720
149. Professeur d'Histoire et Directeur du European Centre for Palestine Studies (Centre européen d'études sur la Palestine) de l'Université d'Exeter, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Tel-Aviv/New York/Tel-Aviv	4 967
150. Vice-Ministre des affaires étrangères, République arabe syrienne	Beyrouth/Genève/Beyrouth	1 540
151. Vice-Ministre des affaires étrangères, République arabe syrienne	Beyrouth/Genève/Beyrouth	1 230
152. Vice-Ministre des affaires étrangères, République arabe syrienne	Beyrouth/Genève/Beyrouth	1 200
153. Vice-Ministre du travail, du service public et de la mise en valeur des ressources humaines, Soudan du Sud	Djouba/Livingstone/Djouba	1 815
154. Vice-Ministre des affaires étrangères, République arabe syrienne	Beyrouth/Genève/Beyrouth	1 200
155. Ministre des affaires étrangères, Cameroun	Yaoundé/Brazzaville/Yaoundé	2 228
Département de l'information		
156. Ancien Ambassadeur de la Palestine auprès de l'Union européenne, Belgique et Luxembourg	Paris/Johannesburg/Paris	3 533
157. Journaliste nommé aux Emmy Awards	New York/Johannesburg/New York	5 594
158. Président du Molad (Centre pour le renouvellement de la démocratie israélienne)	Tel-Aviv/Vienne/Tel-Aviv	872
Département des opérations de maintien de la paix/Département de l'appui aux missions		
159. Membre du Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix	Tokyo/New York/Tokyo	3 500

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
160. Membre du Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix	Accra/New York/Accra	3 000
161. Membre du Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix	Addis-Abeba/New York/Addis-Abeba	2 200
162. Ancien Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	Auckland/New York/Auckland	5 900
163. Fondateur et Directeur du Service médical de l'hôpital de Panzi	Bruxelles/Conakry/Bukavu	2 700
164. Directeur général du Ministère des affaires étrangères de la France et Secrétaire général adjoint désigné aux opérations de maintien de la paix	Paris/Bamako/Djouba/Paris	2 800
165. Membre du Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix	Accra/New York/Accra	4 600
166. Membre du Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix	Tokyo/New York/Tokyo	6 200
167. Ancien Directeur de l'Autorité de la Côte d'Ivoire pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration	Paris/New York/Abidjan	5 564
168. Président de la Commission nationale de désarmement, démobilisation et réinsertion, Mali	Bamako/New York/Bamako	2 041
169. Membre du Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix	Bogota/Bamako/Bogota	5 011
170. Ancien Représentant spécial du Secrétaire général pour le Soudan du Sud	Copenhague/Dakar/Copenhague	1 500
171. Ancien Représentant du Secrétaire général pour le Sahara occidental et Chef de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental	Hambourg/Chypre/Hambourg	3 925
172. Ancien Commandant de la force de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire	New York/Bangui/New York/Cotonou	7 228
173. Expert de haut niveau et ancien Commandant de la force de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo	Brasilia/New York/Bamako/Bangui/ New York/Brasilia	6 600
174. Vice-Ministre des affaires étrangères, République arabe syrienne	Beyrouth/Genève/Beyrouth	1 225
175. Vice-Ministre des affaires étrangères, République arabe syrienne	Beyrouth/Genève/Beyrouth	2 150
176. Ancien Représentant spécial du Secrétaire général pour le Soudan du Sud	Copenhague/New York/Copenhague	1 300
177. Consultant de haut niveau et enquêteur principal de l'Équipe spéciale chargée d'enquêter sur les incidents de Mombasa	New York/Dar es-Salaam/Kinshasa/ New York	6 026
178. Membre du Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix	Addis-Abeba/New York/ Addis-Abeba	2 500
179. Membre du Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix	Tokyo/New York/Tokyo	7 100
180. Membre du Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix	Accra/New York/Accra	4 500

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
181. Membre du Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix	Séoul/New York/Séoul	4 600
182. Vice-Ministre des affaires étrangères, République arabe syrienne	Beyrouth/Vienne/Beyrouth	1 690
183. Chef d'équipe de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei	Londres/New York/Abuja	7 700
184. Ancien Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix	New York/Abuja	8 600
185. Chef de mission désigné du Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie	Nairobi/New York/Nairobi	4 549
186. Ancien Secrétaire général adjoint à l'appui aux missions	New York/Brindisi/New York	5 800
187. Ancien Représentant spécial du Secrétaire général pour le Libéria et Chef de la Mission des Nations Unies au Libéria	Copenhague/Brindisi/Copenhague	1 700
188. Chef d'équipe de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei	New York/Abuja	5 323
189. Chef de l'équipe chargée de l'examen stratégique indépendant de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali	Copenhague/New York/Copenhague	5 600
190. Ancien Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour la République centrafricaine	Londres/New York/Laayoune	2 339
191. Chef de l'équipe chargée de l'examen stratégique indépendant de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali	Santiago/New York/Bangui/ Libreville/Addis-Abeba/Paris/ New York/Washington (train)/ New York/Santiago	19 877
192. Membre du Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix	Mogadiscio /New York/Mogadiscio	2 030
193. Membre du Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix	Francfort/New York/Francfort/ Cologne	4 989
194. Consultant de haut niveau et enquêteur principal de l'Équipe spéciale chargée d'enquêter sur les incidents de Mombasa	New York/Kinshasa/New York	10 900
Commission économique pour l'Afrique		
195. Commissaire chargé du commerce et de l'industrie pour la Commission de l'Union africaine	Washington/Ottawa/Washington	1 556
196. Coordonnateur du Bureau d'appui au Secrétariat conjoint (Commission de l'Union africaine, Commission économique pour l'Afrique et Banque africaine de développement)	Paris/Nairobi/Addis-Abeba	793
197. Commissaire chargé des affaires économiques pour la Commission de l'Union Africaine	Addis-Abeba/Johannesburg/Le Cap/ Addis-Abeba	2491
198. Directeur de Kush Communications, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Antalya/Istanbul/Dakar/Bruxelles/ Londres	2 397
199. Conseiller juridique auprès de la Thabo Mbeki Foundation et membre du comité technique de la Commission économique pour l'Afrique	Johannesburg/Dakar/Johannesburg	941
200. Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies	New York/Dakar/New York	2 358

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
201. Président de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	Lagos/Dakar/Lagos	240
202. Secrétaire général du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe	Lusaka/Nairobi/Dakar/Nairobi/ Lusaka	2 018
203. Secrétaire général du Ministère des affaires foncières, République démocratique du Congo	Kinshasa/Dakar/Kinshasa	663
204. Conseiller spécial du Président de la République fédérale du Nigéria sur les affaires économiques	Abuja/Addis-Abeba/Nairobi/ Addis-Abeba/Abuja	1 888
205. Ancien Président du Groupe de travail interinstitutions et négociateur en chef pour le commerce, Nigéria	Abuja/Addis-Abeba/Nairobi/ Addis-Abeba/Abuja	1 888
206. Conseiller spécial du Président de la République fédérale du Nigéria sur les affaires économiques	Abuja/Addis-Abeba/Abuja	1 789
207. Vice-Premier Ministre de la terre et des ressources naturelles, Ghana	Accra/Addis-Abeba/São Paulo/ Santiago/São Paulo/Addis-Abeba/ Accra	3 907
208. Co-lauréat du prix Nobel de la paix 2017	Amsterdam/Le Caire/Addis-Abeba/ Le Caire/Amsterdam	1 231
209. Ambassadeur du Nigéria en Éthiopie	Addis-Abeba/Doubaï/New York/ Doubaï/Addis-Abeba	2 937
210. Conseiller principal du Président de la République de l'Ouganda sur les questions financières	Entebbe/Nairobi/Addis-Abeba/ Nairobi/Entebbe	1 186
211. Ministre de la santé, République centrafricaine	Bangui/Casablanca/Dakar/ Nouakchott/Dakar/Casablanca/ Bangui	1 091
212. Directeur exécutif de Phase Minus et fondateur de Voice of Libyan Women	Londres/Addis-Abeba/Accra/Addis- Abeba/Londres	1 445
213. Ministre des mines et de l'énergie, Niger	Niamey/Addis-Abeba/Niamey	1 192
214. Ministre des mines, de la géologie et des carrières, Tchad	N'Djamena/Addis-Abeba/ N'Djamena	788
215. Ministre des mines et de l'énergie, Togo	Lomé/Bruxelles/Lomé	2 149
216. Ministre des mines, du développement industriel et commercial et de la promotion du secteur privé, Tchad	N'Djamena/Bruxelles/ N'Djamena	2 366
217. Ministre des mines, de l'industrie et du développement technologique, Cameroun	Yaoundé/Bruxelles/Yaoundé	1 422
218. Vice-Ministre de la terre et des ressources naturelles, Ghana	Accra/Bruxelles/Accra	4 309
219. Ancien Gouverneur de la banque centrale, Chypre	Birmingham/Francfort/Addis- Abeba/Francfort/Birmingham	4 259
220. Ancien Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique	Le Cap/Addis-Abeba/Le Cap	1 394
221. Conseiller spécial du Vice-Président de la République fédérale du Nigéria	Abuja/Addis-Abeba/Abuja	459
222. Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, Sénégal	Dakar/Addis-Abeba/Dakar	729
223. Ancien Chef du protocole du Président de la République, Libéria	Monrovia/Amsterdam/Genève/ Amsterdam/Monrovia	4 904

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Commission économique pour l'Europe		
224. Membre du Comité d'application de la Convention d'Helsinki	Sacramento/Genève/Sacramento	3 160
225. Membre du Comité d'application de la Convention d'Helsinki	Sacramento/Haparanda/ Sacramento	7 433
226. Membre du Comité d'application de la Convention d'Helsinki	Sacramento/Genève/Sacramento	4 870
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes		
227. Ministre des ressources naturelles, Suriname	Paramaribo/Santiago/Paramaribo	926
228. Vice-Ministre du commerce et de l'investissement étranger, Cuba	La Havane/Santiago/La Havane	128
229. Ancien Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	São Paulo/Santiago/Bogota	1 285
230. Ancien Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	New York/Santiago/New York	8 918
231. Ministre du commerce et de l'investissement étranger, Cuba	La Havane/Santiago/La Havane	712
232. Ancien Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	Guatemala/La Havane/Guatemala	622
233. Ministre, République dominicaine	Saint-Domingue/Santiago/ Saint-Domingue	1 978
234. Ancien Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	Puerto Vallarta/La Havane/Buenos Aires	1 973
235. Ancien Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	Puerto Vallarta/La Havane/Madrid	2 622
236. Ministre d'État du Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur, Jamaïque	Kingston/La Havane/Madrid	457
237. Ancien Chef de cabinet du Secrétaire général	Madrid/La Havane/Madrid	3 001
238. Ancien Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	Puerto Vallarta/La Havane/Bogota	419
Département de la gestion		
239. Membre du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	Oslo/New York/Oslo	1 937
240. Président du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	San José/New York/San José	1 035
241. Membre du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	Oslo/New York/Oslo	2 139
242. Membre du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	Genève/New York/Genève	4 599
243. Membre du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	Ljubljana/New York/Ljubljana	2 203
244. Membre du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	Tokyo/New York/Tokyo	7 790
245. Ancien Ministre des affaires étrangères, Canada	Berlin/New York/Berlin	3 348
246. Ancien Ministre des affaires étrangères, Grèce	Athènes/New York/Athènes	1 679
247. Membre du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	Genève/Dacca/Genève	2 747
248. Président du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	Oslo/New York/Oslo	1 576

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
249. Président du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	Oslo/Zurich/Berne/Zurich/ Berlin/Stockholm/Oslo	865
250. Ancien Représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies et Conseiller spécial sur la sécurité humaine	Tokyo/New York/Tokyo	6 247
251. Président du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	Oslo/New York/Oslo	2 299
252. Directeur exécutif du West Africa Network for Peacebuilding	Bamako/New York/Bamako	1 925
253. Membre du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	Tunis/New York/Tunis	1 139
254. Membre du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	Genève/New York/Genève	4 548
255. Membre du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	Oslo/New York/Oslo	898
256. Membre du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	Tokyo/New York/Tokyo	7 939
257. Membre du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	San José/New York/San José	667
258. Membre du Conseil consultatif pour la sécurité humaine	Ljubljana/New York/Ljubljana	1 620
Cabinet du Secrétaire général		
259. Membre de l'Équipe spéciale pour les crises sanitaires mondiales	New York/Londres	4 000
260. Président-directeur général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, France	Paris/New York/Paris	3 300
261. Secrétaire général de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	Genève/New York/Genève	5 200
262. Consultant principal auprès du Ministère de la santé, Singapour	Singapour/New York/Singapour	8 000
263. Membre de l'Équipe spéciale pour les crises sanitaires mondiales	Nouakchott/New York/Nouakchott	4 000
264. Directeur général du Ministère des affaires étrangères, Chine	Beijing/New York/Beijing	1 400
265. Directeur général adjoint du Ministère des affaires étrangères de la Chine	Beijing/New York/Beijing	1 400
266. Directeur général de la Division Santé publique et mondiale du Département de la santé publique du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et membre de l'Équipe spéciale pour les crises sanitaires mondiales	Londres/Genève/Londres	667
267. Président de l'Association mauritanienne de santé publique et membre de l'Équipe spéciale pour les crises sanitaires mondiales	Nouakchott/New York/Nouakchott	955
268. Consultant principal auprès du Ministère de la santé, Singapour	Singapour/Genève/Singapour	2 866
269. Directeur de l'Institut de hautes études internationales et du développement	Genève/New York/Genève	4 348
270. Président du Groupe de travail international sur le financement des activités de préparation de la Banque Mondiale	Londres/New York/Londres	3 409

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
271. Ancien Secrétaire général adjoint de la Commission économique pour l'Afrique	Le Cap/Genève/Le Cap	3 410
272. Ancien Représentant spécial du Secrétaire général pour le Soudan du Sud	Copenhague/New York/Copenhague	4 095
273. Ancien Représentant spécial du Secrétaire général pour le Soudan du Sud	Copenhague/New York/Copenhague	4 086
274. Ancien Sous-Secrétaire général du Département de la gestion	Casablanca/New York/Casablanca	3 000
275. Ancien Représentant spécial du Secrétaire général pour le Soudan du Sud	Copenhague/New York/Copenhague	4 300
276. Ancien Représentant spécial du Secrétaire général pour le Soudan du Sud	Copenhague/New York/Copenhague	4 880
277. Coprésident du Groupe de travail II du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat	Durban/New York/Durban	5 689
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique		
278. Ancien Ministre de la science et de la technologie, Pakistan	Karachi/Bangkok/Karachi	1 230
279. Ministre de la santé et des services médicaux, Fidji	Suva/Bangkok/Suva	705
280. Membre du Parlement et ancien Vice-Premier Ministre, Australie	Brisbane/Bangkok/Brisbane	2 075
281. Vice-Ministre de l'économie et du développement, Turkménistan	Achgabat/Ganja/Achgabat	780
282. Vice-Ministre et Ministre de l'énergie et des énergies renouvelables, Sri Lanka	Colombo/Bangkok/Colombo	230
283. Ministre d'État du Ministère de l'énergie, de l'approvisionnement en eau et de l'irrigation, Népal	Katmandou/Bangkok/Katmandou	290
284. Ministre de l'énergie, Mongolie	Abou Dhabi/Bangkok/Oulan-Bator	1 375
285. Vice-Président de la Commission nationale de planification, Népal	Katmandou/Bangkok/Katmandou	205
286. Ministre du développement durable et de la vie sauvage, Sri Lanka	Colombo/Bangkok/Colombo	305
287. Ministre du plan et du développement, Pakistan	Islamabad/Bangkok/Islamabad	510
288. Membre du Parlement australien et ancien Vice-Premier Ministre de l'Australie	Brisbane/Bangkok/Brisbane	2 595
289. Ministre de l'Emploi, de la Productivité et des relations industrielles des Fidji	Suva/Bangkok/Suva	1 425
290. Vice-Président de la Commission nationale de planification du Népal	Katmandou/Bangkok/Katmandou	710
291. Vice-Premier Ministre, Vanuatu	Port-Vila/Bangkok/Port-Vila	2 725
292. Vice-Ministre et Ministre de l'énergie et des énergies renouvelables, Sri Lanka	Colombo/Bangkok/Colombo	379
293. Vice-Président de la Commission nationale de planification, Népal	Katmandou/Bangkok/Katmandou	180
294. Ministre de l'autonomisation et de la protection sociales, Sri Lanka	Colombo/Bangkok/Colombo	295
295. Ministre de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, Myanmar	Yangon/Bangkok/Yangon	310

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
296. Ministre de la population et de l'environnement, Népal	Katmandou/Bangkok/Katmandou	255
297. Vice-Premier Ministre, Tonga	Nuku'alofa/Bangkok/Nuku'alofa	3 640
298. Ministre du Cabinet du Premier Ministre, Malaisie	Kuala Lumpur/Christchurch/ Kuala Lumpur	2 835
299. Ministre d'État du Ministère des finances, Bangladesh	Dacca/Christchurch/Dacca	1 895
300. Ministre des sociétés publiques, Samoa	Apia/Christchurch/Apia	659
301. Vice-Ministre du Ministère de la planification du développement, Indonésie	Jakarta/Christchurch/Jakarta	4 585
302. Président du Central Institute for Economic Management (Institut national pour la gestion économique) du Ministère de la planification et des investissements, Viet Nam	Hanoï/Christchurch/Hanoï	3 950
303. Ministre de la santé et des services médicaux, Fidji	Suva/Bangkok/Suva	1 140
304. Vice-Président de la Commission nationale de planification, Népal	Katmandou/Bangkok/Katmandou	250
305. Ministre des affaires étrangères et de la coopération, Timor-Leste	Dili/Bangkok/Dili	125
306. Vice-Président de la Commission nationale de planification, Népal	Katmandou/Bangkok/Katmandou	300
307. Ministre d'État au commerce international, Sri Lanka	Colombo/Bangkok/Colombo	350
308. Membre du Parlement et ancien Vice-Premier Ministre, Australie	Canberra/Bangkok/Canberra	3 030
309. Ministre des finances, Samoa	Apia/Bangkok/Apia	1 708
310. Ministre des finances et de la gestion économique, Vanuatu	Port-Vila/Bangkok/Port-Vila	3 380
311. Ministre du plan, du développement et de la réforme, Pakistan	Islamabad/Bangkok/Islamabad	585
312. Conseiller du Premier Ministre, Bangladesh	Dacca/Bangkok/Dacca	539
313. Ministre des femmes, de la communauté et du développement social, Samoa	Apia/Bangkok/Apia	2 971
314. Ministre de la protection de l'environnement et de l'agriculture, Géorgie	Tbilissi/Tunis/Tbilissi	1 800
315. Ministre de l'énergie et de l'eau, Afghanistan	Kaboul/Bangkok/Kaboul	3 385
316. Ministre du travail et de la mise en valeur des ressources humaines, Kiribati	Taraoua/Bangkok/Taraoua	3 068
317. Vice-Ministre du Ministère de l'économie et du développement durable, Géorgie	Tbilissi/Bangkok/Tbilissi	2 316
318. Ministre de l'énergie, Mongolie	Oulan-Bator /Bangkok/Oulan-Bator	1 305
319. Ministre fédéral de l'énergie, Pakistan	Islamabad/Bangkok/Islamabad	574
320. Ministre des travaux publics, Myanmar	Yangon/Bangkok/Yangon	342
321. Ministre adjoint au Ministère des infrastructures et des transports, Fidji	Nadi/Bangkok/Nadi	619
322. Ancien Gouverneur de la banque d'État, Pakistan	Islamabad/Bangkok/Karachi	544
323. Ministre des affaires étrangères, de la coopération internationale et du commerce extérieur, Vanuatu	Port-Vila/Bangkok/Port-Vila	2 445

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
324. Ministre des affaires étrangères et du commerce, Îles Marshall	Delap-Uliga-Darrit/Bangkok	1 823
325. Vice-Premier Ministre, Samoa	Apia/Bangkok/Apia	3 600
326. Ministre de l'industrie, du commerce, du tourisme, des terres et des ressources minérales, Fidji	Suva/Bangkok/Suva	1 843
327. Membre du Parlement, Nauru	Nauru/Bangkok/Nauru	3 785
328. Ministre des affaires étrangères et du commerce, Papouasie-Nouvelle-Guinée	Port Moresby/Bangkok	1 613
329. Ministre de l'environnement, de l'énergie, des changements climatiques, de la gestion des catastrophes naturelles, de la météorologie, de la communication et de l'information, Tonga	Nuku'alofa/Bangkok	1 947
Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale		
330. Ministre du plan et de la coopération internationale, Yémen	Riyad/Doha/Riyad	614
331. Ministre de l'économie et des finances, Mauritanie	Nouakchott/Doha/Nouakchott	2 645
332. Ancien ministre, Jordanie	Amman/Le Caire/Amman	298
333. Ministre de l'industrie et du commerce, Yémen	Riyad/Roubat/Riyad	1 428
334. Ancien ministre, Jordanie	Amman/Astana/Amman	2 137
335. Ministre des ressources en eau, Iraq	Bagdad/Beyrouth/Bagdad	768
336. Ministre des ressources en eau et de l'irrigation, Égypte	Le Caire/Beyrouth/Le Caire	530
337. Ministre de l'eau et de l'assainissement, Mauritanie	Nouakchott/Beyrouth/Nouakchott	2 195
338. Ministre de la protection et de la sécurité sociales, Soudan	Khartoum/Beyrouth/Khartoum	889
339. Ministre de la condition des femmes, Palestine	Ramallah/Amman/Beyrouth/Amman/Ramallah	208
340. Ministre des ressources en eau et de l'irrigation, Égypte	Le Caire/Bonn/Le Caire	1 143
341. Ambassadeur et Secrétaire général adjoint de la Ligue des États arabes	Le Caire/Beyrouth/Le Caire	455
342. Président de l'Union des investisseurs arabes et ancien Vice-Ministre des affaires étrangères, Égypte	Le Caire/Beyrouth/Le Caire	218
343. Ancien ministre, Iraq	Amman/Beyrouth/Amman	354
344. Ancien ministre et Directeur général de l'Organisation arabe de développement agricole	Khartoum/Beyrouth/Khartoum	688
345. Membre émérite du Conseil international du Canada	Montréal/Bangkok/Montréal	2 620
346. Ministre des ressources en eau, Iraq	Bagdad/Beyrouth/Bagdad	224
347. Ministre de l'énergie, des mines et du développement durable, Maroc	Casablanca/Beyrouth/Casablanca	2 110
348. Président de la Croix Rouge suédoise	Stockholm/Beyrouth/Stockholm	553
349. Ministre du plan et de la coopération internationale, Yémen	Riyad/Beyrouth/Riyad	526
350. Ministre du Cabinet du Premier Ministre, Palestine	Amman/Beyrouth/Amman	264
351. Secrétaire général de la Ligue des États arabes	Le Caire/Beyrouth/Le Caire	145
352. Ministre de l'industrie et des ressources minérales, Iraq	Bagdad/Beyrouth/Bagdad	241
353. Ambassadeur de la Ligue des États arabes	Le Caire/Beyrouth/Le Caire	231

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
354. Secrétaire général de la Ligue des États arabes	Le Caire/Beyrouth/Le Caire	455
Bureau de la coordination des affaires humanitaires		
355. Ambassadeur de bonne volonté pour l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	Doubaï//New York/Doubaï	3 062
356. Écrivain nigérian de renom	Baltimore/New York/Baltimore	13
357. Professeur adjoint à l'Université Columbia (School of International and Public Affairs)	New York/Genève/New York	3 783
358. Consultant principal	Zurich/Singapour/Manille/Singapour/ Zurich	619
359. Coprésident du Conseil d'administration de JEN (Japan Emergency Non Governmental Organization)	Tokyo/Genève/Tokyo	3 614
360. Ambassadeur itinérant du Ministère des affaires étrangères, République de Corée	Séoul/Genève/Séoul	1 017
361. Membre du Groupe consultatif pour le Fonds central pour les interventions d'urgence	Nairobi/Genève/Nairobi	1 655
362. Coprésident du Conseil d'administration de JEN (Japan Emergency Non Governmental Organization)	Tokyo/Genève/Tokyo	4 604
363. Professeur adjoint à l'Université Columbia (School of International and Public Affairs)	New York/Genève/New York	5 664
364. Ambassadeur itinérant du Ministère des affaires étrangères, République de Corée	Séoul/Genève/Séoul	2 941
365. Ambassadeur des Philippines en Nouvelle-Zélande	Wellington/Genève/Wellington	2 991
366. Coprésident du Conseil d'administration de JEN (Japan Emergency Non Governmental Organization)	Tokyo/New York/Tokyo	9 560
367. Directeur national de l'Office national des urgences du Chili	Santiago/New York/Santiago	8 426
368. Directeur de l'Agence azerbaïdjanaise pour le développement international	Bakou/New York/Bakou	3 500
369. Directeur de la Direction nationale de la préparation des interventions et des activités de relèvement	Addis-Abeba/Francfort/New York/Francfort/Addis-Abeba	4 477
370. Ministre de la prévention des catastrophes et des réfugiés, Ouganda	Kampala/New York/Kampala	2 823
371. Ministre des affaires sociales, de la solidarité et de l'action humanitaire, République démocratique du Congo	Kinshasa/Bruxelles/New York/Bruxelles/Kinshasa	7 707
372. Directeur général du Ministère des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, République démocratique du Congo	Kinshasa/Bruxelles/New York/Bruxelles/Kinshasa	7 707
373. Coprésident du Conseil d'administration de JEN (Japan Emergency Non Governmental Organization)	Tokyo/Genève/Tokyo	625
374. Directeur national de l'Office national des urgences du Chili	Santiago/Rome/Genève/Rome/ Santiago	3 080
375. Ambassadeur itinérant du Ministère des affaires étrangères, République de Corée	Incheon/Genève/Incheon	2 102
376. Ancien Sous-Secrétaire général et Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche	Dublin/Genève/Lausanne (train)/Genève	367

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
377. Ancien Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour la reconstruction et le développement du Liban	Beyrouth/Genève/Lausanne (train)/Genève	753
378. Professeur adjoint à l'Université Columbia (School of International and Public Affairs)	New York/Lisbonne/Genève/Lisbonne/New York	5 072
379. Ancien Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour l'Afghanistan	Londres/Genève/Lausanne (train)/Genève	376
Bureau des affaires de désarmement		
380. Ancien Ambassadeur de la Hongrie auprès de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe	Budapest/Brasilia/Budapest	2 069
381. Ancien Ambassadeur de la Hongrie auprès de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe	Budapest/Zurich/New Delhi/Zurich/Budapest	714
382. Ancien Ambassadeur de la Hongrie auprès de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe	Tokyo/Hong Kong/Addis-Abeba/Paris/Budapest	2 480
383. Sous-Secrétaire général de la Division de la maîtrise des armements et de la lutte contre la prolifération du Département des affaires étrangères et du commerce, Australie	Canberra/Ile de Jeju/Canberra	1 800
384. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	New York/Ile de Jeju/New York	2 200
385. Ambassadeur itinérant du Ministère des affaires étrangères, Pays-Bas	Rotterdam/Ile de Jeju/Rotterdam	1 000
386. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Santiago/Genève/Santiago	3 020
387. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Singapour/Genève/Singapour	3 511
388. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Melbourne/Genève/Melbourne	3 560
389. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Washington/Genève/Washington	4 006
390. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Islamabad/Genève/Lahore	1 146
391. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Oulan-Bator /Genève/Oulan-Bator	1 303
392. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Détroit/Genève/Détroit	4 786
393. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Melbourne/Genève/Melbourne	3 139
394. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Singapour/New York/Singapour	5 043
395. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Santiago/New York/Santiago	3 075
396. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Islamabad/New York/Islamabad	2 641
397. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Accra/New York/Accra	1 793
398. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Vienne/New York/Vienne	2 922

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
399. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Oulan-Bator/New York/Oulan-Bator	3 254
400. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Irkoutsk/New York/Irkoutsk	2 700
401. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Vienne/New York/Vienne	1 357
402. Président du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Melbourne/New York/Melbourne	5 742
403. Professeur et Doyen associé de l'Université Fudan à Shanghai	Shanghai/Hiroshima/Shanghai	577
404. Conseiller auprès des organes conventionnels relatifs à l'interdiction complète des essais nucléaires	Vienne/Hiroshima/Vienne	8 630
405. Directeur du Centre d'études sur l'énergie et la sécurité	Moscou/Hiroshima/Moscou	6 431
406. Chargé principal de recherche à l'Université de Melbourne	Melbourne/Hiroshima/Melbourne	4 561
407. Ancien Secrétaire général adjoint de la Conférence du désarmement	Genève/Hiroshima/Genève	6 195
408. Ancien Haut-Représentant pour les affaires de désarmement et ancien Secrétaire général adjoint à la gestion	Vienne/Hiroshima/Vienne	3 955
409. Ancien Ambassadeur de l'Égypte au Japon	Le Caire/Hiroshima/Le Caire	4 019
410. Directeur de l'Institut international du désarmement	New York/Hiroshima/New York	3 956
411. Écrivain de renom	New York/Hiroshima/New York	3 308
412. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Tokyo/Genève/Tokyo	1 989
413. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Windhoek/Genève/Windhoek	1 184
414. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Santiago/Genève/Santiago	3 283
415. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Washington/Genève/Washington	2 568
416. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Oulan-Bator /Genève/Oulan-Bator	2 069
417. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Boston/Genève/Boston	4 383
418. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Ottawa/Genève/Ottawa	2 956
419. Ambassadeur itinérant du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères de la France	Paris/Amsterdam/Panama/ Trinité-et-Tobago/New York	5 433
420. Directeur général chargé des régions Asie-Pacifique et Afrique du Ministère des affaires étrangères, Indonésie	Jakarta/New York/Jakarta	2 475
421. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Tokyo/New York/Tokyo	8 145
422. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Windhoek/New York/Windhoek	3 097
423. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Santiago/New York/Santiago	681

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
424. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Vienne/New York/Vienne	3 524
425. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Oulan-Bator/New York/Oulan-Bator	2 493
426. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Moscou/New York/Moscou	3 392
Haut-Commissariat aux droits de l'homme		
427. Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté	New York/Beijing/New York	0
428. Membre du Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	Londres/New York/Londres	1 661
429. Membre du Comité contre la torture	Copenhague/New York/Copenhague	3 309
430. Ancien Représentant spécial du Secrétaire général pour les entreprises et les droits de l'homme	Boston/Genève/Boston	5 571
431. Membre du Comité contre la torture	Chisinau/Genève/Chisinau	613
432. Membre du Comité contre la torture	Talinn/Genève/Talinn	639
433. Membre du Comité contre la torture	Casablanca/Genève/Casablanca	512
434. Membre du Comité contre la torture	Chisinau/Genève/Chisinau	537
435. Procureur général, Kenya	Nairobi/Genève/Nairobi	747
436. Ancien Gouverneur général et juge de la Haute Cour, Nouvelle-Zélande	Auckland/Colombo/Auckland	2 544
437. Vice-Président de la Cour constitutionnelle, Géorgie	Tbilissi/Manila/Tbilissi	3 091
438. Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement et ministre, Costa Rica	San José/Berlin/San José	3 721
439. Ancien Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	Vienne/Genève/Vienne	831
440. Ancien Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	Vienne/Venise/Vienne	280
441. Ancien Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme	Lahore/Genève/Lahore	2 218
442. Ministre de la population, de la protection sociale et de la promotion de la femme, Madagascar	Tananarive/Genève/Tananarive	3 083
443. Ancien Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association	Nairobi/Genève/Nairobi	904
444. Ancien Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	Vienne/New York/Genève/Vienne	2 976
445. Président de la Commission afghane indépendante des droits de l'homme	Kaboul/Genève/Kaboul	1 114
446. Commissaire de l'Union africaine aux affaires politiques	Addis-Abeba/Genève/Addis-Abeba	3 878
447. Ambassadeur et Vice-Président de la Commission mixte de suivi et d'évaluation	Djouba/Genève/Djouba	1 917
448. Commissaire de l'Union africaine aux affaires politiques	New York/Genève	1 666
449. Ancien Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé	Alger/Genève/Alger	2 151
450. Ancien Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	Vienne/Genève/New York/Varsovie/Venise	4 193

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
451. Ancien Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association	Nairobi/Genève/Nairobi	695
452. Juge de la Haute Cour, Afrique du Sud	Johannesburg/Asmara/Johannesburg	2 563
453. Ancien Rapporteur spécial dans le domaine des droits culturels	Lahore/Genève/Lahore	1 361
454. Ancien Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	Venise/Genève/Vienne	627
455. Ancien Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	Vienne/Genève/Vienne	279
456. Présidente de l'association des Grand-mères de la Place de mai	Buenos Aires/Genève/Buenos Aires	2 748
457. Expert chargé de l'étude mondiale sur les enfants privés de liberté	Vienne/Genève/Venise	453
458. Juge de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples	Kilimanjaro/Addis-Abeba/Kilimanjaro	231
459. Président du Conseil consultatif de l'Union africaine sur la corruption	N'Djamena/Addis-Abeba/ N'Djamena	1 036
460. Président du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant	Lusaka/Addis-Abeba/Lusaka	490
461. Représentant du Conseil économique, social et culturel de l'Union africaine	Stavanger/Addis-Abeba/Stavanger	1 697
462. Ancien Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition	Genève/New York	944
Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement		
463. Ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Guinée	Conakry/New York/Conakry	2 664
464. Président du Conseil d'administration de la Banque de technologies nommé par le Secrétaire général	Venise/New York/Venise	1 820
465. Ministre d'État du Ministère des finances et de la planification économique, Soudan	Khartoum/Dakar/Khartoum	1 130
466. Ministre du commerce, Népal	Katmandou/Hanoï/Katmandou	155
467. Ministre du commerce et de l'industrie, Afghanistan	Kaboul/Hanoï/Kaboul	2 704
468. Ministre des collectivités locales et du développement local, Jamaïque	Kingston/Cancún/Kingston	644
469. Ministre des transports et des communications, Zambie	Lusaka/New York/Lusaka	4 649
470. Directeur général de l'Organisation internationale de droit du développement et ancien Secrétaire général d'Amnesty International	Rome/New York/Rome	4 317
471. Ministre des télécommunications et des technologies de l'information, Afghanistan	Kaboul/Port-Vila/Kaboul	7 600
472. Coprésident d'Interacademy Partnership	Khartoum/New York/Khartoum	1 796
473. Ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Guinée	Conakry/New York/Conakry	1 779
474. Ministre du commerce et de la promotion du secteur privé, Niger	Niamey/Astana/Niamey	2 512

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
475. Ministre de l'industrie, du commerce et du développement des entreprises, Zimbabwe	Harare/Astana/Harare	6 793
476. Ministre de l'industrie, du commerce et de l'approvisionnement, Népal	Katmandou/Astana/Katmandou	5 301
477. Ministre des transports et des communications, Zambie	Lusaka/Astana/Lusaka	5 286
478. Ministre du commerce et de l'industrie, Afghanistan	Kaboul/Astana/Kaboul	4 024
479. Ministre du commerce et de l'industrie, Lesotho	Maseru/Astana/Maseru	12 475
480. Ministre des affaires étrangères, Bhoutan	Paro/Astana/Paro	1 726
481. Ministre des transports et des routes, Soudan du Sud	Djouba/Astana/Djouba	7 677
Bureau des affaires juridiques		
482. Président de la Cour martiale, Nouvelle-Zélande	Wellington/Bangkok/Wellington	4 197
483. Professeur du Département de droit international public et organisation internationale de l'Université de Genève	Genève/Bangkok/Genève	3 104
484. Ancien membre de la Commission du droit international et Conseiller juridique auprès de l'Organisation mondiale du commerce	Paris/Bangkok/Paris	2 675
485. Expert spécial du Secrétaire général pour l'Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges	Chicago/Phnom Penh/Chicago	3 815
486. Vice-Secrétaire général de la Cour permanente d'arbitrage	Amsterdam/Bangkok/Amsterdam	1 600
487. Ancien juge du Tribunal pénal international pour le Rwanda et de la Cour suprême de Buenos Aires	Buenos Aires/New York/Buenos Aires	5 982
488. Expert spécial du Secrétaire général pour l'Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges	Chicago/Amsterdam/Phnom Penh/Chicago	4 382
489. Professeur du Département de droit international public et organisation internationale de l'Université de Genève	Genève/Addis-Abeba/Genève	2 997
490. Président de la Cour martiale, Nouvelle-Zélande	Wellington/Addis-Abeba/Wellington	1 874
491. Vice-Secrétaire général de la Cour permanente d'arbitrage	Amsterdam/Addis-Abeba/Amsterdam	2 316
492. Expert spécial du Secrétaire général pour l'Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges	Chicago/Phnom Penh/Chicago	5 628
493. Président de la Cour martiale de Nouvelle-Zélande	Wellington/Santiago/Wellington	7 502
494. Titulaire de la chaire Harold Samuel (Département de droit et de politique environnementale de l'Université de Cambridge)	Londres/Santiago/Londres	3 400
495. Professeur de droit de l'Université d'État de l'Arizona	Arizona/Santiago/Arizona	3 340
496. Professeur de droit international et ancien juge du Tribunal international du droit de la mer	Milan/Santiago/Milan	1 606
497. Chef du Groupe d'experts indépendant chargé d'enquêter sur la mort de Dag Hammarskjöld	Dar es-Salaam/New York/Dar es-Salaam	3 092
498. Chef du Groupe d'experts indépendant chargé d'enquêter sur la mort de Dag Hammarskjöld	Dar es-Salaam/New York/Dar es-Salaam	3 918
499. Ancien membre de la Commission du droit international Conseiller juridique auprès de l'Organisation mondiale du commerce	Paris/Bangkok/Paris	950

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
500. Titulaire de la chaire Harold Samuel (Département de droit et de politique environnementale de l'Université de Cambridge)	Genève/Addis-Abeba/Genève	3 837
501. Professeur de droit international public de l'Université d'Oxford	Londres/Santiago/Londres	2 800
502. Professeur associé de droit international à l'Université de Genève	Genève/Santiago/Genève	3 700
503. Professeur de droit international public à l'Université de Leiden	Amsterdam/New York/Amsterdam	3 100
Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique		
504. Commissaire chargé du commerce, des douanes et de la libre circulation pour la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	Abuja/Nairobi/Abuja	2 000
505. Membre du Groupe de personnalités éminentes du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs	Alger/New York/Alger	1 532
506. Vice-Président de la Commission de l'Union africaine	Addis-Abeba/New York/ Addis-Abeba	2 180
507. Vice-Président du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs et membre du Comité des anciens du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe	Le Caire/New York/Le Caire	1 150
508. Secrétaire exécutif du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs	Johannesburg/New York/Johannesburg	2 900
509. Directeur exécutif du Savannah Centre for Diplomacy, Democracy and Development (Centre Savannah pour la diplomatie, la démocratie et le développement)	Abuja/New York/Abuja	1 600
510. Membre du Groupe de personnalités éminentes du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs	Johannesburg/New York/ Johannesburg	4 088
511. Directeur général de l'association ZODO International	Ouagadougou/Le Cap/ Ouagadougou	2 246
512. Chef de la Division de gestion des crises et de la reconstruction postconflit de la Commission de l'Union africaine	Addis-Abeba/Le Cap/ Addis-Abeba	2 339
513. Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	Nairobi/Le Cap/Nairobi	2 047
514. Ancien Ambassadeur de l'Égypte en Libye et au Togo	Le Caire/Abuja/Le Caire	710
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement		
515. Ambassadeur du Panama et Président du Conseil du commerce et du développement	Genève/Nairobi/Genève	642
516. Ancien Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce et ancien Commissaire européen au commerce	Paris/Nairobi/Paris	11 463
517. Ancien Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	Bangkok/Nairobi/Bangkok	1 607
518. Ancien Représentant permanent de la Jamaïque auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et ancien Secrétaire général adjoint du Secrétariat du Commonwealth	Jamaïque/Nairobi/Jamaïque	1 951

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
519. Membre du Conseil des normes comptables internationales pour l'Amérique latine	Londres/Medellín /Londres	3 089
520. Ministre de la sécurité sociale, de la solidarité nationale, de l'environnement et du développement durable, Maurice	Plaisance/Genève/Plaisance	2 731
521. Ancien Gouverneur de la banque de réserve, Inde	Hyderabad/Genève/Hyderabad	2 456
522. Ancien Ministre des sciences et des technologies, Nigéria	Lagos/Genève/Lagos	1 832
523. Ancien Ministre des finances, Brésil	Brasilia/Genève/Brasilia	2 300
524. Ancien membre du Groupe de haut niveau sur le système de justice interne	Medford/Genève/Medford	1 301
525. Ancien Vice-Président, Zambie	Lusaka/Genève/Lusaka	932
526. Ministre de l'industrie et de la productivité, Équateur	Quito/Genève/Quito	791
527. Vice-Ministre du Ministère des affaires étrangères, El Salvador	San Salvador/Genève/San Salvador	2 400
528. Ministre du commerce, de l'intégration régionale et de l'emploi, Gambie	Banjul/Genève/Banjul	661
529. Ancien Ministre des sciences et des technologies, Nigéria	Londres/Genève/Londres	332
530. Ministre du commerce, Cambodge	Phnom Penh/Genève/Phnom Penh	1 682
531. Ministre du commerce et de l'industrie, Ouganda	Entebbe/Genève/Entebbe	2 687
532. Ministre du commerce, Libéria	Monrovia/Genève/Monrovia	2 498
533. Vice-Ministre du commerce, Myanmar	New York/Genève/New York	2 215
534. Ministre de la promotion de l'investissement, du partenariat et du téléservice étatique, Sénégal	Dakar/Genève/Dakar	674
535. Ministre de la promotion de l'investissement, du partenariat et du téléservice étatique, Sénégal	Dakar/Genève/Dakar	1 160
536. Ministre pour la science, la technologie et l'innovation, Ouganda	Entebbe/Genève/Entebbe	982
537. Ministre de la sécurité sociale, de la solidarité nationale, de l'environnement et du développement durable, Maurice	Maurice/Genève/Maurice	1 337
Stratégie internationale des Nations Unies pour la prévention des catastrophes		
538. Ambassadeur de bonne volonté, Haïti	San Francisco/New York/San Francisco	1 721
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale		
539. Médiateur pour la paix et ancien ministre, Tchad	Lomé/Libreville/Lomé	1 010
540. Médiateur pour la paix et Ombudsman, Burundi	Djeddah/Libreville/Bujumbura	1 012
541. Président de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples	Johannesburg/Kinshasa/Johannesburg	1 532
542. Ministre des affaires étrangères, Sao Tomé-et-Principe	Sao Tomé/Kigali/Sao Tomé	1 756
543. Ministre des affaires étrangères, Gabon	Libreville/Kigali/Libreville	1 200
544. Ministre des affaires étrangères, Congo	Brazzaville/Kigali/Brazzaville	1 754
545. Ministre des affaires étrangères, République centrafricaine	Bangui/Kigali/Bangui	2 705
546. Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères, République démocratique du Congo	Kinshasa/Kigali/Kinshasa	1 024

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
547. Secrétaire d'État du Ministère des affaires étrangères, Tchad	N'Djamena/Kigali/N'Djamena	2 145
548. Ministre des affaires étrangères, Cameroun	Yaoundé/Kigali/Yaoundé	1 284
549. Secrétaire Général de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale	Libreville/Bangui/Libreville	2 120
550. Ministre des affaires étrangères, République centrafricaine	Bangui /Brazzaville/Bangui	1 794
551. Ancien Ministre des postes et des nouvelles technologies de l'information et de la communication, Tchad	N'Djamena/Brazzaville/N'Djamena	2 408
Office des Nations Unies à Nairobi		
552. Directeur du programme « Démocratie et bonne gouvernance » de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs	Bujumbura/Nairobi/Doubaï/Newark/ Doubaï/Nairobi/Bujumbura	6 170
553. Ministre de la promotion de la femme, Congo	Brazzaville/Nairobi/Brazzaville	1 236
554. Membre du Groupe des Sages de l'Union africaine et ancien Vice-Président, Ouganda	Entebbe/Nairobi/Entebbe	802
555. Ministre du genre, de l'enfant et de la famille, République démocratique du Congo	Kinshasa/Nairobi/Kinshasa	1 899
556. Ancien Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour les établissements humains	Barcelone/Kuala Lumpur/Barcelone	4 120
557. Ministre du plan, de l'investissement et du développement économique, Somalie	Nairobi/Londres/Nairobi	2 042
Bureau des affaires spatiales		
558. Ancien astronaute de la NASA	Houston/Doubaï/Houston	3 094
Office des Nations Unies à Vienne		
559. Ministre de la justice, Guinée	Tripoli/Tunis/Tripoli	123
560. Ministre de la justice, Libye	Tripoli/Alger/Tripoli	275
561. Ancien astronaute de la NASA	Houston/Vienne	1 531
Total		1 569 485

Annexe V

Dérogations accordées pour voyages particulièrement fatigants (1^{er} juillet 2016-30 juin 2018)*

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences		
1. Conseiller principal, Bureau de la présidence de l'Assemblée générale	New York/Genève	6 100
2. Conseiller principal, Bureau de la présidence de l'Assemblée générale	New York/Paris	5 510
3. Conseiller principal, Bureau de la présidence de l'Assemblée générale	New York/Francfort	5 500
Ex-Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies		
4. Spécialiste de la gestion de l'information à l'ex-Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies	La Haye/New York	5 747
Département des opérations de maintien de la paix/Département de l'appui aux missions		
5. Assistant spécial du Secrétaire général adjoint, Département de l'appui aux missions	Katmandou/Islamabad	400
6. Chef du Bureau du Secrétaire général adjoint, Département de l'appui aux missions	Beyrouth/Nairobi	1 900
7. Fonctionnaire d'administration à la Division du Budget et des finances des missions, Département de l'appui aux missions	Beyrouth/Nairobi	1 900
8. Directeur de la Division du budget et des finances des missions, Département de l'appui aux missions	Beyrouth/Nairobi	1 900
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes		
9. Chef de la Division du développement de la production et des entreprises	Santiago/Bogotá/Santiago	883
Cabinet du Secrétaire général		
10. Assistant spécial de l'ancien Secrétaire général	New York/Genève/New York	2 000
11. Assistant spécial du Secrétaire général	New York/Brussels/New York	5 162
12. Assistant spécial du Secrétaire général	New York/Zurich/New York	3 859
13. Spécialiste des questions politiques (hors classe)	Washington/Genève	2 423
14. Chef de bureau, Cabinet du Vice-Secrétaire général	New York/Rome	6 519
15. Assistant spécial du Vice-Secrétaire général	New York/Rome	3 100
16. Spécialiste des questions politiques (hors classe)	New York/Paris/New York	2 423
17. Spécialiste des questions politiques (hors classe)	New York/Paris	6 299
18. Spécialiste des questions politiques (hors classe)	New York/La Haye	2 806
19. Assistant spécial du Secrétaire général	New York/Rome	4 766
20. Assistant spécial du Secrétaire général	New York/Genève	3 787
21. Assistant spécial du Secrétaire général	New York/Londres	4 450

* Dans le présent document, le masculin à valeur générique a été utilisé : il renvoie aussi bien aux femmes qu'aux hommes.

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
22. Porte-parole, Cabinet du Secrétaire général	New York/Londres	2 700
23. Assistant spécial du Secrétaire général	New York/Helsinki	3 677
Secrétariat du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit		
24. Professeur à l'Université nationale de Taiwan	Taipei/New York/Taipei	1 306
Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo		
25. Ancien Commandant adjoint de la force de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad	New York/Dar Es-Salaam/Entebbe/Kinshasa/New York	2 279
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme		
26. Fonctionnaire de l'information, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	Jakarta/Port Moresby	2 560
Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique		
27. Expert en consolidation de la paix et politiques économiques mondiales	New York/Abuja/New York	2 584
Office des Nations Unies à Nairobi		
28. Directrice du programme Understanding Violent Conflict du Conflict Prevention and Peace Forum	Newark/Addis-Abeba/Bruxelles/Newark	6 492
Total		99 032

Annexe VI

Voyages autorisés par le Président de l'Assemblée générale (1^{er} juillet 2016-30 juin 2018)*

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Première classe		
1. Président de la soixante-onzième session de l'Assemblée générale	New York/Doha/Abou Dhabi/Genève/Zurich/ New York	833
2. Président de la soixante-douzième session de l'Assemblée générale	New York/Bonn/New York	3 340
3. Président de la soixante-douzième session de l'Assemblée générale	New York/Séoul/New York	8 404
4. Président de la soixante-douzième session de l'Assemblée générale	New York/Munich/New York	4 387
5. Président de la soixante-douzième session de l'Assemblée générale	New York/Abou Dhabi/Koweït City/Doha/New York	16 758
6. Président de la soixante-douzième session de l'Assemblée générale	New York/Bangkok/Bratislava/Francfort/ New York	13 919
Total		47 641

* Dans le présent document, le masculin à valeur générique a été utilisé : il renvoie aussi bien aux femmes qu'aux hommes.

Annexe VII

Dérogations accordées au bénéfice du Programme des Nations Unies pour le développement (1^{er} juillet 2014-30 juin 2016)*

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Dérogations accordées pour voyages particulièrement fatigants		
1. Directeur adjoint du Bureau indépendant d'évaluation du Programme des Nations Unies pour le développement	New York/Paris/New York	706
2. Directeur de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement	Helsinki/New York/Helsinki	1 151
Dérogations accordées à de hautes personnalités		
3. Ancien Président du Kirghizistan	Bichkek/Istanbul/Bichkek	119
Dérogations accordées à des personnalités éminentes		
4. Reine de Jordanie	Londres/Doubaï/New York	9 190
5. Ambassadeur de bonne volonté du Programme des Nations Unies pour le développement	Copenhague/New York/Los Angeles	2 827
6. Membre du Groupe de l'Union africaine	Johannesburg/Accra/Johannesburg	947
7. Sous-Secrétaire de l'Office national de l'économie et du développement Philippines	Manille/Séoul/Manille	910
8. Ministre du Cabinet du Premier Ministre, Cambodge	Bangkok/Séoul/Bangkok	762
9. Professeur émérite et rédacteur en chef de la revue <i>Oxford Development Studies</i> , Université d'Oxford	Londres/New York/Londres	1 348
10. Ancien Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté	Mexico/New York/Mexico	1 609
11. Ancien Chef des opérations électorales de la Commission électorale indépendante, Afrique du Sud	Johannesburg/Nairobi/Johannesburg	1 091
12. Vice-Président de la Commission électorale indépendante, Afrique du Sud	Johannesburg/Nairobi/Johannesburg	1 091
13. Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le VIH/sida en Europe de l'Est et en Asie centrale	Genève/New York/Genève	4 709
14. Ministre de l'environnement, des forêts et des changements climatiques, Éthiopie	Addis-Abeba/Stockholm/Berlin	1 625
15. Ministre d'État pour la réforme administrative, Liban	Beyrouth/Amman/Beyrouth	250
16. Ministre et Président du Haut Comité de contrôle administratif et financier, Tunisie	Tunis/Amman/Tunis	350
17. Ancienne Ministre du tourisme et des antiquités, Jordanie	Amman/Le Caire/Amman	333
18. Ministre de l'Union, Myanmar	Yangon/Denpasar/Bali/Yangon	979
19. Président de la Commission du changement climatique et de la Commission des finances du Sénat, Philippines	Manille/Denpasar/Bali/Manille	1 146
20. Ministre des finances, Indonésie	Jakarta/Denpasar/Bali/Jakarta	243

* Dans le présent document, le masculin à valeur générique a été utilisé : il renvoie aussi bien aux femmes qu'aux hommes.

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
21. Ministre des ressources naturelles et de l'environnement, Malaisie	Kuala Lumpur/Denpasar/Bali/Manille	239
22. Secrétaire général et Chef du Comité de pilotage du Conseil des ministres, Iraq	Bagdad/Beyrouth/Bagdad	402
23. Ancien Ministre fédéral, Pakistan	Lahore/Vientiane/Lahore	1 056
24. Ancien Ministre de la planification, Népal	Katmandou/Vientiane/Katmandou	351
25. Ministre d'État pour la réforme administrative, Liban	Beyrouth/Amman/Beyrouth	870
26. Ministre de l'environnement, des forêts et des changements climatiques, Éthiopie	Addis-Abeba/Londres/Addis-Abeba	2 133
27. Ministre de l'aide sociale et de la réinstallation, Myanmar	Yangon/Luang/Phabang/Yangon	157
28. Ambassadeur du Honduras au Japon	Tokyo/Port of Spain/Tokyo	649
29. Professeur d'économétrie, Université de Genève	Genève/New York/Genève	4 679
30. Vice-Ministre du commerce, Myanmar	Yangon/Guangzhou/Yangon	714
31. Ministre d'État des finances, Bangladesh	Dacca/Guangzhou/Dacca	670
32. Responsable des investissements et Vice-Président de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, Chine	Beijing/Guangzhou/Beijing	620
33. Vice-Secrétaire général de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est, Philippines	Miami/Guangzhou/Manille	352
34. Vice-Ministre des finances, Malaisie	Kuala Lumpur/Guangzhou/Kuala Lumpur	286
35. Présentateur principal de Univision News, États-Unis d'Amérique	Miami/Santiago/Miami	4 482
36. Vice-Présidente du Conseil de l'Assemblée nationale, Bélarus	Minsk/Berlin/Minsk	239
37. Ministre de la jeunesse, Rwanda	Kigali/Addis-Abeba/Kigali	1 245
38. Gouverneur de la région du Hadjer-Lamis, Tchad	N'Djamena/Maiduguri/N'Djamena	1 072
39. Gouverneur de la région du Lac, Tchad	N'Djamena/Maiduguri/N'Djamena	1 072
40. Ministre de la fonction publique et de la réforme administrative, Niger	Niamey/Marrakech/Niamey	1 363
41. Ministre de l'administration des services publics et de la fonction publique, Cameroun	Yaoundé/Marrakech/Yaoundé	2 457
42. Ministre du travail, de la fonction publique et de la réforme de l'État chargée des relations avec les institutions, Mali	Sénou/Marrakech/Sénou	1 212
43. Ministre du travail, de la fonction publique et des affaires sociales, Bénin	Cotonou/Marrakech/Cotonou	978
44. Épouse de l'ambassadeur de bonne volonté du Programme des Nations Unies pour le développement	Copenhague/Nice/Copenhague	459
45. Ambassadeur de bonne volonté du Programme des Nations Unies pour le développement	Copenhague/Nice/Copenhague	459
46. Ministre des affaires étrangères, de la coopération, de la francophonie et de l'intégration régionale, Gabon	Bruxelles/Berlin/Oslo/Paris	337
Dérogations accordées faute de place dans la classe normalement prévue		
47. Secrétaire exécutive du Fonds d'équipement des Nations Unies	Paris/Stockholm	192
Total		60 131

Annexe VIII

Dérogations accordées au bénéfice du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, 1^{er} juillet 2016-30 juin 2018*

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Dérogations accordées pour voyages particulièrement fatigants		
1. Président de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne	Sao Paolo/Newark/Sao Paolo	1 459
2. Consultant, Administrateur chargé des partenariats publics	New York/Séoul/New York	3 580
3. Conseiller principal à la Bill and Melinda Gates Foundation	Newark/Budapest/Newark	3 223
4. Conseiller principal à la Bill and Melinda Gates Foundation	New York/Munich/New York	2 138
5. Associé gérant de la Patagonian Fruit Farm	Buenos Aires/Genève/Copenhague	2 750
6. Ancien Directeur de la Division des politiques de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes)	Chennai/New York/Chennai	2 407
Dérogations accordées pour des raisons médicales		
7. Fonctionnaire du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	Bangladesh/Ottawa/Bangkok	3 431
8. Trésorier, Directeur adjoint de la trésorerie et du financement structuré	New York/Genève/New York	2 971
Dérogations accordées à des personnalités éminentes		
9. Ancien Directeur général adjoint de l'UNICEF et membre du Comité directeur du Groupe du fonds d'affectation spéciale destiné à mettre fin à la violence contre les enfants (Fund to End Violence Against Children)	Singapour/New York/Singapour	3 666
10. Président du Comité consultatif pour les questions d'audit de l'UNICEF	Rome/New York/Rome	2 249
11. Ancien Directeur général adjoint de l'UNICEF et membre du Comité directeur du Groupe du fonds d'affectation spéciale destiné à mettre fin à la violence contre les enfants (Fund to End Violence Against Children)	Bangkok/New York/Bangkok	2 651
12. Ancien Rapporteur spécial des Nations Unies, Président exécutif d'Assainissement et eau pour tous	Lisbonne/Amsterdam/Singapour/ Brisbane/Sydney/Manille/Doubaï/ Lisbonne	7 052
13. Ambassadeur de bonne volonté de l'UNICEF	Los Angeles/New York/Los Angeles	2 459
14. Fille de l'ambassadeur de bonne volonté de l'UNICEF	Los Angeles/New York/Los Angeles	2 459
15. Ambassadeur de bonne volonté de l'UNICEF	Los Angeles/New York/Los Angeles	2 255
16. Juriste et universitaire, Sri Lanka	Colombo/Wasua/Colombo	3 430
17. Coprésident de Know Violence in Childhood	New Delhi/New York/New Delhi	2 864

* Dans le présent document, le masculin à valeur générique a été utilisé : il renvoie aussi bien aux femmes qu'aux hommes.

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
18. Ambassadeur de bonne volonté de l'UNICEF	San Francisco/New York/Paris	4 732
19. Ambassadeur de bonne volonté de l'UNICEF	Londres/New York/Londres	8 235
20. Ancien Rapporteur spécial des Nations Unies, Président exécutif d'Assainissement et eau pour tous	Lisbonne/Washington/Lisbonne	1 999
21. Administrateur du Programme élargi de vaccination	Dar es-Salaam/New York/ Dar es-Salaam	3 931
22. Directeur de la surveillance, de la quarantaine et de l'épidémiologie au Ministère de la santé, Indonésie	Jakarta/New York/Jakarta	2 769
23. Ancien Directeur général adjoint de l'UNICEF et membre du Comité directeur du Groupe du fonds d'affectation spéciale destiné à mettre fin à la violence contre les enfants (Fund to End Violence Against Children)	Bangkok/Dublin/Bangkok	3 023
24. Président du Comité consultatif pour les questions d'audit de l'UNICEF	Gaborone/New York/Gaborone	4 884
25. Ancien Rapporteur spécial des Nations Unies, Président exécutif d'Assainissement et eau pour tous	Lisbonne/New York/Lisbonne	1 649
26. Vice-Président du Comité consultatif pour les questions d'audit de l'UNICEF	Mumbai/New York/Mumbai	3 011
27. Actrice célèbre	Madrid/New York/Madrid	3 039
28. Mère de l'actrice célèbre	Madrid/New York/Madrid	3 039
29. Ancien Rapporteur spécial des Nations Unies, Président exécutif d'Assainissement et eau pour tous	Lisbonne/Maputo/Lisbonne	4 691
30. Chanteur-compositeur-interprète célèbre	Los Angeles/New York/Los Angeles	1 880
31. Mère du chanteur-compositeur-interprète célèbre	Los Angeles/New York/Los Angeles	1 880
32. Chanteur-compositeur-interprète célèbre	Los Angeles/New York/Los Angeles	1 880
33. Actrice, chanteuse et danseuse célèbre	Los Angeles/New York/Cleveland	1 667
34. Mère de l'actrice, chanteuse et danseuse célèbre	Los Angeles/New York/Cleveland	2 289
35. Ancien Rapporteur spécial des Nations Unies, Président exécutif d'Assainissement et eau pour tous	Lisbonne/Brasilia/São Paulo/Lisbonne	4 800
36. Ancien Rapporteur spécial des Nations Unies, Président exécutif d'Assainissement et eau pour tous	Lisbonne/Lusaka/Genève/Lisbonne	5 421
37. Ancien Rapporteur spécial des Nations Unies, Président exécutif d'Assainissement et eau pour tous	Lisbonne/Bangkok/Lisbonne	3 452
Total		119 315

Annexe IX

Dérogations accordées au bénéfice du Fonds des Nations Unies pour la population (1^{er} juillet 2016-30 juin 2018)*

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Dérogations accordées pour voyages particulièrement fatigants		
1. Député au Parlement du Kazakhstan	Astana/Minsk/Astana	222
2. Chef de cabinet au siège du Fonds des Nations Unies pour la population	New York/Stockholm/New York	2 323
Dérogations accordées faute de place dans la classe normalement prévue		
3. Partenaire stratégique des ressources humaines	Le Caire/Koweït	102
4. Directeur régional adjoint	Yogyakarta	187
5. Formateur francophone pour les directives relatives à la violence fondée sur le genre	Cyangugu/Kigali	16
Dérogations accordées à de hautes personnalités		
6. Ancien Premier Ministre de Haïti	Genève/New York/Genève	1 306
Dérogations accordées à des personnalités éminentes		
7. Ministre de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, Mali	Bamako/Genève/Bamako	1 605
8. Ministre de la jeunesse, Mali	Bamako/Conakry/Bamako	277
9. Ministre de la promotion de la jeunesse, Côte d'Ivoire	Abidjan/Conakry/Ouagadougou	761
10. Ministre de la jeunesse, Burkina Faso	Ouagadougou/Bamako/Ouagadougou	200
11. Administrateur de Global Business Coalition Health	New York/Londres/New York	4 630
12. Ministre de la jeunesse, Mali	Bamako/Abidjan/Bamako	540
13. Membre du Comité consultatif pour les questions d'audit	Washington/New York/Londres	3 997
14. Directrice exécutive de la Fondation Mo Ibrahim	Abidjan/Le Cap/Abidjan	4 556
15. Membre du Comité consultatif pour les questions d'audit	Londres/New York/Londres	6 655
16. Membre du Comité consultatif pour les questions d'audit	Londres/New York/Londres	6 441
Total		33 817

* Dans le présent document, le masculin à valeur générique a été utilisé : il renvoie aussi bien aux femmes qu'aux hommes.

Annexe X

Dérogations accordées au bénéfice de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (1^{er} juillet 2016-30 juin 2018)*

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Dérogations accordées pour raisons médicales		
1. Membre du Parlement et du National Council of Women, Égypte	Le Caire/Addis-Abeba/Le Caire	1 125
2. Membre du Parlement et du National Council of Women, Égypte	Le Caire/New York	1 153
Dérogations accordées faute de place dans la classe normalement prévue		
3. Directeur régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes)	Panama/Bogota/Barbade/Port of Spain/Kingston/Manley	210
Dérogations accordées pour voyages particulièrement fatigants		
4. Conseiller en relations avec les médias et communications	New York/Bangkok	2 978
Dérogations accordées à de hautes personnalités		
5. Ancien Président de la République centrafricaine	Bangui/Addis-Abeba	1 249
6. Ancien Premier Ministre du Mozambique	Maputo/Johannesburg/New York	2 476
7. Ancien Président de la République centrafricaine	Casablanca/New York	2 233
Dérogations accordées à des personnalités éminentes		
8. Défenseuse des droits des femmes et épouse du Président de la région autonome de Bougainville, Papouasie-Nouvelle-Guinée	Buka/Port Moresby	25
9. Conseiller indépendant en développement, Pakistan	Lahore/Doubaï/San José	2 669
10. Ancien Représentant permanent de la Nouvelle-Zélande auprès de l'Organisation des Nations Unies	Honolulu/Genève	3 068
11. Gouverneur du District de la capitale nationale, Papouasie-Nouvelle-Guinée	Port Moresby/Nadi/Los Angeles/Mexico/Quito	2 317
12. Ancien Commissaire chargé de la lutte contre la discrimination sexuelle du Gouvernement australien	Sydney/Zurich	5 396
13. Secrétaire général de la Commission nationale jordanienne pour les femmes	Amman/Istanbul/Helsinki	911
14. Président exécutif de AllAfrica Global Media, Éthiopie	Addis-Abeba/Nairobi/Antananarivo	1 104
15. Conseiller indépendant en développement, Pakistan	Islamabad/Londres/Lahore	2 134
16. Professeur à l'Institut de recherche économique	Mexico/Amsterdam/Doubaï	4 956
17. Conseiller spécial au Fonds monétaire international	Washington/Doubaï	7 936
18. Chef des initiatives en matière d'emploi et d'égalité femmes-hommes du Forum économique mondial	Genève/Doubaï	4 913
19. Président-Directeur général d'IKEA, Suisse	Zurich/Doubaï	4 540
20. Conseiller indépendant en développement, Pakistan	Lahore/Doubaï	1 454

* Dans le présent document, le masculin à valeur générique a été utilisé : il renvoie aussi bien aux femmes qu'aux hommes.

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
21. Présidente de Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing	Delhi/Doubaï	909
22. Président exécutif de AllAfrica Global Media, Éthiopie	Addis-Abeba/Doubaï	777
23. Ministre du Gouvernement, Costa Rica	San José/Doubaï	2 148
24. Conseillère spéciale pour les femmes, les filles et la technologie chez Mozilla	San Francisco/Toronto/Doubaï	3 521
25. Actrice et militante pour l'égalité des salaires	Los Angeles/Washington/ New York	1 990
26. Attaché de relations publiques de l'actrice et militante pour l'égalité des salaires	Los Angeles/Washington/ New York	1 990
27. Président-Directeur général d'IKEA, Suisse	Zurich/New York	6 535
28. Secrétaire générale de la Commission nationale jordanienne pour les femmes	Amman/New York	2 994
29. Ministre du développement social, Jordanie	Amman/New York	4 664
30. Président exécutif de AllAfrica Global Media, Éthiopie	Addis-Abeba/New York	4 185
31. Ministre du Gouvernement, Costa Rica	San José/New York	679
32. Directrice exécutive de Oxfam International	Londres/New York	5 888
33. Conseiller indépendant en développement, Pakistan	Lahore/New York	3 399
34. Ministre de l'hydraulique et de l'assainissement, Niger	Niamey/Casablanca/New York	2 373
35. Fondatrice du Fonds de développement pour la femme africaine, Nigéria	Lagos/Istanbul/New York	3 140
36. Membre de la Commission nationale pour les femmes, Inde	Delhi/San Francisco/Mexico	3 038
37. Président de la commune de Rabat, Maroc	Casablanca/Madrid/Mexico	4 773
38. Sénateur du Congrès du Rwanda	Kigali/Washington	2 163
39. Président(e) du Tribunal de haut risque, Guatemala	Guatemala/Washington	574
40. Présidente du Réseau des femmes africaines pour la prévention des conflits et la médiation, Union africaine	Kampala/Addis-Abeba	773
41. Ministre de la condition féminine, Indonésie	Jakarta/Doubaï/Kaboul	4 128
42. Secrétaire générale de la Commission nationale jordanienne pour les femmes	Amman/Londres/New York	463
43. Envoyée spéciale du Président de l'Union africaine sur les femmes et la paix et la sécurité	Genève/New York	6 671
44. Ministre de l'égalité des genres, du développement de l'enfant et du bien-être familial, Maurice	Maurice/Johannesburg/New York	6 006
45. Ministre de la condition féminine, de l'égalité des genres et du développement local, Zimbabwe	Harare/Johannesburg/New York	5 254
46. Ministre de la femme, de la solidarité nationale et de la famille, Burkina Faso	Ouagadougou/Paris/New York	3 856
47. Directrice pour les femmes, le genre et le développement à la Commission de l'Union africaine	Addis-Abeba/Doubaï/New York	1 771
48. Présidente de la Commission des droits de l'homme, Tunisie	Tunis/Paris/New York	1 507
49. Ancien Vice-Président du Zimbabwe	Johannesburg/New York	6 158
50. Ancien Ministre de la République démocratique du Congo	Kinshasa/Bruxelles/New York	3 760

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
51. Ancienne Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé	Alger/Paris/New York	1 600
52. Secrétaire générale de la Commission nationale jordanienne pour les femmes	Amman/New York	2 740
53. Ministre des femmes, de la famille et des enfants, Tunisie	Tunis/Francfort/Helsinki/Munich	650
54. Fondatrice et Présidente-Directrice générale de Unicul International	Tokyo/Delhi	5 939
55. Professeur invité de l'Université Kwanseï Gakuin, Japon	Tokyo/Delhi	3 841
56. Ministre du développement social, Égypte	Amman/New York	3 380
57. Ministre de la santé, Comores	Comores/New York	5 310
58. Administratrice de Plaidoyer pour les femmes en Afrique (AWA)	Dar es-Salaam/Zurich/New York	4 582
59. Directrice de la Wahid Foundation	Jakarta/New York	6 356
60. Présidente du National Council of Women, Égypte	Le Caire/New York	963
61. Ministre de la condition féminine, Afghanistan	Kaboul/Istanbul/New York	1 550
62. Ministre de la condition féminine, Afghanistan	Kaboul/Doubaï/Bangkok	3 030
63. Présidente du National Council of Women, Égypte	Addis-Abeba/Le Caire	1 052
64. Secrétaire générale de la Commission nationale jordanienne pour les femmes	Amman/Londres/New York	2 677
65. Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences	Zagreb/Amsterdam/La Haye	267
66. Membre fondateur du Réseau des femmes d'influence en Afrique	Sénégal/Namibie/Dar es-Salaam/Dakar	1 478
Total		194 350

Annexe XI

Déroations accordées au bénéfice du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (1^{er} juillet 2016-30 juin 2018)*

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Déroations accordées pour voyages particulièrement fatigants		
1. Conseiller principal à la sécurité sur le terrain	Genève/Almaty/Doushanbé/Genève	603
2. Fonctionnaire principal aux relations extérieures	Genève/Nairobi/Genève	1 249
3. Volontaire du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)	Genève/Kigali/Genève	2 864
3. Volontaire du HCR	Genève/Kigali/Genève	978
5. Spécialiste de la protection	Genève/Luanda/Genève/Luanda/Dundo/ Luanda	1 310
Déroations accordées à des personnalités éminentes		
8. Ministre du Gouvernement, Ouganda	Entebbe/Genève/Entebbe	1 589
6. Princesse de Jordanie, membre du Groupe consultatif du HCR pour l'égalité des genres	New York/Kigali/New York	3 996
7. Princesse de Jordanie, membre du Groupe consultatif du HCR pour l'égalité des genres	New York/Genève/Nairobi/Djouba/ Nairobi/New York	6 947
9. Seconde Vice-Présidente du Costa Rica	San José/Genève/San José	3 647
Total		23 183

* Dans le présent document, le masculin à valeur générique a été utilisé : il renvoie aussi bien aux femmes qu'aux hommes.

Annexe XII

Dérogations accordées au bénéfice du Programme des Nations Unies pour l'environnement (1^{er} juillet 2016-30 juin 2018)*

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Première classe		
Dérogation accordée à une haute personnalité		
1. Président, Trinité-et-Tobago	Port of Spain/Nairobi/Port of Spain	15 188
Classe affaires		
Dérogation accordée pour raisons médicales		
2. Consultant	Paris/Manille/Paris	2 544
Dérogation accordée pour voyages particulièrement fatigants		
3. Responsable des Partenariats public-privé, Forum économique mondial	Genève/Nairobi/Genève	4 452
Dérogations accordées à de hautes personnalités		
4. Président, Guyana	Georgetown/Nairobi/Georgetown	11 541
5. Premier Ministre, France	Paris/Nairobi/Paris	6 147
Dérogations accordées à des personnalités éminentes		
6. Ambassadeur de l'Uruguay en Chine et Président du Comité de négociation intergouvernemental	Beijing/Johannesburg/Livingstone/Johannesburg/Hong Kong/Beijing	4 034
7. Coprésident du Groupe international d'experts sur les ressources du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	Bruxelles/Singapour/Bruxelles	2 200
8. Coprésident du Groupe international d'experts sur les ressources du PNUE	Bruxelles/New York/Bruxelles	863
9. Ancien Directeur exécutif adjoint de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et ancien Secrétaire d'État au Ministère fédéral de la protection des consommateurs, de l'alimentation et de l'agriculture, Allemagne	Paris/Honolulu/Paris	2 122
10. Ambassadeur de bonne volonté du PNUE	Genève/Nairobi/Genève	5 064
11. Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement et Ministre du gouvernement, Costa Rica	San José/Miami/Doha/Nairobi/Miami/San José	8 787
12. Ministre de l'environnement et des ressources naturelles, Philippines	Manille/Nairobi/Manille	3 600
13. Vice-Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement	Bagdad/Doha/Nairobi/Doha/Bagdad	4 850
14. Fondateur et Président de Development Alternatives et ancien Coprésident du Groupe international d'experts sur les ressources du PNUE	New Delhi/Paris/New Delhi	1 490

* Dans le présent document, le masculin à valeur générique a été utilisé : il renvoie aussi bien aux femmes qu'aux hommes.

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
15. Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement et Ministre du gouvernement, Costa Rica	Amsterdam/Copenhague /Londres/ Miami/San José	4 097
16. Ancien Directeur exécutif adjoint de la FAO et ancien Secrétaire d'État au Ministère fédéral de la protection des consommateurs, de l'alimentation et de l'agriculture, Allemagne	Berlin/Londres/Miami/Cancún/Miami/ Londres/Berlin	4 769
17. Ministre de l'environnement, Pérou	Lima/Berlin/Lima	1 977
18. Ministre de l'environnement, de l'économie verte et du changement climatique, Burkina Faso	Ouagadougou/Berlin/Ouagadougou	1 894
19. Ministère de l'environnement et du développement durable, Sénégal	Dakar/Berlin/Dakar	1 632
20. Coprésident du Groupe international d'experts sur les ressources du PNUE	Ljubljana/Francfort/Dallas/Minneapolis/ Londres/Bruxelles	5 640
21. Ambassadeur de bonne volonté du PNUE	São Paulo/Johannesburg/Nairobi/ Istanbul/Genève	5 657
22. Ministre de l'environnement et de l'assainissement, Barbade	Bridgetown/Miami/Londres/Miami/ Bridgetown	4 658
23. Ministre du travail, du développement des ressources humaines et de la sécurité sociale, Barbade	Barbados/Londres/Barbados	4 658
24. Ministre du travail et des relations professionnelles, Ghana	Accra/Berlin/Accra	3 100
25. Ancien Directeur exécutif adjoint de la FAO et ancien Secrétaire d'État au Ministère fédéral de la protection des consommateurs, de l'alimentation et de l'agriculture, Allemagne	Berlin/Minneapolis/Toronto/Berlin	2 211
26. Président du Conseil consultatif international pour la justice environnementale et juge à la Cour suprême du Brésil	Brasilia/Nairobi/Brasilia	4 767
27. Ministre de l'environnement et des ressources naturelles, Philippines	Manille/Bangkok/Manille	461
28. Ambassadeur de bonne volonté du PNUE	Mumbai/Bruxelles/Genève/Mumbai	2 639
29. Ministre de l'environnement, des eaux et forêts, Guinée	Conakry/Genève/Conakry	2 148
30. Ministre de l'environnement, de l'eau et de la pêche, Tchad	N'Djamena/Genève/N'Djamena	2 950
31. Ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Uruguay	Montevideo/Genève/Montevideo	5 000
32. Ministre du tourisme et de l'environnement, Eswatini	Manzini/Genève/Manzini	3 304
33. Ministre de la protection de la nature, Arménie	Erevan /Genève/Erevan	1 246
34. Ministre de l'environnement, de l'écologie et des forêts, Madagascar	Antananarivo/Genève/Antananarivo	4 423
35. Ministre de l'éducation, de l'innovation et du développement durable, Sainte- Lucie	Vieux Fort/Genève/Vieux Fort	2 764
36. Ministre de l'environnement et des ressources naturelles, Guatemala	Guatemala/Genève/Guatemala	4 436
37. Ministre de l'eau et de l'environnement, Yémen	Le Caire/Genève/Le Caire	1 409

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
38. Ministre de l'environnement et du tourisme, Namibie	Windhoek/Genève/Windhoek	3 500
39. Ministre de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, Myanmar	Nay Pyi Taw/Genève/Nay Pyi Taw	4 022
40. Ministre de l'environnement, des changements climatiques et des ressources naturelles, Gambie	Banjul/Genève/Banjul	2 123
41. Ministre des ressources naturelles et de l'environnement, Palaos	Palaos/Genève/Palaos	5 890
42. Ministre de l'environnement et des ressources naturelles, Philippines	Manille/Genève/Manille	3 256
43. Ministre d'État, Ministère de l'environnement, des forêts et des changements climatiques, Éthiopie	Addis-Abeba /Genève/Addis-Abeba	2 272
44. Ministre de l'économie forestière, de la pêche et de l'environnement, Gabon	Libreville/Genève/Libreville	2 560
45. Ministre de l'environnement, Pérou	Lima/Genève/Lima	2 890
46. Ancien Coprésident du Groupe international d'experts sur les ressources du PNUE	New Delhi/Bangkok/New Delhi	797
47. Ministre de l'environnement et des ressources naturelles, Philippines	Manille/Bangkok/Manille	794
48. Ministre de l'environnement et de la protection de la nature, Cameroun	Yaoundé/Genève/Yaoundé	2 111
49. Ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de l'environnement, Djibouti	Djibouti/Genève/Djibouti	1 469
50. Ministre de l'environnement, Cambodge	Phnom Penh/Genève/Phnom Penh	1 390
51. Ministre de l'agriculture, Saint-Kitts-et-Nevis	Basseterre/Genève/Basseterre	1 856
52. Ministre du tourisme, de l'environnement et de la culture, Lesotho	Maseru/Genève/Maseru	1 602
53. Ministre de l'environnement, Jordanie	Amman/Genève/Amman	1 600
54. Ministre de l'environnement, de la science et de la technologie, Ghana	Accra/Genève/Accra	1 280
55. Ministre de l'environnement, Brésil	Brasilia/Genève/Brasilia	1 661
56. Ministre de l'environnement, des terres et de l'agriculture, Kiribati	Bairiki/Genève/Bairiki	8 200
57. Ministre de l'environnement, Nigéria	Abuja/Genève/Abuja	2 973
58. Ministre du développement hydraulique et sanitaire et de la protection de l'environnement, Zambie	Lusaka/Genève/Lusaka	3 732
59. Ministre du développement hydraulique et sanitaire et de la protection de l'environnement, Colombie	Bogota/Genève/Bogota	2 356
60. Représentant permanent du Pakistan auprès du Programme des Nations Unies pour l'environnement et Vice-Président du Bureau du Comité des représentants permanents	Nairobi/Bangkok/Nairobi	2 670
61. Ministre de l'eau et de l'environnement, Ouganda	Entebbe/Genève/Entebbe	2 401
62. Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement et Ministre du gouvernement, Costa Rica	San José/New York/San José	2 450

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
63. Ministre de l'environnement et de la pêche, Tchad	N'Djamena/Genève/N'Djamena	1 050
64. Ministre d'État chargé de l'environnement et de l'énergie, Maldives	Malé/Genève/Malé	1 968
65. Ministre de l'environnement, de l'économie verte et du changement climatique, Burkina Faso	Ouagadougou/Genève/Ouagadougou	2 173
66. Ancien Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement et ancien Ministre, Mongolie	Oulan-Bator/Osaka/Oulan-Bator	1 893
67. Ministre de l'environnement, Égypte	Le Caire/Osaka/Le Caire	4 385
68. Ministre de l'environnement et des ressources naturelles, Népal	Katmandou/Genève/Katmandou	930
69. Ambassadeur de bonne volonté du PNUE	Denpasar/Manille/Denpasar	2 931
70. Ministre de l'environnement, de la préservation des ressources naturelles et du tourisme, Botswana	Gaborone/Genève/Gaborone	1 307
71. Parlementaire, Inde	New Delhi/Osaka/New Delhi	2 024
72. Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement et Ministre du gouvernement, Costa Rica	San José/Genève/San José	2 925
73. Ancien Directeur exécutif adjoint de la FAO et ancien Secrétaire d'État au Ministère fédéral de la protection des consommateurs, de l'alimentation et de l'agriculture, Allemagne	Berlin/Toronto/Berlin	3 290
74. Membre du Comité exécutif du Forum économique mondial	Genève/Nairobi/Genève	4 452
75. Coprésident du Groupe international d'experts sur les ressources du PNUE	Ljubljana/Lima/Bruxelles	5 764
76. Ministre, Trinité-et-Tobago	Port of Spain/Nairobi/Port of Spain	6 248
77. Ministre de l'environnement et des ressources naturelles, Philippines	Manille/Nairobi/Manille	1 745
78. Vice-Premier Ministre, Samoa	Melbourne/Nairobi/Apia	4 050
79. Chanteur-compositeur-interprète célèbre et ambassadeur de bonne volonté du PNUE	Londres/Nairobi/Londres	3 235
80. Membre du Groupe international d'experts sur les ressources du PNUE	Amsterdam/Lima/Amsterdam	6 091
81. Astronaute, Inde	Coimbatore/Nairobi/Coimbatore	2 720
82. Coprésident du Groupe international d'experts sur les ressources du PNUE	Brasilia/Lima/Brasilia	2 700
83. Président du groupe de travail d'experts économiques de l'organisme national de statistique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Londres/Washington/Londres	3 617
84. Haut conseiller au Ministère de l'environnement, Jordanie	Amman/Washington/Amman	2 007
85. Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement et Ministre du gouvernement, Costa Rica	San José/Nairobi/San José	7 428
86. Réalisateur des documentaires « Chasing Ice » et « Chasing Coral »	San Francisco/Nairobi/Denver	7 961

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
87. Astronaute, NASA, États-Unis d'Amérique	Indianapolis/Nairobi/Houston	8 050
88. Ambassadeur de bonne volonté du PNUE	Mumbai/Nairobi/Mumbai	2 100
89. Coprésident du Groupe international d'experts sur les ressources du PNUE	Bruxelles/Nairobi/Bruxelles	5 416
90. Coprésident du Groupe international d'experts sur les ressources du PNUE	Rio de Janeiro/Nairobi/Rio de Janeiro	6 416
91. Fondateur de la Bianca Jagger Human Rights Foundation	Londres/Genève/Londres	360
92. Envoyé spécial du Président de la Commission de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité	Genève/Doubaï/Nairobi/ Le Caire/Genève	4 816
93. Ministre de l'agriculture, du développement rural et maritime, de la gestion des catastrophes naturelles et des services météorologiques, Fidji	Nadi/Abou Dhabi	3 970
94. Ambassadeur de bonne volonté du PNUE	Mumbai/Bangkok/Mumbai	490
95. Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement et Ministre du gouvernement, Estonie	Tallin/Nairobi/Tallin	5 095
96. Membre du Groupe international d'experts sur les ressources du PNUE	Amsterdam/Shenzhen/Amsterdam	2 429
97. Coprésident du Groupe international d'experts sur les ressources du PNUE	Brasilia/Shenzhen/Brasilia	3 207
98. Coprésident du Groupe international d'experts sur les ressources du PNUE	Bruxelles/Shenzhen/Bruxelles	2 334
99. Ambassadeur de bonne volonté du PNUE	Londres/Vijayawada/Londres	2 549
100. Ancien Secrétaire d'État au Ministère fédéral de la protection des consommateurs, de l'alimentation et de l'agriculture, Allemagne	Berlin/New Delhi/Berlin	1 558
101. Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement	Tallin/New York/Tallin	4 299
102. Journaliste de télévision et auteur célèbre	Londres/Mumbai/Londres	2 800
103. Juge président à la Cour de l'environnement et des terres, Kenya	Nairobi/Beijing/Nairobi	2 361
104. Juge de la Cour suprême, Ghana	Accra/Beijing/Accra	3 606
105. Vice-Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement	Bridgetown/Nairobi/Bridgetown	7 412
106. Vice-Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement	Addis-Abeba /Nairobi/Addis-Abeba	2 336
107. Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement	San José/Paris/Berlin/Paris/Panama/ San José	3 721
108. Ancien Ministre des communications, Nigéria	Lagos/Genève/Lagos	3 383
109. Ministre de l'environnement et du développement durable, Mauritanie	Nouakchott/Genève/Nouakchott	3 009
110. Ministre de l'environnement et des forêts, Soudan du Sud	Djoubba/Genève/Djoubba	2 600
111. Ministre de l'éducation, des sciences et de la technologie, Malawi	Lilongwe/Genève/Lilongwe	2 500
112. Ministre de la santé et de l'environnement, Côte d'Ivoire	Abidjan/Genève/Abidjan	2 500

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
113. Ministre de l'eau et de l'environnement, Ouganda	Kampala/Genève/Kampala	2 110
114. Ministre de l'environnement, Mali	Sénou/Genève/Sénou	2 070
115. Ministre du cadre de vie et du développement durable, Bénin	Benghazi/Genève/Benghazi	2 020
116. Secrétaire d'État au ministère de l'énergie, des mines et du développement durable, Maroc	Casablanca/Genève/Casablanca	1 500
117. Vice-Président du Conseil des ministres et Ministre du commerce extérieur et des relations économiques, Bosnie-Herzégovine	Sarajevo/Genève/Sarajevo	700
Total		395 188

Annexe XIII

Dérogations accordées au bénéfice du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (1^{er} juillet 2016-30 juin 2018)*

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.U.)</i>
Classe affaires		
Dérogations accordées pour raisons médicales		
1. Président de World Enabled	San Francisco/Kuala Lumpur/Vienne	1 500
2. Accompagnateur du Président de World Enabled	San Francisco/Kuala Lumpur/Vienne	1 500
Dérogations accordées à des personnalités éminentes		
3. Ministre pour la planification, Liban	Beyrouth/Istanbul/Paris/Istanbul/Beyrouth	1 191
4. Journaliste célèbre et personnalité de la télévision	Nairobi/Kuala Lumpur/Nairobi	4 120
5. Ancien Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour les établissements humains	Barcelone/Kuala Lumpur/Barcelone	4 120
6. Journaliste célèbre et personnalité de la télévision	Nairobi/Kuala Lumpur/Nairobi	2 200
Total		14 631

* Dans le présent document, le masculin à valeur générique a été utilisé : il renvoie aussi bien aux femmes qu'aux hommes.

Annexe XIV

Dérogations accordées au bénéfice de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (1^{er} juillet 2016-30 juin 2018)*

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Dérogations accordées faute de place dans la classe normalement prévue		
1. Coordonnateur de programme à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUSUD), Global eLearning team (équipe du programme mondial d'apprentissage en ligne)	Jérusalem/Amman/Le Caire/Charm el-Cheikh/Le Caire/Amman/Jérusalem	109
2. Administrateur en charge de l'information et du développement des projets au Bureau de programme de l'ONUSUD à Jérusalem-Est	Jérusalem/Amman/Le Caire/Charm el-Cheikh/Le Caire/Amman/Jérusalem	109
3. Responsable des projets nationaux au Bureau de programme de l'ONUSUD à Jérusalem-Est	Jérusalem/Amman/Le Caire/Charm el-Cheikh/Le Caire/Amman/Jérusalem	109
4. Représentant régional pour l'Asie centrale	Tachkent/Bichkek/Almaty/Tachkent	47
Dérogation accordée à une haute personnalité		
5. Premier Ministre, Madagascar	Madagascar/Sri Lanka/Madagascar	1 188
Dérogations accordées à des personnalités éminentes		
6. Ministre de l'intérieur, de l'information et de la décentralisation, Comores	Comores/Sri Lanka/Comores	2 290
7. Ministre fédéral de l'intérieur et du contrôle des stupéfiants, Pakistan	Pakistan/Sri Lanka/Pakistan	2 414
8. Ministre du gouvernement, Afghanistan	Kaboul/Douchanbé /Kaboul	870
9. Vice-Ministre de l'intérieur, Mozambique	Mozambique/Sri Lanka/Mozambique	944
10. Ancien ambassadeur de bonne volonté de l'ONUSUD	Milan/Amsterdam/Lima/La Paz/Lima/Amsterdam/Milan	6 114
11. Ministre de l'intérieur, Bangladesh	Dacca/Sri Lanka	2 964
12. Ministre de l'intérieur, République-Unie de Tanzanie	République-Unie de Tanzanie/Sri Lanka	1 724
13. Ancien ambassadeur de bonne volonté de l'ONUSUD	Milan/Amsterdam/Lima/La Paz/Lima/Amsterdam/Milan	3 136
14. Ministre de la lutte contre les stupéfiants, Afghanistan	Kaboul/Doubai/Téhéran/Kaboul	361
15. Ministre de la lutte contre les stupéfiants, Afghanistan	Kaboul/Doubai/Kaboul	1 420
16. Juge doyen itinérant de la juridiction d'equity de la Cour royale de Justice, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Londres/Seychelles /Londres	3 160
17. Ministre de la justice, Niger	Niamey/Paris/Vienne/Paris/Niamey	1 954

* Dans le présent document, le masculin à valeur générique a été utilisé : il renvoie aussi bien aux femmes qu'aux hommes.

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
18. Ministre de l'intérieur, Seychelles	Seychelles/Sri Lanka/Seychelles	257
19. Vice-Ministre de l'intérieur, Maldives	Maldives/Sri Lanka/Maldives	375
20. Ministre de la justice, Niger	Niamey/Paris/Vienne/Paris/Niamey	2 440
21. Ministre de la lutte contre les stupéfiants, Afghanistan	Kaboul/Doubai/Achgabat /Doubai/Kaboul	1 865
22. Chef de cabinet du Premier Ministre, Sri Lanka	Colombo/Vienne/Colombo	1 847
23. Vice-Ministre de l'intérieur, Mozambique	Mozambique/Vienne/Mozambique	2 283
24. Ministre de la lutte contre les stupéfiants, Afghanistan	Kaboul/Zagreb/Kaboul	940
Total		38 920

Annexe XV

**Déroations accordées au bénéfice du Tribunal
pénal international pour l'ex-Yougoslavie
(1^{er} juillet 2016-30 juin 2018)***

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.U.)</i>
Classe affaires		
Déroations accordées à des personnalités éminentes		
1. Juge à la Cour d'appel, Canada	Toronto/Amsterdam/Toronto	3 865
2. Juge à la Cour d'appel, Canada	Toronto/Amsterdam/Toronto	4 089
3. Ancien Haut-Représentant chargé d'assurer le suivi de l'application de l'Accord de paix relatif à la Bosnie-Herzégovine	Londres/Amsterdam/Londres	191
4. Président de la Cour suprême, Gambie	New York/Amsterdam/Banjul	1 106
5. Président de la Cour suprême, Gambie	Banjul/Amsterdam/Bruxelles/Banjul	2 210
6. Président de la Cour suprême, Gambie	Banjul/Amsterdam/Bruxelles/Banjul	1 800
Total		13 261

* Dans le présent document, le masculin à valeur générique a été utilisé : il renvoie aussi bien aux femmes qu'aux hommes.

Annexe XVI

Dérogations accordées au bénéfice du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux (1^{er} juillet 2016-30 juin 2018)*

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Dérogation accordée à une personnalité éminente		
Ancien officier de liaison de la Force de protection des Nations Unies	Canberra/Amsterdam/Canberra	5 790
Total		5 790

* Dans le présent document, le masculin à valeur générique a été utilisé : il renvoie aussi bien aux femmes qu'aux hommes.

Annexe XVII

Récapitulatif des conditions de voyage prévues par l'Organisation selon la catégorie de voyageur et de voyage*

<i>Catégorie de voyageur</i>	<i>Sous-catégorie de voyageur</i>	<i>Type de voyage</i>	<i>Classe</i>
Fonctionnaire	Vice-Secrétaire général, Secrétaire général adjoint, Sous-Secrétaire général (et membres de la famille concernés)	Tous	Classe affaires
	Fonctionnaire d'un rang inférieur à celui de Sous-secrétaire général (et membres de la famille concernés)	<ul style="list-style-type: none"> – Tous les déplacements officiels (sauf les voyages effectués au titre de la formation ou à des fins médicales, et au titre des évacuations pour raisons de sécurité) – Voyages liés aux ressources humaines (nomination, affectation, cessation de service, etc.) – Déplacement professionnel effectué au titre d'une formation, à des fins médicales ou en cas d'évacuation pour raisons de sécurité – Voyage autorisé au titre des avantages du personnel (ex. : congé dans les foyers, visite familiale) 	<p>Classe économique pour les vols directs de moins de 9 heures et ceux de moins de 11 heures avec escale ; classe affaires pour les vols plus longs</p> <p>Classe économique</p>
Secrétaire général (et membres de la famille concernés)		Tous	Première classe
Président de l'Assemblée générale		Tous	Première classe
Non-fonctionnaire autorisé à voyager pour le compte de l'Organisation	Tous ^a	Tous	Classe économique

^a Les conditions de voyage en avion des membres des organes et organes subsidiaires, comités, conseils et commissions de l'Organisation sont fondées sur les dispositions de la circulaire [ST/SGB/107/Rev.6](#) du Secrétaire général.

* Dans le présent document, le masculin à valeur générique a été utilisé : il renvoie aussi bien aux femmes qu'aux hommes.